

JEHAN-PRÉVAL



ANARCHIE

ET

NIHILISME

Dans une république, quand la corruption
part d'en haut, tout est perdu.

MONTESQUIEU.

Deuxième édition



PARIS

NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE

ALBERT SAVINE, ÉDITEUR

12, Rue des Pyramides, 12

Tous droits réservés

ANARCHIE ET NIHILISME

T 8 D 13

JEHAN-PRÉVAL

ANARCHIE

ET

NIHILISME

Dans une république, quand la corruption
part d'en haut, tout est perdu.

MONTESSQUIEU.

ÉMILE COLIN — IMPRIMERIE DE LAGNY



PARIS

NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE
ALBERT SAVINE, ÉDITEUR

12, RUE DES PYRAMIDES, 12

1892

Tous droits réservés.

*Le 1^{er} mai 1892 s'est passé tranquillement. C'est
une raison de plus pour étudier de bonne foi la
question sociale — et la résoudre.*

UN AMI DU PEUPLE.

ANARCHIE ET NIHILISME

I

OBJET DE CETTE ÉTUDE

Depuis qu'en divers pays, des ennemis de la société, connus sous le nom d'*anarchistes*, impriment une activité nouvelle à la *propagande par le fait*, la question du nihilisme russe a pris par ricochet un regain d'actualité dans toute l'Europe centrale et occidentale.

Des gens curieux se demandent si le grand peuple du Nord, auquel incontestablement nous devons cette affection si gênante qui a nom l'*influenza*, ne doit pas être aussi rendu quelque peu

responsable de cet autre ébranlement nerveux qui menace peu ou prou nos maisons.

Interrogé à ce sujet par le reporter d'un journal parisien, l'ancien préfet de police, M. Andrieux, s'est contenté de répondre par un « fin sourire ».

Ce « fin sourire » ne renfermait-il qu'une diplomatique réserve, assez naturelle de la part d'un ex-ambassadeur?

Quoi qu'il en soit, nous ne pensons pas qu'une réponse plus explicite soit de nature à compromettre les bonnes relations de la France et de la Russie; loin de là, il nous semble que nos amis de Pétersbourg ne peuvent qu'être satisfaits de voir quelqu'un de bien renseigné mettre les points sur les *i*, et établir, preuves en mains, qu'entre l'anarchie et le nihilisme il n'existe pas le moindre lien de parenté.

Ce sont deux crises sociales qui se ressemblent, sous certains rapports, par les effets produits extérieurement, mais qui n'ont ni la même origine première, ni la même cause occasionnelle, ni la même fin.

Ce sont deux maladies qui s'attaquent à des membres parfaitement distincts du corps social — distincts parce qu'ils sont parvenus de nos jours à un inégal développement; ces maladies n'ont pas le même siège et ne sont pas susceptibles d'une semblable extension.

Le virus anarchique peut se répandre rapidement, si l'on n'y met bon ordre — par de sages et sérieuses réformes, — dans une partie saine encore de l'organisme contaminé; le nihilisme n'a jamais été et ne sera pas de longtemps — à supposer qu'il en reste des traces — autre chose qu'une simple indisposition, ennuyeuse, troublante, mais incapable de se généraliser.

Les accidents causés par les *microbes nihilistes* sont tout à fait localisés, ce qui permet de les prévenir; les autres microbes — les nôtres — sont capables de se porter et d'agir n'importe où, ce qui rend leur surveillance éminemment difficile, incertaine, peut-être inefficace. Un traitement spécial doit leur être appliqué; nous y reviendrons plus loin.

Parlons d'abord du mal moscovite, non pas en polémiste qui soutient une thèse, mais bien en so-

ciologue, en philosophe, qui se réduit au rôle d'observateur impartial. Mieux que cela : nous ne serons que traducteur, interprète, porte-paroles.

II

QUELQUES MOTS SUR LES DÉPORTÉS POLITIQUES EN
SIBÉRIE

Il y a quelques mois, un Français de nos amis voyageait au fond de la Sibérie, cette contrée asiatique que les récits des Jules Verne, des Kropotkine et autres ont rendue légendaire à divers titres.

Nous n'étonnerons nullement les autorités russes sous les auspices desquelles s'effectuait ce voyage, en leur disant — ce qu'elles savent du reste, et dès le jour même — que le premier soin des déportés politiques, à l'annonce de l'arrivée d'un étranger, est de chercher à nouer avec le nouveau venu des relations qui leur permettent de causer un peu. On

conçoit que le silence, dans ces grandes plaines glacées, pèse à des hommes instruits, au cerveau bouillant; chez plusieurs d'entre eux l'éternelle solitude, même en plein air, mais au contact de paysans qui n'entendent rien à la politique, a déterminé la folie, la vraie folie, la perte totale de l'intelligence et de la mémoire. Certes, on ne peut que déplorer de pareils cas pathologiques, ce qui n'empêche pas — quand on est Français et ami de l'ordre — de s'abstenir de tout jugement téméraire à propos de doléances certainement touchantes, mais parfois obscures et toujours empreintes d'un cachet personnel. Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son : notre ami n'avait pas, comme d'autres, oublié cet adage, et il repoussa nettement, vis-à-vis de ses interlocuteurs sibériens, l'idée au moins saugrenue de s'ériger en justicier.

Au reste, soit dit en passant, leur propre témoignage lui avait appris que la liberté dont ils jouissent, au point de vue des faits et gestes de la vie quotidienne, est généralement très grande. Un petit nombre d'entre eux sont soumis au régime cellulaire; pas un ne *pourrit sur la paille humide*

des cachots; les prisons ne semblent pas humides; au lieu de paille, elles possèdent d'assez bonnes couchettes. Le travail y est obligatoire, mais pour les *forçats nobles* (c'est ainsi que les forçats de droit commun désignent les condamnés politiques), les rigueurs du règlement sont purement théoriques. Cela est vrai même aux mines de Kara, situées dans une région perdue de la Transbaïkalie; sommes-nous indiscret en répétant ici que le renseignement vient du baron Korff lui-même, gouverneur général de l'Extrême-Orient sibérien (provinces de l'Amour et du Littoral)?

Ajoutons que la plupart des déportés politiques — dont le nombre total ne dépasse pas quelques centaines — sont internés dans une ville ou dans un village, c'est-à-dire astreints à la *résidence* dans un périmètre déterminé. La surveillance de la police n'est rien moins que sévère. Les gouverneurs, les commissaires centraux, ignorent parfois l'adresse des *sans-culottes* confiés à leur garde. Au fond, la tolérance est un des traits saillants du caractère russe.

Il arrive même assez souvent que les exilés politiques, gens instruits et studieux, quelquefois de

vrais savants, sont chargés de missions scientifiques par les académies de Moscou et de Pétersbourg. Les autorités locales ne gênent aucunement l'accomplissement de ces missions, même si elles comportent d'assez longs voyages. Ce n'est ni le comte Alexis Ignatieff, ni M. Kolenko, ni le général Gorémikhine, ni un général quelconque, qui ont édifié à cet égard le voyageur dont nous citons les impressions ; il tient le fait des déportés eux-mêmes.

Sans doute le grand chagrin de ces hommes habitués à une vie de fièvre est de ne plus pouvoir ni lire les journaux et les livres qui ont eu pour eux tant d'attrait, ni écrire à leur aise et parler comme ils voudraient. Il leur est interdit aussi d'exercer certaines professions libérales, celles-là notamment qui les mettraient en contact avec les enfants et les jeunes gens. De là une vraie gêne matérielle pour les lettrés qui désireraient demander les moyens de vivre à leur plume ou à leur cerveau. Mais la loi est la loi ; *dura lex, sed lex...*

Donc, un étranger, un touriste, plus ou moins au courant des questions complexes qui touchent au régime pénitentiaire, ne peut que s'incliner silen-

cieusement. Tout ce qu'il doit se permettre, c'est d'*écouter*.

Notre ami *écouta* : c'était, à son avis, un devoir d'humanité strict. N'est-ce pas soulager une misère que d'en entendre le récit, même sans vouloir en rechercher, en apprécier les causes ?

Et il était tellement dans la vérité *sibérienne*, que les officiers *bleus* ne songeaient guère à l'en blâmer. Au contraire, ils l'encourageaient. Ceux qui connaissent la Sibérie savent les sentiments qui se cachent sous l'uniforme d'un gendarme (1).

Or, parmi les proscrits qui parlèrent à cœur ouvert, et avec plus de larmes que d'éclairs dans les yeux, il s'en est rencontré plusieurs, de sens rassis, très rassis, dont les paroles méritaient de frapper

(1) « Il paraît que les Cosaques (chargés de la garde des condamnés) sont les premiers à éluder les rigueurs du règlement, au point d'apporter aux prisonniers l'indispensable *vodka* (eau-de-vie de grains) dans le canon de leur fusil !

» Il paraît aussi qu'à certaines grandes fêtes, il est de règle que les habitants se cotisent pour envoyer aux doteux du voisinage des provisions de toutes sortes, même des gâteaux, des sucreries... « — Ne faut-il pas, dit-on, que ces » pauvres diables s'amuse comme tout le monde ? Pour » quoi pas ? » (E. Boulangier, *Voyage en Sibérie*. Paris, Société d'éditions scientifiques.)

par leur modération même. L'un d'eux formula le désir de *dicter* l'histoire sommaire du « socialisme » russe ; le Français acquiesça à ce désir dont la réalisation demanda trois longues séances de plusieurs heures chacune. Cet historique émanant d'un acteur du drame fut soumis un peu plus tard à d'autres exilés qui ne trouvèrent rien à y changer, ou presque rien.

Nous sommes autorisé à reproduire ici, sans modification aucune, cette interview inédite qui n'est pas précisément vulgaire, et qu'on peut bien appeler la *Confession d'un nihiliste* ; elle eut lieu sur un ton fort calme, sans récriminations amères, avec l'accent d'une absolue sincérité. Si quelqu'un laissa échapper certains mouvements fébriles, ce ne fut pas le vaincu qui recueillait ses souvenirs : ce fut, à ce qu'il paraît, une tierce personne qui avait sollicité de lui la grâce d'assister à ces évocations du passé, et cette tierce personne était... une toute jeune fille charmante, appartenant à la meilleure société... Là est, comme nous l'allons voir, la caractéristique du nihilisme...

Laissons maintenant la parole au condamné à perpétuité.

III

CONFESSION D'UN NIHILISTE

« L'introduction des idées libérales en Russie date de loin. On peut toutefois lui fixer une ancienneté maxima. Vous lirez dans *l'Éloge d'Euler*, par Condorcet, qu'après un long séjour à Pétersbourg, le grand mathématicien et métaphysicien bâlois étant venu, en 1744, se fixer à Berlin où il fut présenté à la reine-mère, princesse instruite et fort affable, celle-ci ne put tirer de lui que des monosyllabes et lui reprocha « cette timidité, cet embarras, quelle croyait ne pas mériter d'inspirer. » Pourquoi ne voulez-vous donc pas me parler ? lui

dit-elle. *Madame, répondit-il, parce que je viens d'un pays où, quand on parle, on est pendu* (1).

« La Révolution de 1789 eut une grande influence en Russie. Cette influence se serait développée plus vite sans l'assassinat de l'empereur Paul par des membres du parti allemand de la Cour : le comte Pahlen, gouverneur de Saint-Petersbourg

(1) Il est juste que nous citions ici le passage suivant du même *Éloge d'Euler*, par Condorcet :

« Les Russes ayant pénétré dans la Marche de Brandebourg, en 1760, pillèrent une métairie que M. Euler avait auprès de Charlottenbourg. Mais le général Tottleben n'était pas venu faire la guerre aux sciences : instruit de la perte que M. Euler avait essuyée, il s'empessa de la réparer, en faisant payer le dommage à un prix fort au-dessus de la valeur réelle ; et il rendit compte de ce manque d'égards involontaire à l'impératrice Elisabeth, qui ajouta un don de quatre mille florins à une indemnité déjà beaucoup plus que suffisante. Ce trait n'a point été connu en Europe, et nous citons avec enthousiasme quelques actions semblables que les anciens nous ont transmises : cette différence dans nos jugements n'est-elle pas une preuve de ces progrès heureux de l'espèce humaine, que quelques écrivains s'obstinent à nier encore... »

Et ces dernières lignes ne semblent-elles pas écrites d'hier, à l'adresse des personnages qui nous représentent la Russie comme un *bloc de glace prêt à rouler sur l'Europe et à l'écraser* ?

(d'une famille noble de Livonie), le comte Panine, vice-chancelier de l'Empire (d'origine italienne), le général Benningsen (Hanovrien de naissance), et une soixantaine de conjurés plus ou moins conscients de leur acte. L'empereur était à la veille de faire la guerre à l'Angleterre et de signer une alliance avec la République française. Après les combats de géants que Souvoroff et Masséna s'étaient livrés dans les Alpes, le Premier consul avait remis en liberté six à sept mille prisonniers russes, avec leurs drapeaux, leurs armes et tous les honneurs de la guerre. Tel fut le premier contact des soldats de nos deux nations. En même temps Bonaparte céda sans condition l'île de Malte à la Russie. Cette habile politique eut le résultat prévu : l'Angleterre se trouva isolée. Alors et simultanément se produisirent deux attentats, l'un à Paris, l'autre à Pétersbourg ; le premier consul n'échappa que par miracle à la terrible explosion de la rue Saint-Nicaise (1) ; moins heureux, le tsar fut tué.

(1) On se souvient qu'une charrette portant la machine infernale avait été placée de manière à entraver la circulation dans cette rue étroite où Bonaparte devait passer pour se rendre à l'Opéra. Son cocher, comme mû par un pressen-

M. Thiers, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, a donné de cet assassinat un récit véridique.

C'était le 23 mars (1801), jour choisi pour l'exécution du complot. Le comte Pahlen avait réuni chez lui, sous prétexte d'un diner, les Souboff, Benningsen, beaucoup de généraux et d'officiers sur lesquels on croyait pouvoir compter. On leur prodigua les vins de toute espèce. Pahlen et Benningsen n'en burent pas. Après le repas, on fit part à ces conjurés du projet pour lequel ils avaient été réunis. La plupart étaient initiés pour la première fois à ce terrible complot. On ne leur dit pas qu'il fallait assassiner Paul; presque tous auraient reculé devant un tel crime. On leur dit qu'il fallait se rendre chez l'empereur pour exiger de lui qu'il abdiquât...

... La nuit paraissait assez avancée; les conjurés partent divisés en deux bandes. Le général Pahlen dirige l'une, le général Benningsen l'autre. Tous deux, revêtus de leur uniforme, portant écharpe et grand cordon, marchent l'épée à la main. Le palais Michel était construit et gardé comme une forteresse; mais devant les chefs qui conduisaient les conjurés, les bar-

timents, fouetta vigoureusement les chevaux et franchit l'obstacle. L'explosion se produisit trois secondes après et fit de nombreuses victimes.

rières s'abaissent, les portes s'ouvrent. La bande de Benningsen marche la première et va droit à l'appartement de l'empereur... Deux heiduques le gardaient. Ces braves serviteurs, restés fidèles, veulent défendre leur souverain. L'un d'eux est renversé d'un coup de sabre... Un valet de chambre accourt; on le force à ouvrir la porte de son maître... L'infortuné Paul se jette à bas de son lit... Au même instant, Benningsen marche à lui, l'épée à la main, et lui présentant l'acte d'abdication :

— Vous avez cessé de régner, lui dit-il; le grand-duc Alexandre est empereur. Je vous somme, en son nom, de résigner l'empire, et de signer l'acte de votre abdication. A cette condition, je répons de votre vie.

... L'empereur, troublé, éperdu, demande ce qu'il a fait pour mériter un tel traitement.

— Vous n'avez cessé de nous persécuter, depuis des années! s'écrièrent les assassins à moitié ivres.

» Ils serrent alors de près le malheureux Paul, qui se débat et les implore vainement... Il essaie un instant de se défendre. Dans le conflit, la lampe qui éclairait cette scène affreuse est renversée; Benningsen court en chercher une autre, et, en rentrant, trouve Paul expirant sous les coups de deux assassins: l'un lui avait enfoncé le crâne avec le pommeau de son épée; l'autre lui avait serré le cou avec son écharpe...

(Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*.)

« Après cette tragédie les grandes guerres reprirent leur cours ; Napoléon eut pour auxiliaires les idées généreuses de la Révolution. Le mouvement libéral pénétra en Russie après avoir traversé l'Allemagne, où les Russes se trouvaient en contact avec des libéraux allemands et français. Après 1814 et 1815, les officiers russes revenus de France rapportèrent dans leur pays le germe du libéralisme. Ce germe se développa dans l'armée ; de nombreux officiers qui n'avaient pas vu Paris furent bientôt, comme on dit, victimes de la contagion.

» Une révolte militaire, connue sous le nom de révolte des *décabristes*, éclata le 14 décembre 1825. Beaucoup d'officiers qui avaient fait la campagne de France, d'autres qui n'y étaient pas allés, y prirent part. Il y avait aussi des *civils* ; un de leurs chefs se nommait Ryleief. Alexandre I^{er} venait de mourir ; le grand-duc Constantin ayant renoncé au trône, son second frère, Nicolas, lui avait succédé.

» Nicolas était le plus bel homme de son empire, qui compte cependant pas mal de colosses. Il possédait un pouvoir fascinateur des plus étranges. Ses yeux lançaient des éclairs. Toute sa personne

portait l'empreinte d'une majesté surhumaine.

» On dit qu'à la première nouvelle du mouvement décabriste, n'écoulant que son courage, il sortit seul, à pied, du Palais d'Iviver, et se dirigea droit sur un des régiments massés sur la grande place ; puis s'approchant du colonel et plongeant ses yeux dans les siens, il s'écria :

« — Tu veux me tuer, paraît-il ; me voilà, frappe ! Mais frappe donc ! Eh, bien, puisque tu n'oses, à genoux !

» Et sa main puissante s'abattit sur l'épaule de l'officier pétrifié.

» Cette fière attitude rétablit l'ordre séance tenante (1).

» L'émeute de 1824 n'eut que de funestes résultats ; le jeune empereur fit pendre cinq émeutiers et exila les autres en masse, puis il déclara la guerre aux idées nouvelles. Cette guerre dura trente ans, pendant lesquels il se jeta (*sic*) contre la nation russe.

(1) On raconte aussi qu'après l'insurrection de Pologne (1833), au sortir d'une église, debout sur le parvis, il fit taire d'un regard circulaire les murmures d'une foule menaçante.

» Les mouvements successifs qui agitèrent l'Europe à partir de 1830 firent de lui un champion monarchique dans l'Europe entière. Il eut de mauvaises relations avec le gouvernement de Juillet. Une pièce politique — sorte de pamphlet — ayant été représentée sur une scène parisienne, Nicolas fit dire à Louis-Philippe qu'il lui enverrait des spectateurs dans ses théâtres, et que ces spectateurs seraient des soldats.

» La Révolution de 1848 effraya Nicolas I^{er}. Il étouffa lui-même celle de Hongrie, bien que les Hongrois eussent demandé à être annexés à l'empire russe (1).

» Ces dernières secousses eurent leur contre-coup en Russie. Des sociétés littéraires se fondèrent (entre autres la société Pétrachevski). Elles étaient composées de jeunes gens qui embrassaient tout sans trop êtreindre et ne songeaient pas à com-

(1) Nous ne supprimons pas cette dernière allégation, mais elle est contestable.

Quoi qu'il en soit, la grande haine des Hongrois pour la Russie date de cette répression sanglante. Ils n'ont pas oublié les paroles du terrible maréchal Paskiévitich s'adressant à l'empereur d'Autriche :

« Sire, la Hongrie est aux pieds de Votre Majesté. »

ploter. Nicolas vit des complots partout. Un grand nombre de membres de la société Pétrachevski furent arrêtés, plusieurs furent condamnés à mort. L'empereur, du reste, leur fit grâce de la vie et les exila en Sibérie. Au nombre de ces exilés furent le poète Pletcheief et l'écrivain Dostoievski.

» Pour mieux tuer les idées libérales, Nicolas se mêlait de tout, même de philosophie et de littérature. Une chaude discussion ayant éclaté parmi les hellénistes, à propos de la lecture du grec, il trancha la question entre Erasme et Euclide. Il n'aimait pas la philosophie et rendit un oukase autorisant les prêtres seuls à l'enseigner. La vie à Pétersbourg devint impossible pour les penseurs, et il se produisit une émigration intellectuelle à Moscou. Cette capitale, dont l'Université possédait alors les meilleurs professeurs, devint le centre littéraire de toute la Russie, et il s'y forma deux courants libéraux : les *Slavophiles* ou panslavistes, les *Occidentaux* ou partisans des idées de l'Europe occidentale.

» La grande différence entre ces deux écoles était

que la première, tout en ayant des idées libérales pour l'époque, soutenait que la civilisation devait être nationale, que chaque peuple a une physiologie individuelle; qu'il faut donc être, non humanitaire cosmopolite, mais Russe ou plutôt Slave.

» Partant de là, les Slavophiles voulaient une alliance entre tous les Slaves sous l'hégémonie de la Russie. Ils demandaient l'incorporation des Slaves à la Russie sous le sceptre russe. Ils disaient que le peuple russe, depuis des siècles, s'est prononcé pour la forme césarienne; mais l'autocratie actuelle, ajoutaient-ils, n'est pas la vraie; l'histoire a démontré que les despotes règnent de concert avec le peuple (*zemskisobor*, concile populaire); les princes posaient des questions à la foule; le concile populaire donnait simplement des avis. Cette forme consultative de gouvernement était l'idéal des Slavophiles; du reste, orthodoxes déclarés, ils témoignaient l'espérance que tous les Slaves deviendraient un jour orthodoxes.

» Ainsi ce parti reconnaissait tout au moins la part du peuple dans la civilisation. Il disait que le peuple russe a ses idées à lui et qu'on ne devait pas les négliger; par exemple la nation chérit

l'institution de la commune rurale (*mir*) et c'est au gouvernement à se montrer décentralisateur. Les Slavophiles détestaient Pierre le Grand, lui reprochant d'avoir vicié l'histoire nationale et donné un courant artificiel au développement de son empire. Ils réunirent les chants, les contes, les légendes populaires; on peut dire qu'ils découvrirent le peuple russe. Leurs vues, pour l'époque, étaient une nouveauté.

» Les Occidentaux défendaient des théories tout à fait différentes. Sans nier le droit du peuple, sans répudier l'institution du *mir*, ils se moquaient du patriotisme national des Slavophiles. La Vérité est une, disaient-ils; la Science est une, et les petites différences entre les nations ne forment pas un principe. Faire de la civilisation nationale, c'est s'attacher beaucoup trop à des idées erronées, bien que consacrées par l'histoire; c'est vicier la vérité et les idées humanitaires. Ces prémisses posées, ils se jetèrent avidement sur les doctrines émises à l'Occident de l'Europe, pour les discuter, les brasser, non sans une certaine confusion. D'ailleurs ils demandaient une constitution, une

représentation nationale; ils voulaient aussi les différentes libertés réclamées par les écrivains ou philosophes étrangers. Toutefois ils étaient démocrates, et non pas bourgeois; le peuple russe est rural; les lois doivent donc être faites en sa faveur. En cela ils marchaient d'accord avec l'autocratie actuelle qui applique ses efforts à l'amélioration du bien-être des paysans. Dans cet ordre d'idées et d'accord sur ce point avec les Slavophiles, ils demandaient l'affranchissement des serfs.

» La lutte entre les deux partis fut longue, et chacun d'eux fournit des représentants remarquables. Elle durait encore, absorbant l'attention de la société russe, à la fin du règne de l'empereur Nicolas, lorsqu'éclata la guerre de Crimée. A cette époque, une quantité de vrais patriotes, tout en redoutant pour leur pays les malheurs de l'invasion, prédisaient la défaite des armes russes, et s'en consolaient d'avance parce qu'elle était, disaient-ils, la seule preuve qui pût convaincre le despote que son système donnait une force fictive. Cette prédiction se réalisa; la Russie fut vaincue par la civilisation. Elle n'avait que de mauvais

fusils; elle manquait de chemins. Les alliés possédaient un excellent fusil rayé que Nicolas I^{er} avait refusé d'adopter, en s'écriant: « Le fusil est l'arme des lâches, la baïonnette l'arme des braves. »

» On raconte qu'à la fin de la guerre, voulant frapper un grand coup, l'empereur quitta Saint-Petersbourg incognito et se fit conduire près de la Crimée dans une forteresse construite depuis plusieurs années, entretenue et réparée à grands frais; elle devait servir de base à l'opération qu'il avait conçue. Arrivé sur les lieux, sa douleur fut immense: la forteresse n'existait pas. Il repartit aussitôt dans la même troïka (1), après avoir puni de mort les principaux coupables. Lui aussi était frappé au cœur.

» Il avait juré de ne faire la paix que victorieux; avant la fin des hostilités, il expira (2).

» La mort subite de Nicolas (18 février 1855) causa une grande impression dans la Russie en-

(1) Equipage à trois chevaux.

(2) Nous maintenons l'anecdote ci-dessus, comme type des légendes qui circulèrent à cette époque. Ce n'est, du reste, qu'une légende. L'empereur resta dans sa capitale durant toute la guerre.

tière. L'empereur comptait de nombreux admirateurs. Les masses l'aimaient réellement, bien qu'on puisse citer sous son règne plus de soixante-dix révoltes de paysans. Mais ces révoltes étaient dirigées contre les seigneurs, les grands propriétaires fonciers. Les moujiks considéraient, et considèrent aujourd'hui encore le tsar comme un dieu ; ils s'en font un idéal. C'est seulement si le tsar réel ne concorde pas avec cet idéal, que le doute naît dans leurs esprits naïfs et qu'ils songent à supprimer le tsar faux... C'est ainsi qu'on raconte cette anecdote curieuse : En 1831, une révolte avait éclaté dans un village militaire du gouvernement de Novgorod ; les soldats-moujiks, après avoir tué leurs officiers, envoyèrent une députation à Nicolas. L'empereur, toujours très brave, vint de sa personne. Les moujiks l'entourèrent. Il leur parla durement. Alors ces paysans demi-sauvages se mirent à murmurer entre eux, se dirent que ce n'était pas le vrai tsar, parlèrent d'égorger ce *tchinornik* (employé) imposteur... L'empereur, heureusement pour lui, entendit leurs chuchotements, se radoucit, parvint à sortir du cercle...

» Les incidents de ce genre étaient sans impor-

tance ; ils n'avaient pas porté atteinte au prestige de Nicolas. Les libéraux se comptaient par unités ; du moins ils ne jouaient aucun rôle, ils ne pouvaient ni écrire, ni parler ; on ne les voyait pas. Tout le peuple russe croyait l'empereur indispensable ; il s'était habitué à lui. A sa mort on ne sut que faire. Le bruit s'étant répandu qu'il s'était empoisonné volontairement, la populace voulut déchirer en morceaux le médecin soupçonné de lui avoir donné le poison.

» Mais cet enthousiasme dura peu. En moins de deux ou trois ans, la légende du grand empereur Nicolas disparut. Grâce à quelques libertés données à la presse, la société comprit le mal fait par ce despote. Son successeur était réellement libéral ; à son avènement il renvoya les conseillers de son père et s'entoura de ministres à idées plus larges. Il grâcia la plupart des exilés, et notamment les décabristes de 1824 qui avaient passé trente ans de leur vie en Sibérie et en revinrent pour la plupart aveugles (1). Le sort des condamnés qui ne

(1) Effet de la neige qui couvre la terre durant six à sept mois consécutifs. On peut le combattre avec des lunettes de couleur.

reçurent pas leur grâce fut amélioré. Il libéra les paysans ; cette réforme considérable demanda près de dix ans. La censure s'adoucit par principe et surtout en fait. Le premier mot fut dit, puis un second, puis un troisième ; bref, en quelques années la société instruite devint méconnaissable. La légende du Tsar-Dieu s'écroula, et alors, l'idole renversée, on créa une autre idole : ce fut l'*idée humanitaire*.

» Une quantité de forces intellectuelles surgirent. Le caractère de ces forces est intéressant : auparavant on n'avait connu que le libéralisme aristocratique, dont les rares défenseurs étaient assez riches pour se contenter de gagner peu. Tel fut Tourguenieff. Une fois la censure devenue moins sévère, quiconque s'intéressait aux grandes questions prit une plume et essaya sa force. En première ligne se distinguèrent les élèves des séminaires, recrutés parmi les enfants des prêtres. Le prêtre est toujours plus ou moins un enfant du peuple ; les fils des prêtres vivent dans les villages et sont les amis du peuple ; ils savent ses malheurs et ce qui l'accable. Les élèves des séminaires avaient le droit d'entrer à l'Université et pouvaient

ainsi devenir des écrivains. Dès qu'ils furent mêlés au mouvement littéraire, la littérature russe se démocratisa bien vite ; tout le monde étant plus ou moins idéaliste, les écrivains aristocrates eux-mêmes devinrent populaires — je veux dire passionnés pour le bien du peuple.

» Les talents naissaient et se développaient très vite ; on devenait éminent par la vogue des idées qui encombraient toute la classe éclairée. Une quantité de sociétés se constituèrent, les maisons particulières se transformèrent en lieux de réunion ; on ne craignait pas d'émettre des pensées hardies, tout ce qu'on demandait devant être utile au peuple. Le joug même de Nicolas eut un bon résultat : on se mit à détester le passé au point de ne pas oser rester en arrière du mouvement nouveau. La plupart des idées qui plus tard ont pris racine dans les esprits plus tenaces furent formulées alors. Non seulement on faisait des théories ; on se préparait à agir, et chacun avait tant de confiance que rien ne semblait impossible. On se donnait, par exemple, des missions particulières pour libérer les Slaves ; on *allait dans le peuple*. Ces mots « aller dans le peuple » s'entendirent alors pour la première fois.

Ils eurent de grosses conséquences. Ces missions étaient très sérieuses, très coûteuses, dangereuses même; c'est ainsi que laissant ma famille, mes biens, je m'exilai volontairement, durant deux années, en Bulgarie...

» Les années 1859-1860-1861-1862 marquèrent l'explosion de ces idées réformatrices, parmi lesquelles il faut citer : l'idée de la Constitution, l'idée de l'égalité, de la liberté, de la fraternité, de l'affranchissement de la femme — que les enthousiastes voulaient faire l'égale absolue de l'homme, au point de vue civil et politique, — enfin les idées socialistes en littérature.

Comme première base de ces théories socialistes on peut indiquer les notes publiées par Tchernichovski sur *l'Economie politique* de Stuart Mill. Les tendances socialistes se révèlent pour la première fois dans ces notes qui accompagnaient la traduction de l'ouvrage anglais. Elles parurent en Russie même et eurent plus d'effet pratique que le journal du socialiste Herzen, chef des Occidentaux et admirateur de Fourier, lequel journal s'imprimait à l'étranger. Il convient de mentionner aussi

le journal russe *le Contemporain*, dont Tchernichovski et le critique d'art Dobrolouboff furent les collaborateurs.

» Le trait le plus caractéristique de cette époque d'exubérance fut que l'on s'acharnait contre tous les principes qui auparavant faisaient autorité absolue : par exemple, le principe d'autocratie, le principe de l'Eglise et toute idée religieuse, le principe même de l'autorité du père de famille. Les écrivains les plus illustres, comme Pouchkine, ne trouvèrent pas grâce ; on nia l'autorité littéraire. On avait trop vécu sous le joug autocratique pour ne pas perdre de vue le bon côté de l'autorité. On se mit à craindre l'autorité en tout. Les noms même vénérés, qu'auparavant on adorait, passèrent sous la critique la plus dure. Le grand Pouchkine, dont je viens de parler, fut violemment pris à partie par un écrivain de beaucoup de talent, l'un des types les plus remarquables de ce mouvement littéraire, Dmitri Pissaref. Tout ce qui était ordonné par n'importe qui était considéré comme une restriction de la liberté humaine. *L'art pour l'art* était nié aussi, comme chose inutile. On exigeait une utilité de tout : ce qui n'était pas utile était nié

comme indigne de vivre. Au fond ces idées étaient salutaires, mais elles péchaient par exagération.

» Ainsi, auparavant, les militaires étaient tout : à ce moment-là, le fait tout à fait général fut que les demoiselles ne voulaient plus danser avec les officiers. On disait : Un militaire est le représentant de la force brutale. Voici un cas très authentique :

» Un colonel qui faisait la cour à une jeune fille fut entre temps promu au grade de général et n'osa pas de quinze jours se représenter devant sa fiancée !

» Le mot aristocrate, et tout ce qui en dérivait était humilié, détesté. Comme autre excès, on peut noter qu'une attitude cérémonieuse, une tenue soignée, étaient considérées comme fatuité défendue. Des gens qui s'habillaient mal, et même salement, croyaient agir *au nom du principe*. C'est de ce fameux principe, avec les excentricités commises à ce moment d'*emballement*, que s'emparèrent plusieurs romanciers, pour créer le *type nihiliste*. Et, en effet, ce qu'on a appelé le nihilisme naquit à cette époque singulière qui fut une réaction sans mesure contre le despotisme du passé.

» Cette réaction eut son maximum d'intensité à

Saint-Petersbourg ; elle se fit sentir dans la société des villes de province, mais ne remua pas le paysan. Du reste ses excès ne durèrent pas très longtemps, — trois ans environ, — et s'apaisant peu à peu ils perdirent leur caractère véritablement enfantin. Toutefois, je le répète, des romanciers s'étaient effarouchés, épouvantés, et avaient créé le type désormais légendaire du nihiliste.

» En fait, durant cette période d'ébullition, on avait travaillé beaucoup. L'amour du peuple avait grandi. Un grand nombre d'écoles du dimanche, gratuites bien entendu, s'étaient fondées. En 1861, le nombre des écoles s'élevait à 10,000 ; il y en avait jusqu'en Sibérie. Ces créations furent dues à l'initiative individuelle. Il avait suffi de prononcer un jour ces mots magiques : *Initiative individuelle*, pour que Saint-Petersbourg eût dix écoles en quelques mois ; et le mouvement se propagea dans tout le pays. Des personnes de bonne volonté se groupaient, sans secours du gouvernement et sans contrôle, donnaient des leçons le dimanche, formaient des comités ; l'enseignement de chacun était libre, dans les limites d'un plan général arrêté

par le comité. Les écoles étaient bien fréquentées; les élèves aimaient leurs maîtres; tout marchait admirablement. Ces fondations scolaires furent si rapides que le gouvernement, opposé jadis aux écoles, n'eût pas le temps de s'y reconnaître; il n'empêcha rien, se croyant lui-même libéral; il ne refusa pas les locaux qu'on lui demandait pour les cours du dimanche; il prêta ses gymnases, et même des casernes.

» Il résulta de cette situation et de ce concours moral que l'École libre voulut vite avoir une influence libre, et, sans que cela eût été réglé, décidé par personne, la propagande humanitaire s'y introduisit.

» En 1862, le gouvernement s'aperçut que les écoles libres préparaient des révolutionnaires, et il les supprima tout d'un coup. En réalité, je le reconnais, il s'y faisait de la propagande théorique.

» Il y avait eu aussi, en dehors des écoles, un commencement de propagande en faveur d'une révolution; plusieurs proclamations avaient été rédigées par des écrivains en vogue, imprimées clandestinement et distribuées sous le manteau.

» Néanmoins quelques déportations seulement furent prononcées; le gouvernement, lui aussi, était pris d'un malaise de libéralisme.

» Alors (1863) éclata l'insurrection de Pologne. Elle eut une influence funeste pour la cause libérale; après cette insurrection, le gouvernement agit beaucoup plus sévèrement qu'au cours des années précédentes.

» L'émeute de Pologne forma Katkoff. Avant cette émeute, il était libéral, ami de plusieurs chefs des Occidentaux (l'écrivain Béliński, le professeur Granovski); plus qu'eux tous, il avait des idées nettes et il préconisait la constitution anglaise. Les meilleurs écrivains collaboraient à son journal, le *Messenger russe*, où il popularisait les principes de la liberté anglaise. A l'époque de l'insurrection polonaise, Katkoff se déclara nettement contre les Polonais. L'opinion de la société russe leur était plutôt favorable; on se disait que chaque peuple a droit à la liberté. Katkoff osa le premier proclamer le contraire. Son succès fut très grand, d'autant plus grand qu'il fut démontré plus tard que les Polonais avaient tort dans plusieurs de leurs exigences.

notamment pour leurs revendications sur des territoires russes.

» La puissance de Katkoff date de cette campagne qu'il eut le courage de soutenir à lui seul et qu'il gagna. Cette victoire marqua la fin de l'influence exercée par le chef des Occidentaux, Herzen, qui publiait depuis cinq ans (1838-1863), en Angleterre, un journal (la *Cloche*), lu par l'Empereur et toute la société.

» Herzen avait un grand talent, beaucoup d'érudition, et aussi des idées nettes qui faisaient contraste au milieu de la confusion des esprits russes. Après 1863, ce journal perdit son autorité : il avait pris la défense des Polonais.

» Cette année 1863 fut toute une époque ; la société instruite se divisa : la position était trop tendue ; les uns, fatigués d'un libéralisme obligé, se rallièrent autour du drapeau que levait le gouvernement ; les autres restèrent fidèles à leurs idées. L'élément libéral conserva cependant la majorité. L'Empereur Alexandre II, personnellement, ne se montrait pas effarouché et se croyait non sans raison de force à endiguer le courant, à mai-

triser la vague. C'est ainsi qu'imperturbablement il poursuivit sa grande réforme de l'affranchissement des serfs, édictée en 1861 ; il promulgua en 1864 les lois de la procédure civile et criminelle, ensuite les lois municipales (1870), etc.

» Au fond Alexandre II était un libéral. Son erreur fut de vouloir tout faire lui-même, de sa propre initiative, et de ne pas comprendre que le peuple eût des exigences ; il se récriait chaque fois qu'on lui en parlait : « Je leur donnerai tout, disait-il, mais quand j'ole jugerai utile. » Et en effet il s'appliquait à accorder des libertés, à faire de bonnes lois, en choisissant pour dater ses bienfaits des anniversaires, des fêtes de la famille impériale.

» Le débordement philosophico-littéraire qui venait de se produire avait surchauffé certains cerveaux. Un malheur s'ensuivit. En 1866 eut lieu le premier attentat contre la vie de l'empereur. Le coupable s'appelait Karakosoff. Cette tentative déplorable eut de grandes conséquences ; l'empereur devint réactionnaire, et par crainte des idées libérales le nombre des partisans de la réaction s'accrut considérablement.

» On peut citer à ce propos une anecdote. Le

lendemain de l'attentat, un jeune homme s'étant arrêté devant le nouveau Palais de Justice, regarda un bas-relief représentant le jugement de Salomon et portant une inscription extraite d'un récent oukase ; puis il sourit. Un général s'approcha de lui et s'écria : « Vous osez vous moquer des paroles de l'Empereur ; je vais vous faire arrêter. » Le semaine d'avant, le même général n'eût pas osé parler ainsi.

» L'attentat de Krakosoff fut suivi d'un grand calme qui dura cinq ans, c'est-à-dire jusqu'à la guerre franco-allemande. A cette époque il se forma un groupe de gens résolus à agir.

» La société instruite s'était divisée d'opinion ; l'excessive abondance des théories ne fait pas les hommes d'action. Ce furent de tout jeunes gens qui se mirent en tête de précipiter les choses. La jeune génération s'enflamma en voyant que ses rêves philosophiques ne se réalisaient pas. De là prit naissance le mouvement de 1870-71, qui marque le début du *socialisme agissant*. Le sentiment qui anima ses promoteurs fut celui de la honte ; la nouvelle génération se sentait honteuse de l'échec

subi par ses idées. Dans son sein se rencontrèrent quelques hommes remplis de la foi du jeune âge, qui entreprirent d'en poursuivre le triomphe coûte que coûte, sans tenir compte de l'action du temps.

» Ces apôtres convaincus, et appartenant à la bonne société, se rapprochèrent des ouvriers, leur donnèrent des leçons théoriques de politique et de socialisme. Plusieurs ouvriers comprirent, et, d'élèves, devinrent membres du groupe. La propagande continua avec le concours de ces ouvriers. Peu à peu le groupe grandit. Puis ces jeunes gens se dispersèrent avec les ouvriers dans les usines et les fabriques, se placèrent comme simples travailleurs et firent la propagande dans le *nid* même des capitalistes. Mais la Russie étant un pays agricole, les fabriques ne recevant qu'une partie minime de la population, un autre groupe de jeunes gens alla *rôder* dans les villages : véritable école péripatéticienne qui se tenait en plein vent ou dans les cabarets. Ce mouvement prit une assez grande étendue : il gagna trente-deux gouvernements, — sur cinquante-neuf, — d'après un rapport du ministre de la justice, le comte Pahlen, fils d'un assassin de Paul I^{er}.

» Peu à peu la société russe reprit confiance dans le succès des idées libérales. Des hommes d'âge mûr se rallièrent à la jeunesse militante. Des gens riches donnèrent toutes leurs propriétés aux paysans pauvres, en disant : « Nous n'avons pas droit aux terres que nous ne labourons pas. » D'autres donnèrent leur fortune pour favoriser le mouvement.

» Ce mouvement était sans doute révolutionnaire, mais il était pacifique. On ne voulait pas de *Terreur* ; la propagande seule était admise. On voulait persuader au paysan qu'il avait des droits à réclamer, on désirait le préparer à les réclamer lui-même : *Tout pour le peuple, tout par le peuple*, était la formule adoptée. Les hommes qui dirigeaient le mouvement étaient des socialistes, mais non des communistes ; ils enseignaient que la propriété personnelle peut exister, et ne faisaient d'exception que pour les grands outils du travail, comme les terres et les fabriques.

» Le gouvernement, réactionnaire depuis l'attentat de Karakosoff, s'émut et fit procéder à de nombreuses arrestations (1873-1875). On en compta environ trois mille. Sept cents seulement furent maintenues ; deux cents inculpés passèrent

en jugement après plusieurs années de prison préventive. D'autres furent déportés en Sibérie par simple mesure administrative.

» Le premier en date de tous ces condamnés fut le chef d'un groupe de *propagandistes* qui avaient pour but le renversement du gouvernement et la convocation d'États-Généraux, sans poser d'avance aucun programme. Ce qu'il y aurait après, ils ne le disaient pas : « Nous l'ignorons, c'est l'affaire du peuple. » Le procès de ce chef écouté, qui se nommait Netchaïef, fut le premier grand procès politique ; il eut lieu en 1871, se termina par des condamnations aux travaux forcés à perpétuité. Netchaïef, à ce qu'on croit, est enfermé dans la forteresse de Pétropavlovsk, à Pétersbourg (1).

» Ces rigueurs n'effrayèrent personne. La propagande augmenta. La société instruite se mit même moralement du côté des socialistes, mais moralement seulement. Les libéraux disaient : Ce que vous faites est excellent, mais nous ne sommes pas assez braves. Les jeunes gens, eux, ne tinrent pas

(1) Inutile de dire que nous ne prenons pas la responsabilité de cette supposition ; d'autant moins que, d'après un autre témoignage, Netchaïef est mort depuis longtemps.

ce langage ; ils se mirent en masse dans les rangs socialistes. Ce fut le grand malheur de ce mouvement qui passa ainsi, les hommes modérés s'abstenant, entre les mains d'enfants, manquant de sang-froid et de prévoyance.

» Le premier procès qui suivit celui de Netchaïef eut lieu à Kazan, quatre ans après les emprisonnements du début. Il s'agissait d'une manifestation religieuse ; les socialistes avaient fait célébrer un *Te Deum* à la cathédrale de Kazan en l'honneur de Nicolas, sans autre désignation. C'était, non pas l'empereur défunt, mais Nicolas Tchernichevsky, détenu depuis quatorze ans en Sibérie pour motifs politiques. A la fin du *Te Deum* on sortit sur la grande place, un orateur prononça un discours révolutionnaire, et, porté par la foule, agita un drapeau sur lequel deux mots étaient écrits : *Terre et Liberté*. La police accourut, engagea une bataille ; quinze ou vingt personnes furent arrêtées et jugées. Toutes eurent les galères ou la déportation en Sibérie : une seule fut acquittée par ordre de l'empereur. C'était un élève de l'École des ponts et chaussées, la seule école où il n'y eût jamais eu de manifesta-

tion. Fait caractéristique : ce procès fut le premier dans lequel le juge d'instruction n'instrumenta pas. L'instruction fut confiée aux gendarmes. Or une demoiselle, appelée comme témoin à l'audience, déclara publiquement que sa déposition première, faite devant le procureur, était fautive et lui avait été arrachée par la menace suivante : « Si vous ne dites pas ce dont nous avons besoin, vous serez arrêtée. »

» Ce procès produisit une impression singulière sur la société éclairée. Les jeunes condamnés devinrent à ses yeux des martyrs.

» Un mois plus tard eut lieu un grand procès de cinquante accusés. Il est connu sous le nom de procès des *Moscovites* : la plupart des inculpés avaient été pris à Moscou. Parmi eux se trouvaient cinq ou six demoiselles ayant achevé leurs études en Suisse, et qui, revenues en Russie, s'étaient faites simples ouvrières, travaillant dans les fabriques et aux champs. Ce fut un procès de saints. Le public adorait ces accusés. Très peu furent acquittés, les autres se virent condamnés aux mines de Sibérie. L'opinion était tellement montée que des gens non suspects de socialisme firent clandestinement des pièces de vers en l'honneur des « victimes », ou

bien répandirent leurs photographies qu'on révérait comme des icônes (1). En quelques heures une somme énorme fut récoltée pour les détenus. Dans la salle même du tribunal, des gens haut placés s'approchèrent d'eux ou de leurs avocats, et promirent leur assistance.

» Ce procès impressionna vivement toute la Société. Il fut suivi à brève échéance d'un autre procès, dit des 193, qui renforça le même courant de sympathies. Et le mouvement ne s'apaisa pas du tout.

» Cependant la Société (2) se faisait des illusions sur la force vraie du Parti. Elle le croyait beaucoup plus puissant qu'il n'était réellement. A la vérité une discipline assez forte s'était établie dans son sein, sans règlements écrits. Un groupe au centre dirigeait ; il n'avait pas de président ; les membres se réunissaient et s'entendaient parfaitement, sans trop parler.

» Chaque membre disposait d'influences extérieures qui formaient des sous-groupes ; ceux-ci se savaient dirigés et marchaient docilement.

(1) Images saintes.

(2) Ce mot désigne en Russie l'ensemble des classes instruites.

» Le groupe central renfermait des hommes ayant des idées différentes : les uns plus ou moins terroristes, les autres préférant agir lentement jusqu'à ce que le peuple se levât. Toutefois ces différences n'étaient que de principe, puisqu'on n'agissait pas. La fabrication de passeports, les rapports avec l'étranger ou à la frontière, les moyens de transporter un homme hors de l'empire ou d'introduire des brochures étrangères, toutes ces questions toutes ces difficultés étaient mises en commun, et l'on s'aidait mutuellement.

» Vers l'année 1877 commencèrent les premières publications clandestines. Une typographie fut installée dans un coin de Saint-Petersbourg ; on y imprimait des proclamations. Elle imprima aussi les discours de deux prévenus du procès des Moscovites, l'un d'une demoiselle Bardina, l'autre d'un ouvrier, Pierre Alexieff. Ils émotionnèrent la Société. En lisant le discours de Pierre Alexieff, un fonctionnaire s'écria : « Si ç'avait été moi, je l'aurais pendu administrativement » (1).

(1) C'est à-dire par décision administrative, sans intervention de l'autorité judiciaire.

» A ce moment-là les chefs du Parti reconnurent bien que la Société, trop méprisée depuis plusieurs années, lui exprimait de vraies et sincères sympathies. Ils s'aperçurent aussi que leur organisation était défectueuse et exigeait de nombreux changements. On avait vu que les ouvriers et le peuple s'effarouchaient d'une propagande ouverte, que les brochures distribuées aux paysans ne sachant pas lire ne produisaient aucun effet. Le paysan, être simple, sentait bien que la machine gouvernementale avait des défauts qui le faisaient souffrir, mais il ne savait à quoi les attribuer. Être concret, il se laissait persuader aisément, il voulait agir sans délai, en enfant terrible qui veut tout de suite et ne se soucie pas de faire de la propagande. Essayait-on de lui faire entendre raison, il chassait alors le propagandiste. Telle avait été la principale cause des échecs antérieurs.

» Vers la fin de 1873, une grande réunion du Parti eut lieu à Pétersbourg et posa un nouveau programme. L'assemblée comptait environ quarante membres, dont une trentaine, munis de faux passeports, étaient recherchés par la police ou

même condamnés. Les réunions se tinrent chez un homme qui n'était pas compromis ; il en savait le but, sans y prendre part. Cet homme ne fut pas le seul qui se crût obligé moralement d'aider le Parti. Les questions résolues par le concile secret avaient une grosse importance :

» 1° On se dit qu'il fallait changer le mode de propagande et mettre de côté la méthode péripatéticienne ; les individus *venant causer* étaient mal vus par le peuple ; il fallait avoir une position fixe dans le peuple. Comme positions fixes, on indiqua les emplois de maître d'école, de greffier de village, de garde-forestier, le métier de cabaretier, et, si possible, les fonctions de maire de village, ou adjoint, médecin, officier de santé, etc.

» 2° On reconnut qu'il ne fallait pas faire la propagande en bloc, sauf dans la situation de maître d'école pouvant préparer les enfants ; dans toutes les autres positions, on devait s'attacher à trouver des gens qui, par leur caractère, seraient propres à former des adeptes. On préparerait ces gens-là, on les formerait, on ferait des connaissances par leur intermédiaire. On organiserait de cette manière des noyaux avec les individus déjà convaincus, on en-

rôlerait de nouveaux prosélytes. On chercherait à apprendre au *mir*, au conseil communal, à s'administrer lui-même, en repoussant l'intrusion des petits employés de district. On finirait par créer une espèce d'opinion publique, par avoir sous la main des hommes capables d'agir à un moment donné, non pas révolutionnairement, mais avec éloquence, entrain, avec plus d'énergie et de ténacité que par le passé.

» Ce n'était plus la révolution immédiate qu'on voulait : il s'agissait de créer le type révolutionnaire, en commençant par les débuts de ce type. Sans doute, chaque fois que le peuple voudrait demander de grandes concessions, le Parti devrait prendre le mouvement en main, en le forçant ou le modérant suivant les circonstances. Mais avant tout l'on décida de ne rien brusquer, attendu qu'aller trop vite était le plus mauvais moyen d'arriver vite au but.

» 3° Pour influencer la Société, on résolut de créer un journal clandestin, pour elle spécialement, qui devait faire connaître les idées socialistes aux gens intelligents, répondrait aux accusations injustes et mettrait au clair les exigences du Parti.

» 4° Jusqu'alors la question de la forme gouvernementale avait été laissée de côté. On disait que le Socialisme n'en dépend pas. Dans cette grande réunion de 1878, il fut reconnu que la forme auto-cratique ôte la possibilité d'agir. On décida donc que tout ce qui tendrait à constituer un ordre de choses plus libéral faciliterait le triomphe du Parti.

» Ce règlement fut mis en pratique sans le moindre retard. On eut en quelques jours, à Pétersbourg même, une typographie assez bien établie, qui commença la publication d'un journal assez grand de format, paraissant une fois environ par quinzaine. Il se tirait à deux mille exemplaires, et la Société en demandait davantage. En tête du journal il était annoncé qu'on recevait l'abonnement annuel, ou le prix du numéro, *chez des gens connus du public*. Pas d'autre désignation. La feuille était portée à domicile par les membres du Parti. Elle était plus ou moins modérée de langage, mais elle posait très carrément les exigences.

» En même temps un grand nombre de propagandistes allèrent s'installer dans les villages. Le

peuple les reçut fort bien, mais ils eurent d'autres difficultés : déjà la police était en éveil. L'un d'eux, par exemple, après avoir vécu plusieurs mois dans un village où il ne croyait pas avoir été reconnu, reçut un jour la visite d'un paysan :

« — Il est temps de partir, dit celui-ci. Les gendarmes seront ici demain. Vous avez eu chez nous beaucoup de succès, mais si nous ignorons votre vrai nom, croyez-vous que nous n'ayions pas vu qui vous êtes ? Tant que vous n'avez pas été menacé, nous n'avons pas fait semblant. A présent sauvez-vous. »

» Les gendarmes, le lendemain, ne trouvèrent personne.

» La propagande, d'après le nouveau système, marcha bien. Le peuple commençait à comprendre qu'un parti travaillait pour lui. Des témoignages presque occultes en disaient long. Les *rasholniks* (vieux croyants orthodoxes), sans se faire socialistes, étudiaient les principes socialistes ; on pouvait compter sur eux pour avoir un asile. Dans deux ou trois endroits fort éloignés les uns des autres, ces *rasholniks* ou sectaires s'exprimaient dans les termes suivants :

» — Ils sont meilleurs que nous. Nous souffrons, ils souffrent aussi ; mais nous croyons être récompensés dans un monde meilleur ; eux, ils souffrent sans espoir de récompense. »

» Les déportés politiques étaient toujours bien accueillis dans les villages où ils passaient, même sur les bateaux. Le peuple les traitait en amis, sans faire encore ce qu'ils demandaient.

» Ce fut vers cette époque (fin 1878 et 1879) que commencèrent les premiers actes terroristes. Le Parti condamna deux hommes, qui furent tués : le chef de la police secrète, Mézensoff, et le gouverneur général de Kharkoff, prince Kropotkine. Les assassins ne furent pas arrêtés.

» Mézensoff exerçait des représailles terribles. Si l'opinion publique se manifestait pour les socialistes, il les tenait plus sévèrement. Il avait organisé la *Terreur blanche*. Toute la société l'abhorrait ; elle ne le regretta pas. Sa mort fit une bonne impression ; le journal l'expliqua : tous les lecteurs se mirent du côté des socialistes. Mézensoff avait été poignardé à huit heures du matin, dans une des rues fréquentées de Pétersbourg (Mikhailskaïa),

en face de l'hôtel de l'Europe ; le meurtrier était monté ensuite dans un drojki qui stationnait, et dont le cocher était un membre du Parti. Le cheval de ce drojki avait aidé auparavant à l'évasion du célèbre Kropotkine ; il le nommait « Barbare ». La police le retrouva quelques années plus tard chez un habitant de Pétersbourg, qui fut condamné aux travaux forcés.

» La condamnation du gouverneur Kropotkine, qui fut tué au sortir d'un bal, d'un coup de revolver, fut motivée par les horribles traitements qu'il infligeait aux condamnés politiques, dans les cachots où il les tenait enfermés au lieu de les envoyer aux travaux forcés. Il avait fait tout son possible pour rendre ces cachots épouvantables ; les excréments n'étaient pas enlevés, l'air manquait, les livres étaient refusés, les plaintes punies de châtimens terribles ; la mortalité était affreuse. Une brochure expliqua cette condamnation ; elle avait pour titre : *Les Enterrés vifs*. Cette brochure produisit une grande impression.

» Les morts successives de Mézensoff et de Kropotkine furent applaudies par le public. Le journal

déclara que le Parti ne voulait pas faire de la Terreur, mais que souffrir toujours sans représailles, ce serait se montrer par trop faible.

» Malheureusement ces deux exemples échauffèrent plusieurs cervelles, et de leur propre initiative quelques individus résolurent de les répéter sans décision du groupe central. Alors fut perpétré par un jeune homme de vingt ans, aidé de quelques amis, une tentative d'assassinat contre le général Drenteln, successeur de Mézensoff. Ce jeune insensé, nommé Mirsky, attendit à cheval le général Drenteln qui devait passer en voiture dans une grande rue voisine du Jardin d'Été ; il lui tira trois coups de revolver et le manqua. Entouré par la foule, il fit tomber son cheval, le laissa aux mains d'un gendarme en se disant blessé, sauta dans un drojki et disparut. Pendant trois semaines il se tint caché dans Pétersbourg sans pouvoir quitter la ville, et en changeant de logement chaque jour. Enfin il réussit à gagner le sud de la Russie où il recommença la propagande ; il fut arrêté, se nomma lui-même. Le groupe central avait vivement regretté son acte de folie, comme étant accompli contre un homme qu'on n'avait pas vu à l'œuvre et que lo

public n'avait pas eu le temps de détester. Il ne se trompait pas : l'affaire Drenteln fut mal jugée par la Société.

» Toutefois le procès Mirsky réserva une surprise : sur dix accusés, huit furent acquittés par le tribunal militaire. Ce fait, à peu près unique, tint à ce que, pour obtenir un jugement plus sévère, on avait éliminé les jeunes officiers et pris les juges parmi les généraux et les colonels. Mais les colonels de cette époque étaient les meilleurs officiers de l'armée ; ils venaient de faire la guerre turque. Ainsi peut s'expliquer leur sentence. Le président, lui aussi, était un honnête homme ; il s'appelait Debois. Bien que les juges militaires soient inamovibles, on lui demanda sa démission. Il mourut fou. Le général Gourko, gouverneur de Pétersbourg, se trouva mal à son aise, et faisant usage du droit de grâce que l'empereur lui avait conféré, il commua en travaux forcés la peine de mort prononcée contre Mirsky et l'un de ses complices.

» Ce jugement fut rendu en novembre 1879. Au commencement de la même année avait eu lieu une autre tentative projetée et consommée en dehors du groupe central par quelques jeunes gens.

L'un d'eux, Solovieff, tira sur l'empereur qui se promenait à pied dans une des principales rues de Pétersbourg, la Moïka. La balle fut amortie par la cuirasse cachée que portait Alexandre II.

» Ce fut après cet attentat, œuvre d'écervelés sans aucun mandat, que le général Gourko fut appelé (avril 1879) au poste de gouverneur de Pétersbourg, avec des pouvoirs très étendus.

» Ayant le droit d'expulser de la capitale tout individu dont les allures lui paraîtraient suspectes, il ordonna des déportations en masse. La propagande pacifique devint impossible ; les expulsions avaient lieu par centaines de personnes à la fois ; nul n'était sûr du lendemain. Le terrorisme isolé augmenta peu à peu. Toute cette année 1879 fut très orageuse. Enfin le groupe central résolut de riposter par des représailles dirigées contre l'empereur lui-même.

» Cette décision du groupe central fut une véritable déclaration de guerre. A la force on répondait par la force. Un très grand nombre d'attentats furent organisés rapidement sur les chemins de fer, à Pétersbourg, surtout. Le jour même où Mirsky

fut grâcié arriva au général Gourko la dépêche annonçant la catastrophe du chemin de fer de Koursk à Moscou; un train avait sauté, mais ce n'était pas le train impérial. Ce train avait été fortuitement dédoublé, à cause de son excessive longueur. Les conjurés, aux aguets dans la mine qu'ils avaient creusée sous la voie ferrée, ne connurent pas ce détail. Les employés de la ligne eurent le temps d'arrêter le train n° 2 où l'empereur se trouvait et d'éviter ainsi un déraillement.

» Tous ces attentats qui remplirent les années 1879 et 1880, furent préparés en grand, avec des frais énormes, beaucoup de science et de nombreux concours individuels. Le parti avait des affiliés dans la police secrète et connaissait ainsi les arrestations projetées. Il en avait aussi jusque dans la forteresse de Pétropavlovsk, la prison d'Etat aux fameuses oubliettes. Ses ramifications lui permirent de faire sauter la salle à manger du Palais d'Hiver. Une mine fut lentement creusée sous le palais et une énorme quantité de poudre placée dans une épaisse muraille, à l'aplomb même de la salle à manger. L'empereur se mettait à table à heure fixe. Le jour de l'explosion, il atten-

daît un prince qui vint en retard et lui sauva la vie sans s'en douter. Une quarantaine de chevaliers-gardes et de serviteurs furent mutilés.

» Cette tentative, je le répète, exigea des complications nombreuses; pourtant le Parti n'eut jamais de rapports avec aucun personnage de la cour. Les bruits relatifs à la connivence du grand-duc Constantin sont dénués de tout fondement.

.

» La politique de la Terreur n'avait été admise qu'occasionnellement dans la dernière réunion du groupe central. On ne l'avait nullement érigée en principe. Le terrorisme se mettait de plus en plus en pratique, mais il était blâmé par les esprits sensés du Parti, qui trouvèrent nécessaire de se réunir à nouveau pour discuter la question. Une réunion générale eut lieu à la campagne, dans une petite ville nommée Lipetsk. Malheureusement ils n'eurent pas le dessus. La politique de la Terreur fut définitivement admise, et dès lors éclatèrent une quantité de tentatives successives.

» Cette décision de Lipetsk jeta une grande division dans le Parti. Beaucoup, je le répète, niaient

absolument l'utilité du terrorisme comme système; ceux-là même qui approuvaient les exécutions isolées, comme le meurtrier de Mézensoff, se refusaient à admettre les vues des plus fougueux.

» Ils disaient notamment :

» 1° Le Parti est assez puissant pour avoir une grande influence morale; il est trop faible pour agir par la force. La Terreur consomme beaucoup de monde; elle donne l'éveil à la police, l'oblige à *bien travailler*; elle finira par amoindrir tellement le Parti qu'il pourra disparaître. Pour que la Terreur réussisse, il faut une longue continuité — ou bien elle est inutile.

» 2° Le régicide peut être nuisible par lui-même. Le successeur de l'empereur tué, alors même qu'il serait libéral, serait contraint de rester despote, par honneur, par amour-propre, par esprit de famille.

» 3° L'opinion publique, tout en restant favorable au parti socialiste, n'est pas un allié bien sûr. La société tolère et admire les socialistes plutôt par haine du régime existant que par conviction; elle ne va pas aussi loin qu'eux. On préfère les socialistes au gouvernement faite de parti moyen. La

société est une foule muette; elle ne renferme pas de vrais amis. Après l'assassinat du souverain, elle pourrait fort bien tourner le dos au parti socialiste et lui enlever beaucoup de force.

» 4° Le Parti ne doit pas oublier que son but est plutôt économique que politique; il doit toujours reconnaître que sa grande œuvre est de préparer le peuple à formuler *lui-même* ses exigences. Avec le système de la Terreur, le groupe central prendrait tout en mains, lésant ainsi le principe fondamental : *Tout pour le peuple, tout par le peuple.*

» 5° Le Parti n'est pas assez fort pour ne pas avoir besoin de nouveaux adeptes se renouvelant chaque année, et ces adeptes ne peuvent se recruter que dans la jeunesse. Or, si elle a ses qualités (bravoure, dévouement, énergie), elle a aussi ses défauts (trop de hâte, de précipitation vers le but). Donc les nouveaux enrôlés se mettraient probablement, non du côté des *missionnaires* envoyés dans le peuple, mais dans les rangs des terroristes, et cela parce que le résultat paraîtrait ainsi plus palpable et plus proche à leur imagination. Donc aussi le travail le plus essentiel, la lutte la plus indispensable se trouveraient manquer d'ouvriers et de combat-

tants pacifiques, tandis que le terrorisme absorberait toutes les forces vives. Il passerait ainsi du second plan au premier, ce qui ne doit pas être. »

» Les partisans de la Terreur répondirent que la police était déjà partout, que toute propagande paisible était devenue impossible, et tout en reconnaissant que la Terreur n'était qu'un moyen temporaire, ils déclarèrent qu'il fallait s'y résoudre, sauf à ne rien faire. Ils ajoutèrent aussi qu'en frappant l'empereur en plein jour, par la main de paysans, d'hommes du peuple, on détruirait d'un seul coup cette superstition ridicule qui faisait croire à la divinité du tsar.

» Ce dernier argument donne la mesure des capacités politiques qui l'emportèrent à Lipetsk. Elle apparaîtra plus nettement encore si l'on se souvient de la situation gouvernementale au même moment. L'empereur venait de confier la première place dans l'Etat au général Loris-Mélikoff, celui-là même qui s'était illustré dans la guerre de Turquie. Peu de ministres offrent un type plus intéressant. C'était le mouvement socialiste qui l'avait créé. Lui-même n'était pas socialiste, mais il avait beau-

coup d'esprit, et encore plus d'ambition. Aussi comprit-il nettement la véritable situation, lorsque Alexandre II lui offrit le portefeuille de l'Intérieur. Cette situation était celle-ci :

» Ceux-là même qui se trouvaient au pouvoir voyaient clairement que l'opinion publique était hostile au gouvernement. Tous les ministres étaient impopulaires. Après la guerre de 1878, l'empereur avait nommé gouverneurs généraux, avec pleins pouvoirs, des généraux qui s'étaient distingués dans cette campagne : par exemple Gourko, Loris Mélikoff, Tottleben. Skobeleff avait refusé le gouvernement de Kazan, disant qu'il avait appris à combattre les ennemis du dehors, non ceux de l'intérieur. Les gouverneurs généraux perdirent en peu de mois leur popularité, même Tottleben. Les affaires allaient donc très mal pour l'autocratie. C'est alors que l'empereur appela Loris-Mélikoff à la succession du général Gourko.

» Le nouveau ministre vit bien que ce poste serait la mort de sa popularité militaire, s'il ne se décidait pas à innover. Il posa donc des conditions au tsar, lui dit qu'il fallait conquérir l'opinion publique et que c'était le seul moyen de vivre tran-

quillement. Il commença par renvoyer presque tous les ministres, les remplaça par d'autres beaucoup plus libéraux ; il annonça l'intention de faire les plus larges concessions aux municipalités rurales et surtout aux assemblées provinciales ; il proposa même une quantité de questions des plus intéressantes aux délibérations des conseils de province. La censure devint moins sévère, beaucoup de déportés politiques furent élargis ; en un mot, le gouvernement recevait une orientation nouvelle. Avant la nomination de Loris, la situation politique était telle que les hommes du pouvoir ne savaient plus que faire ; marcher plus en avant dans la voie de la terreur blanche était difficile ; la seule route était celle du libéralisme. C'est aussi celle que suivait Loris-Mélikoff avec la haute approbation de l'empereur qui, sans rien dire, prépara un projet embryonnaire de Constitution, ou plus exactement, résolut de convoquer une assemblée formée de députations provinciales et rappelant, à certains points de vue, les États-Généraux de 1789.

» Le malheur voulut que le parti socialiste ne fut pas informé de cette dernière résolution. De plus, il se méprit sur le libéralisme du nouveau ministre.

Il vit en lui un homme excessivement fin qui, tout en cherchant à devenir populaire, éloignait sous main les socialistes, les écartait en masse. Bref, il conclut à la fausseté de ses déclarations, et après de longues hésitations, les partisans de la violence l'emportèrent dans son sein. La mort de l'empereur fut votée. Elle eut lieu le 1/13 mars 1881.

» On vous dira en Europe les détails de cet événement tragique.

» Ce fut vers deux heures que l'empereur quitta le palais de la grande-duchesse Catherine pour se rendre au Palais d'Hiver... La voiture impériale était accompagnée par six cosaques pris dans l'escorte habituelle de Sa Majesté. A quelque distance en arrière se trouvaient deux traîneaux, dont l'un était occupé par le maître de la police, le colonel Dvorjitsky, et l'autre plus en arrière, où était le capitaine Koch.

» A peine la voiture de l'empereur eut-elle fait trois cents pas sur le quai du canal Catherine, que l'on entendit une explosion formidable. Cette détonation était accompagnée d'un nuage épais formé de neige ou de débris de pierre, et soulevé par une bombe explosible que Rissakoff venait de lancer sous la voiture impériale. Le choc épouvantable avait brisé l'arrière-train, ainsi que toutes les vitres de l'équipage.

» Cette première bombe fit deux victimes, un cosaque de l'escorte et un jeune garçon de quatorze ans qui portait un panier sur sa tête. »

Légèrement blessé à la jambe gauche, l'empereur descendit de voiture, s'approcha des blessés et demanda où était l'assassin. « Le voici », répondit le capitaine Koch, il doit appartenir à la classe bourgeoise. — « C'est un joli monsieur », répliqua l'empereur, et il s'éloigna lentement, très pâle.

A peine eut-il fait quelques pas que du sein de la foule accourue sur le lieu de l'explosion, une seconde bombe fulminante fut lancée.

« L'empereur tomba, ainsi qu'une vingtaine de personnes qui l'entouraient... Il avait les deux jambes fracassées et le sang en coulait à flots...

» Quelques secondes après la catastrophe, le grand duc Michel accourut sans se douter que son frère expirait; il reconnut l'empereur, et s'étant élancé vers lui, il s'écria : « Alexandre, m'entends-tu? » Alors l'empereur répondit d'une voix faible : « J'entends. »

» Avant de mettre l'empereur sur un traîneau, quelqu'un proposa de transporter Sa Majesté dans une maison voisine. En entendant ce qui se disait, l'empereur répondit d'une voix à peine distincte : « Plus vite... au palais... là... m'aider... » Telles furent ses dernières paroles. » (1).

(1) Nous empruntons ce récit à l'ouvrage publié sous le titre : *Alexandre II, détails sur sa vie et sa mort*, par Laferté.

» L'attentat du 1^{er} mars fut suivi de toutes les conséquences qu'avaient sagement prévues les modérés de Lipetsk. L'opinion publique prit peur, avec raison, et se prononça nettement contre les socialistes. Ceux-ci alors purent s'apercevoir d'un phénomène curieux, mais explicable : toutes les tentatives précédemment dirigées contre l'empereur, celles qui étaient restées sans résultat, avaient donné de la force au Parti ; la dernière, celle qui réussissait, le priva de toutes les sympathies publiques.

» On peut dire, à ce sujet, que pour plusieurs motifs la société russe n'aimait guère Alexandre II; on peut ajouter que la hardiesse des attentats manqués frappait tous les esprits. Mais, d'autre part, les socialistes constituaient un parti extrême qui n'avait aucune chance d'arriver lui-même au pouvoir, de s'emparer de l'administration, à supposer même qu'il fût parvenu à faire triompher partiellement ses idées. Le mouvement qu'il représentait ne pouvait être qu'idéaliste, faute d'un parti modéré avec lequel il eût été possible de transiger. Le gouvernement autocratique d'un côté, le parti socialiste de l'autre, telle était la situation

de la Russie. Entre les deux, il manquait un parti intermédiaire. Il y avait sans doute des opinions ; aucune action ne s'était établie. Telle fut la cause de l'évolution soudaine de la société russe. Les hommes sages avaient prévu cet échec irrémédiable.

» Fort des appuis qui lui venaient, le nouveau gouvernement put tout oser et il inaugura une énergique répression. Cela aussi avait été prédit ; Alexandre III ne pouvait faire autrement sans manquer à l'honneur.

» D'abord, il ne fut plus question du projet de Constitution élaboré silencieusement par l'empereur défunt, projet destiné à couronner l'œuvre entreprise pour la libération de 22 millions de serfs et à compléter l'organisation de nos assemblées communales et provinciales, analogues à vos conseils municipaux et généraux.

» Le comité des ministres comprenait notamment :

- » MM. LORIS-MÉLIKOFF, intérieur ;
- ABAZA, finances ;
- MILIOUTINE, guerre ;

- » MM. NIKOLAÏ, instruction publique ;
- GIERA, affaires étrangères ;
- ROBÉDONOTSEF, procureur du synode ;
- OSTROVSKI, domaines.

» La majorité, formée par les premiers de ces personnages, vota pour la promulgation de l'oukase déjà signé par Alexandre II.

» Mais d'autres influences, d'origine allemande, eurent raison de ce vote et annulèrent ses conséquences.

» Furent alors nommés :

- » MM. NICOLAS-IGNATIEF, à l'intérieur ;
- BOUNGUÉ, aux finances ;
- VANNOVSKI, à la guerre ;
- DELIANOFF, à l'instruction publique.

» Un nouveau remaniement porta un peu plus tard le comte Tolstoï au ministère de l'intérieur.

» L'année 1881 et les années suivantes virent des déportations en masse dans lesquelles je finis par être compris. Je ne sais plus ce qui s'est passé depuis cette époque.

» Tout ce que je puis dire, c'est que le parti socialiste russe n'existe plus en tant que parti. L'ancien comité central est détruit par la dispersion de

ses membres. C'est un mal à tous les points de vue. Les hommes raisonnables n'ont plus aucun moyen, sinon de se faire écouter, du moins de se faire entendre. Toutes les manifestations, toutes les tentatives qui pourront se produire désormais, seront individuelles (1). N'étant soumises à aucun frein, provenant uniquement de l'exaltation de cerveaux déséquilibrés ou surchauffés (2), ne pouvant être prévues en raison même de l'isolement de leurs auteurs, elles sont infiniment dangereuses.

» Et cependant, combien peu il faudrait pour ramener à la raison ces malheureux égarés ! Un peu de liberté, et le calme reviendrait dans tous les esprits. »

Telle fut la *confession* de l'exilé sibérien.

(1) On compte de nombreux attentats depuis 1881.

(2) Ces paroles sont prophétiques. Katkoff a démontré plus tard à l'empereur Alexandre III le rôle des agents provocateurs allemands dans les récents complots nihilistes.

VI

FACILITÉ DE DÉTRUIRE LES DERNIERS RESTES
DU NIHILISME

La conclusion de ce *document vécu* nous a paru si curieuse, non au point de vue politique qui échappe à notre compétence, mais sous le rapport psychologique ou sociologique, que l'idée nous est venue de la faire contrôler par le témoignage de Russes non déportés et parfaitement instruits de tout ce qui se passe dans leur pays.

Eh quoi ! est-il possible que ce formidable mouvement nihiliste, dont on vient de lire l'histoire, disparaisse tout à coup sous le souffle magique de quelques libertés ?

On comprend l'intérêt énorme que présente cette question dans l'étude comparative dont nous essayons de tracer ici les grandes lignes.

Eh bien, les témoignages que nous avons recueillis, de bouches autorisées, se résument en ceci :

« Qui, tout disparaîtrait comme par enchantement si une certaine liberté de la presse permettait de signaler les abus de l'administration ; si en même temps une représentation nationale était élue pour s'occuper de la gestion des affaires intérieures, de concert avec des ministres responsables.

» Oui, ces réformes anodines qui laisseraient à l'empereur la haute direction des affaires du pays et notamment la direction absolue de la politique étrangère, arrêteraient net tous les complots ; et bien loin d'ébranler l'autorité impériale qui n'est pas mise en cause, elles la consolideraient. »

Le motif allégué à l'appui de cette dernière assertion peut se dire sans ambages :

« Le système autocratique actuel concentre sur une seule tête, celle du souverain, des responsabilités non seulement formidables, mais parfaitement injustes. Dans la pratique, il est tout à fait impos-

sible au chef d'un si grand peuple de contrôler, de surveiller, d'examiner tout ce qui se fait en son nom. Et cependant tout est censé remonter à lui, venir de lui ! De là, théoriquement du moins, une cause d'amoindrissement pour le prestige du tsar de toutes les Russies. Alexandre III est la vivante antithèse des monarques infatués de leur personne, de leur puissance, de leur origine ; ce n'est pas de sa bouche que tomberont jamais ces orgueilleuses paroles :

« L'État, c'est Moi. »

« Et cependant l'État, c'est bien Lui, *quant aux responsabilités*, puisque du haut en bas de l'échelle administrative, tout ce qui se fait n'est censé se faire qu'avec sa permission. Écrasant fardeau pour un patriote qui a donné, au milieu d'embûches de toutes sortes, des preuves d'un si grand bon sens ! Perpétuel souci pour un père de famille qui offre le modèle des vertus conjugales, et à toutes les pompes impériales préfère les joies du foyer domestique ! »

Ainsi parlent des libéraux russes, dévoués assurément au régime existant, persuadés que des

changements trop brusques seraient dans leur pays un anachronisme, mais soucieux aussi d'éviter le retour des trop fréquentes *erreurs* administratives dont la récente disette a permis de mesurer la gravité.

Disons-nous même que dans les classes les plus élevées, les plus conservatrices de la société, un vœu est parfois formulé, que nous allons reproduire sans nous y associer d'aucune manière : à savoir, que les affaires de l'Empire n'iraient pas plus mal, si certaines lieutenances générales étaient instituées avec des Constitutions adaptées aux différentes populations, suivant leur degré de culture, et confiées à des grands-ducs, tandis que l'Empereur régnerait en haut, tenant en main tous les fils de cette grande *Confédération slave* ?

C'est ainsi, dit-on, que les provinces nouvellement annexées du Caucase furent données à un *lieutenant de l'Empereur*, investi de pouvoirs supérieurs à ceux des gouverneurs généraux, et cette lieutenance, d'abord remise au conquérant lui-même, au vainqueur de Chamyl, le feld-maréchal prince Bariatinsky, passa ensuite aux mains du grand-duc Michel, frère d'Alexandre II.

De même, au commencement de ce siècle, la Sibérie formait encore une partie presque indépendante de l'empire, — trop indépendante, ajoutons-nous en rappelant la triste fin du prince Gagarine.

Certes on ne peut songer à doter d'une représentation les montagnards lezghiens et tant d'autres peuplades dont l'éducation reste à faire. Serait-il habile d'entrer peu à peu, et plus ou moins, dans cette voie émancipatrice sur tel ou tel point où le niveau intellectuel est suffisamment élevé ? L'organisation même d'un système fédératif, avec des liens solides convergeant à Pétersbourg, renfermerait-elle le germe d'une dissociation future ? Ou, au contraire, l'unité indispensable de la puissance moscovite trouverait-elle dans ce système sagement combiné, comme cela se voit aux États-Unis de l'Amérique du Nord, une nouvelle garantie de durée ?

Nous ne pouvons avoir, sur ce sujet si grave, nulle opinion sérieusement assise. Mais tel est le sentiment de Russes éminents par leur naissance, leur caractère, leur fortune. Il méritait d'être enregistré ici, comme complément du mouvement

d'idées dont le nihilisme a été la manifestation brutale.

Ajoutons que ce sentiment semble fort bien d'accord avec un diagnostic émis par Montesquieu :

« Si un Etat monarchique était fort étendu, les principaux de l'État, grands par eux-mêmes, n'étant point sous les yeux du prince, ayant leur cour hors de sa cour, assurés d'ailleurs contre les exécutions promptes par les lois et par les mœurs, pourraient cesser d'obéir; ils ne craindraient pas une punition trop lente et trop éloignée.

» Aussi Charlemagne eut-il à peine fondé son empire qu'il fallut le diviser : soit que les gouverneurs des provinces n'obéissent pas, soit que, pour les faire mieux obéir, il fût nécessaire de partager l'empire en plusieurs royaumes.

» ... Un grand empire suppose une autorité despotique dans celui qui gouverne (1)... Le prompt établis-

(1) Il y a trois espèces de gouvernements : le RÉPUBLICAIN, le MONARCHIQUE et le DESPOTIQUE.

« Le gouvernement *républicain* est celui où le peuple en corps, ou seulement une partie du peuple, a la souveraine puissance; la *monarchique*, celui où un seul gouverne, mais par des lois fixes et établies; au lieu que, dans le *despotique*, un seul, sans loi et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices. »

(*Id.*, liv. II, chap. 1^{er}).

sement du pouvoir sans borne est le remède qui peut prévenir la dissolution : nouveau malheur après celui de l'agrandissement... »

(Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. VIII, chap. xvii et xix).

Or un pareil malheur ne frappe point la Russie. Elle est entrée dans une voie tout autre que celle du despotisme. Elle possède une organisation sociale que pourrait lui envier la France républicaine. Elle est imbue surtout d'idées philanthropiques qui effacent souvent et atténuent toujours les distinctions de classes.

Voilà le présent; Dieu sait l'avenir.

RÉSUMÉ DES DEUX CHAPITRES PRÉCÉDENTS : COMMENT
LE MOUVEMENT NIHILISTE A PU ÊTRE ARRÊTÉ NET

Ces brèves explications font nettement comprendre ce qu'a été le nihilisme russe : l'avant-garde audacieuse, inconsciente souvent, toujours follement criminelle, d'un ex-parti libéral qui eût désiré voir s'accomplir des changements politiques, *et purement politiques*. Une Chambre, un Parlement, eussent rendu fous de joie ces libéraux épris des choses de l'Occident. Ne faut-il pas que les enfants s'amuse? Et pourvu seulement que ces Chambres russes n'eussent ressemblé que de très

loin à nos Chambres françaises! On peut bien se permettre ce vœu rétrospectif.

Mais le nihilisme a vécu comme parti constitué; il est mort, et bien mort. Comment le gouvernement impérial a-t-il pu le terrasser si vite?

C'est là, pour notre étude presque mathématique de deux crises sociales, une question capitale.

Or la réponse est extrêmement simple.

Les nihilistes n'avaient pas d'attaches solides dans la masse de la nation; la population des usines, la classe ouvrière des villes, les entendait à peine; le paysan ne les comprenait pas du tout. Ils s'adressaient tout simplement à la classe bourgeoise — sans jamais la menacer dans la paisible possession de ses biens, car le but poursuivi n'avait rien de *socialiste* à proprement parler. Ils étaient tout heureux de mériter les applaudissements discrets de la *société*, c'est-à-dire des gens instruits et riches. Ils se recrutaient principalement dans la jeunesse des Universités, voire des écoles, parmi des jeunes gens à l'esprit trop ardent comme à la main trop prompte. Une belle crânerie, du reste, aux heures du jugement et de l'expiation, chez ces prosélytes engagés dans une voie détestable en elle-même et aussi

sans issue. La propagande par le fait, instrument à double tranchant, n'eut, en effet, pas le moindre effet d'entraînement sur le pays; loin d'allumer un incendie quelconque, elle ne fit que soulever à la longue une réprobation générale. Il suffit alors de quelques centaines d'arrestations bien définitives, et tout rentra dans le silence. Le mal était coupé, on peut le dire, dans sa racine, puisque cette racine n'avait pas eu le temps de s'étendre dans les couches profondes de la nation.

Sans doute il reste encore des germes isolés, mais combien faible est leur action! Vous, passant inconnu, et fussiez-vous connu, fussiez-vous même millionnaire, vous n'êtes pas menacé par eux; ils ne recherchent que certains points spéciaux, quelques hautes personnalités autour desquelles une bonne police veille.

VI

COMPARAISON DES MOUVEMENTS NIHILISTE ET ANARCHISTE

Tel fut le nihilisme, et voilà ce qu'il en reste.

Il y a eu, en Russie, un parti libéral, dont plusieurs jeunes hommes ou jeunes gens, trop enclins à « l'action », furent la néfaste avant-garde; il y a encore des libéraux, mais calmes, réfléchis; il n'y a jamais eu de véritables socialistes, du moins au sens que ce mot possède dans les autres pays de l'Europe.

Non, le « socialisme russe » n'a jamais existé.

Nous voyons bien des socialistes isolés, dans la littérature, ou dans la riche bourgeoisie, ou même

dans la noblesse; nous ne discernons pas de « mouvement soliatiste », et moins encore de « parti socialiste ».

La journée de huit heures n'est demandée par personne dans l'empire des tsars; et pas un ouvrier n'y songe, pas un n'a même l'idée de fêter le 1^{er} mai. Ah! mais non.

Ceci dit, le lecteur répondra de lui-même à la question posée au début de cette étude :

Quels sont les points de contact entre le nihilisme russe et l'anarchie cosmopolite?

Il n'y en a pas un seul, scientifiquement parlant; le nihilisme descendait d'en haut, l'anarchie monte d'en bas; ces maladies du corps social sont donc tout à fait distinctes. Elles ne se ressemblent que par une manifestation : emploi commun d'explosifs variés.

Encore cette ressemblance n'est-elle pas complète : le nihiliste n'a jamais porté ses coups au hasard, il a toujours visé un ennemi déterminé, joué sa vie contre la sienne; l'anarchiste s'y prend de tout autre manière, au risque (ce qui arrive) de frapper des enfants et des femmes; en outre, ses

ennemis, au lieu de se compter par unités ou par dizaines, se comptent par centaines de mille et par millions : *c'est toute la classe qui possède.*

Or s'il est possible de préserver la vie d'un certain nombre de personnes que leurs fonctions désignent à la vengeance des mécontents, on doit vraiment renoncer à établir une ceinture de sûreté autour de milliers de maisons habitées par des milliers de familles que leurs occupations empêchent, d'ailleurs, de se garder elles-mêmes. Ou alors, si elles passent leur temps à avoir l'œil au guet, que devient le travail national? Et même pour beaucoup de pauvres gens, comment s'acheter du pain? Puis enfin la crainte perpétuelle est-elle bien dans notre tempérament gaulois? Ne se fera-t-on pas aux attentats chroniques? Les journaux qui consacrent une rubrique spéciale aux « accidents de chemins de fer », n'en ouvriront-ils pas une autre, tout simplement, aux « explosions anarchistes »?

La conclusion est claire :

Le nihilisme russe n'a fait qu'un nombre limité de victimes, uniquement parce qu'il entrainait dans ses plans de ne s'attaquer qu'à certaines personnes

haut placées; l'anarchie cosmopolite menace de joncher la terre de cadavres et de ruines, parce qu'elle semble avoir pour programme de *taper dans le tas*. Or, dans ces conditions, l'œuvre de la police paraît bien difficile, du moins au double titre *répressif* et *préventif*; si les agents chargés de veiller à la sécurité publique peuvent faire de la répression après l'acte accompli, c'est-à-dire rechercher et saisir les auteurs, — ainsi qu'ils le font du reste à l'occasion de tout crime ou délit, — comment leur demander de prévoir l'acte lui-même, en d'autres termes de deviner que tel jour, à telle heure, en tel point précis et tout à fait quelconque, éclatera une manifestation anarchiste?

Donc, contre le mal qui sévit dans l'Europe centrale et occidentale, la société ne peut se défendre avec le succès qui a couronné la résistance du gouvernement russe vis-à-vis du nihilisme.

Poursuivons cette étude comparative.

Les nihilistes, qui ont toujours pris soin, surtout quand leurs affaires allaient mal, de faire croire à la puissance de leur parti, étaient en réalité fort peu nombreux, par l'excellente raison qu'ils se re-

crutaient dans un milieu extrêmement restreint.

En est-il ainsi des anarchistes?

Non, car l'anarchie se recrute dans le parti socialiste, dans la classe ouvrière qui forme une masse énorme en tous pays. A part d'aimables exceptions, comme l'illustre géographe Elisée Reclus, — aimables parce qu'elles veulent bien réprouver la propagande par le fait, — les anarchistes sont tous des déshérités de la fortune, victimes des imperfections de l'état social actuel, tempéraments violents que la souffrance exaspère et pousse aux extrémités les plus fâcheuses. Comment donc s'étonner que parmi les millions d'hommes qui forment le Prolétariat, il ne s'en trouve pas un certain nombre, et même un grand nombre, doués par la nature d'un esprit de combativité extrême et décidés à employer n'importe quel moyen pour jeter par terre un édifice mal construit? En vérité, c'est le contraire qui devrait surprendre, ou alors la gamme indéfinie des caractères humains se trouverait depuis peu de temps modifiée et limitée.

Étant donné qu'il existe un parti socialiste, composé de travailleurs paisibles qui attendent tout de

leur bon droit, renforcé par leur nombre, l'éclosion de l'anarchisme militant est un fait qui résulte nécessairement des lois, de l'essence même de la nature humaine.

Et nous n'hésitons pas à affirmer cette proposition :

De même que, sur le terrain politique, le nihilisme a été l'avant-garde de l'ancien parti libéral russe ; de même, sur le terrain des grandes réformes sociales qui verront bientôt le jour, pacifiquement ou violemment, les anarchistes sont les cheveu-légers du socialisme.

Oui, cette proposition est vraie, que les socialistes le veuillent ou non, et aussi les anarchistes. Les premiers se défendent de toute compromission avec les seconds ; ceux-ci ne se cachent pas pour railler les illusions des premiers. Les uns et les autres sont sans doute de bonne foi ; mais tous, en tenant ce langage, oublient qu'ils marchent vers un but commun : *renverser ce qui existe*. Ils ne diffèrent, en somme, que sur les voies et moyens. Les uns sont plus patients, plus calmes ; les autres ne veulent plus attendre. Tous, sans s'en rendre un

compte exact, obéissent à un même mobile ; et c'est ce qui fait, en somme, que le fossé qui les sépare encore, pour être profond et rougi de sang, n'est qu'un fossé médiocre, susceptible en un jour de colère d'être franchi d'un bond.

Aveugles les bourgeois satisfaits qui se refusaient à voir cette vérité, et diraient comme les marquises de l'ancien régime : « Après nous, le déluge. »

Au demeurant, s'ils conservaient encore des illusions sincères, nous les prions de se souvenir d'un meeting populaire, tout récemment tenu à Paris (1^{er} mai 1892).

Voici le compte rendu qu'en donne le journal *la France* :

Le meeting de la salle Favié. — Solidarité absolue des socialistes et des anarchistes.

Pour qui a assisté comme nous à la réunion de la salle Favié et écouté jusqu'au bout les différents discours des orateurs socialistes, depuis le citoyen Allemane jusqu'à M. Lavy, il résulte qu'aucune espèce de blâme ou de soupçon n'a été porté à la

tribune contre les anarchistes et leurs fâcheux procédés.

Ce meeting, pour ne s'être pas terminé d'une façon tragique, n'en a pas moins eu une très réelle importance. La présence de 3,000 personnes environ, la réception de télégrammes de la province et de l'étranger, l'unanimité de sentiment dans laquelle était toute l'assistance, ont prouvé toute la vitalité du socialisme en dépit des rivalités d'écoles et de personnalités.

Il est un discours surtout qui m'a frappé, que j'ai retenu presque en entier et qui peut être considéré comme le critérium de l'état d'esprit des socialistes. Les applaudissements les plus nourris, les plus spontanément enthousiastes l'ont salué. En voici à peu près l'essence.

C'est un compagnon du nom de Chausse qui, d'une voix forte, portant bien, émue et colère, sans cabotinisme, l'a prononcé :

« Citoyens, dit-il, je viens vous parler d'une nouvelle classe de citoyens désignée aux vengeances bourgeoises et sur lesquels s'abat actuellement la persécution policière.

» Vous les connaissez comme moi, — l'orateur

évite avec une certaine habileté de prononcer le mot « anarchiste », — leur système diffère encore du nôtre ; mais que les exploiters le sachent, c'est tout simplement un système d'avant-garde.

» A toute armée il faut une avant-garde, préparant le terrain, aplanissant les premières difficultés, les plus redoutables parfois ! Système d'avant-garde, oui, citoyens ! et dont les résultats ne se sont pas fait longtemps attendre.

» Les bourgeois tremblent, les bourgeois ont peur, les bourgeois fuient, filent, s'entassent dans les wagons, abandonnant aux garnisaires soldés la défense de leurs propriétés et de leurs capitaux. Eh bien, je dis que lorsque les soldats d'une armée s'en vont à la débandade, cette armée, ou plutôt ses chefs, sont près de capituler.

» On a donné aux capitalistes un avertissement dont ils tiendront compte, croyez-le, et nous pouvons aujourd'hui espérer et croire en l'avenir malgré les défections et les duperies. Ce résultat à qui le devons-nous ? — à notre avant-garde ! »

Une salve ininterrompue de trois minutes de bravos éclate. L'orateur s'essuie le front et reprend :

« Le gouvernement a donné le premier l'exemple d'une peur sans exemples. Parcourez les casernes, les monuments publics, une véritable armée a été jetée sur Paris : Ce gouvernement s'appellera le gouvernement du... trac !

» Et quant à nous, travailleurs solidaires, ne nous laissons pas prendre aux « mamours » et aux conseils bénisseurs des bourgeois : tâchons au contraire de faire comprendre aux exploiters que s'ils se refusent plus longtemps à sacrifier leurs privilèges, nous qui sommes la force et le nombre nous emploierons aussi ce système d'avant-garde, jusqu'ici mis en œuvre par quelques travailleurs seulement. Alors, vous verrez, citoyens ! »

Dans tout ce véhément appel aux revendications par la violence, il est à remarquer qu'aucun mot n'est prononcé ayant trait aux bombes, à la dynamite, aux explosions, etc. ; mais pas un des assistants ne s'est trompé une seconde sur le fonds même du discours et aucune voix ne s'est élevée pour protester.

VII

PUISSANCE DE L'ANARCHIE COSMOPOLITE

On peut donner la preuve, une preuve de fait, que l'anarchisme n'est pas seulement, comme d'autres le prétendent, un ramassis de brigands, détruisant et tuant aveuglément ; qu'il est au contraire un parti en voie de s'organiser, avec un but bien défini et même avec l'espoir — assurément fondé — d'entraîner à sa suite, au fur et à mesure des succès obtenus, la plus grande masse du Proletariat urbain.

D'abord une parenthèse : nous venons de prononcer le gros mot de *brigand*. A coup sûr il nous sera bien permis, à la suite d'Élisée Reclus, de ré-

prouver énergiquement les attentats commis de-ci de-là au moyen d'explosifs. Mais nous devons remarquer qu'en toute action humaine il faut distinguer deux choses : l'acte lui-même et le but de cet acte. Nous ne disons pas, avec des casuistes célèbres, que *la fin justifie les moyens* ; nous voulons simplement, au point de vue philosophique, établir une différence entre les assassins vulgaires dont le vol est le mobile et ceux qui cèdent à d'autres impulsions. Que la justice s'empare des uns et des autres, soit ; mais elle-même fait des distinctions. Un mari qui a tué pour venger son honneur est acquitté haut la main. L'anarchiste opère-t-il pour voler ? Il est constant que non. Ce n'est qu'une nuance, si l'on veut ; mais c'en est une.

Fermons la parenthèse. La personne qui connaît le mieux les « criminels » dont nous parlons, est le sympathique M. Girard, chef du laboratoire municipal. C'est à lui que sont envoyés, depuis pas mal d'années, tous les engins de destruction saisis par la police, avant explosion s'entend, c'est-à-dire les *ratés*. Il a donc pu suivre mieux que quiconque, en technicien consommé, les progrès réalisés par ses collègues les chimistes du parti révolutionnaire

agissant, et son avis en la matière — explosible — est particulièrement précieux.

Relisez donc attentivement ce que M. Girard disait, le 28 avril dernier, à un reporter du journal *la France* :

« Je ne vous célerai pas un instant, que c'est rendre un mauvais service aux Parisiens que de leur cacher, de leur dénaturer, voire même de leur présenter en « blaguant » le caractère de jour en jour plus redoutable des essais de destruction anarchiste.

» Cela est très joli de dire, comme le duc de Guise : « Ils n'oseraient ! » Mais celui qui prétend ainsi voir d'anodines expériences dans les explosions récentes est ou un farceur, ou un égoïste qui pense en lui-même n'avoir rien à craindre des anarchistes et dont la sérénité d'âme n'est troublée par aucune appréhension personnelle.

» Sachez-le bien, nous sommes seulement au début, au « très petit » début de l'action.

» En voulez-vous une preuve, la voici :

» Les premières explosions — je parle d'il y a cinq ou six ans — ne furent, en somme, que d'inof-

fensives pétarades. Nous étions loin encore de la bombe de renversement et des cartouches à la sébastite.

» Puis survinrent les attentats contre les bureaux de placement. Là, progrès considérable. De grosses erreurs subsistaient encore, qui pouvaient jusqu'à un certain point tranquilliser ceux qui, comme moi, poursuivaient attentivement le progrès des engins employés.

» Bientôt nous vîmes s'empiler dans le laboratoire des machines de toutes sortes, pour la plupart d'anciennes boîtes de conserves travaillées avec une habileté qui nous surprit.

» Ces boîtes entraient simplement dans ce que j'appellerai la catégorie des « ratés ». Beaucoup contenaient des mélanges détonants d'une force incroyable, d'autres de la poudre chloratée. Elles n'avaient pas explosé pour la raison — fort heureuse — qu'elles péchaient toujours par un système défectueux de mèche et d'allumage ; mais il est bien certain que si toutes eussent éclaté, ce n'est pas trois ou quatre catastrophes, mais cent qu'on aurait eu à déplorer.

» Enfin parut la première bombe à renverse-

ment. Ce fut par un miracle que le laboratoire, mes aides et moi-même nous ne fûmes pas pulvérisés en la démontant. Sans la rapidité avec laquelle je jetai à terre, d'un revers de main, l'acide qui, répandu sur la table, allait s'écouler dans le récipient contenant le premier réactif, nous étions tous réduits en bouillie.

» Alors nous comprîmes. La science des chimistes anarchistes atteignait presque la perfection ; un pas encore et rien ne leur restait à apprendre.

» L'explosion du boulevard Saint-Germain et de la rue de Clichy vinrent me confirmer dans mes fâcheuses convictions. Mais on mit en avant le vol de Soisy-sous-Étioles. On affirma que les dynamiteurs ne disposaient que d'une certaine quantité d'explosif.

» Hélas ! nous sommes loin de ce rêve — oui, vraiment, un beau rêve en comparaison de la réalité. Ces aimables messieurs manient tous les explosifs, tous sauf la panclastite, avec une habileté qui fait — en tant que chimiste — mon admiration.

» La dynamite de Soisy-sous-Étioles n'a servi qu'à éviter aux anarchistes un travail inutile. La dyna-

mite, mais ils la fabriquent plus facilement qu'une sauce blanche; et la grisoutine, et les poudres de toutes sortes. Ils ont de tout cela à gogo. Sachez-le.

» Ils sont « sur la voie » et très en possession de leur « art ». Vous dirai-je qu'ils étudient avec ardeur la confection d'une petite boulette, de la grosseur d'une noix, et qui, jetée le soir à vingt-cinq pas sur un groupe d'individus, tuera certainement l'ennemi visé... et les cinq ou six innocents qui l'entourent.

» Si l'on veut faire le compte des « ratés » (bombes de Saint-Ouen, Clichy, etc.), on reste stupéfait en acquérant la conviction qu'avant peu il n'y aura plus de ratés!

» Et alors?

» Oh! alors, peut-être se décidera-t-on à agir. »

VIII

REMÈDE A OPPOSER AU VIRUS ANARCHIQUE

Agir? Mais de quelle manière?

M. Girard ne le dit pas. Il ajoute simplement :

» La police fait le possible et l'impossible... Mais ce qu'il faut, c'est un mouvement de l'opinion publique, une mise en garde sérieuse contre les anarchistes.

» Ceux-ci ne sont pas une cinquantaine, comme on l'a dit. Je vis au milieu d'eux, je les étudie sous toutes leurs manifestations, et je vous dis : Les anarchistes sont nombreux, très nombreux, dans la population ouvrière, et ceux qui prêchent paisiblement le calme et l'indifférence, ont tort...

» Je souhaite vivement de me tromper, mais retenez-le bien : ceux de vos confrères qui discutent paisiblement le plus ou moins de danger des anarchistes ne savent pas à quels gaillards ils ont affaire. »

Concluons.

On ne viendra pas à bout de l'anarchisme comme on est venu à bout du nihilisme.

Des arrestations ne suffiront pas, et d'autre part, il semble quelque peu enfantin de modifier solennellement la législation sur la dynamite, d'interdire la fabrication privée des substances explosibles et de réserver à l'État un monopole qui ne gênera guère les habiles techniciens dont nous parle M. Girard.

Non, le remède n'est pas là.

Il faut s'appliquer à guérir le mal en supprimant ses causes.

Le nihilisme était éclos sur un terrain mal préparé ; de plus, il ne représentait quela lutte d'une poignée d'hommes contre une autre poignée d'hommes. Ceux-ci, disposant d'une formidable machine gouvernementale, ont aisément et rapidement, en

présence du peuple immobile, terrassé ceux-là.

Tout autre est l'anarchisme. Il croît dans un vaste milieu où d'énergiques ferments s'agitent ; il compte des adhérents nombreux, et qui — sauf remède héroïque — deviendront de plus en plus nombreux.

Dans les récentes manifestations, M. Girard croit voir la main de l'étranger ; il dit :

« — Il y a là-dedans un troisième élément qui reste inexplicable pour moi. Je sens — derrière les anarchistes, exécutants inconscients peut-être — une impulsion que je soupçonne et qui vient de là-bas!... »

» Et d'un geste triste, M. Girard indique deux directions : l'Est et le Sud-Est ».

Nous ne contredisons pas. On doit remarquer toutefois que cette impulsion, si elle existe, n'est pas localisée en France. On pourrait supposer aussi qu'elle vient d'ailleurs. M. Drumont l'affirme catégoriquement. L'auteur de la *France Juive* n'est pas le premier venu ; nous aborderons plus loin le sujet de ses pensées (1).

(1) Extrait d'un interview de M. Macé, ancien chef de la police de sûreté (*Gaulois*, du 10 mai) :

» Pour ce qui est de la situation présente, créée par les

Sans rechercher ici la part plus ou moins hypothétique de collaborations occultes, nous ferons observer que ces concours secrets n'agissent efficacement qu'en raison des conditions favorables du milieu ambiant. Nous employons là un terme de chimie : en effet, le bacille anarchiste est comme tous les bacilles ; si vous élevez ceux-ci dans un milieu de culture convenablement chauffé, ils se développent à vue d'œil ; abaissez suffisamment la température et vous les tuez tous.

Il faut procéder de même, par analogie scientifique et naturelle.

Donnez satisfaction aux justes revendications du Proletariat, apaisez les haines sourdes du grand parti socialiste, complétez la Révolution avortée de 1789, et l'Anarchisme n'aura plus de raison d'être. Il s'éteindra de lui-même. Et si, de loin en loin, la

anarchistes, je n'en saurais rien dire de plus que ce que je vois dans les journaux ; mais il me semble qu'il doit y avoir un côté coulisse qu'il serait intéressant de mettre à jour. Soyez tranquille, on saura exactement ce qui s'est produit d'occulte, car tout se sait aujourd'hui, — et, ce jour-là, je crois qu'on en apprendra de belles ! »

dynamite fait encore parler d'elle, alors bien certainement ce sera l'œuvre d'agents provocateurs ou de simple fous — de fous plutôt ou encore de criminels vulgaires ; car les mouchards étrangers ou autres se risqueront moins volontiers à prêcher la « bonne parole » aux ouvriers contents de leur sort. Comme dans les villages russes, leur propagande ne trouverait nul écho. Elle ne recueillerait même pas les témoignages de sympathie dont les apôtres du nihilisme conservent précieusement le souvenir : ceux-ci agissaient librement, pour leur compte, à leurs frais et risques ; les autres ne pourraient être que les salariés d'un maître invouable. Les vrais et honnêtes travailleurs auraient vite fait de les démasquer... et de les écharper (1).

Tel est le remède à opposer au virus anarchique. Ne fusillez pas, réformez !

(1) Aux obsèques d'une des deux victimes de l'explosion du boulevard Magenta, M. le Président du Conseil municipal de Paris a prononcé un discours dont la conclusion concorde bien avec notre analyse.

« Efforçons-nous de diminuer les charges des petits, de donner satisfaction aux légitimes revendications du travail, de ramener la concorde dans les esprits. »

Nous allons faire ici une comparaison qui surprendra les gens peu au courant des affaires du dehors, nos ouvriers, nos paysans surtout, qui ne peuvent pas tout savoir. Les admirateurs quand même de l'Allemagne savante ou de la constitutionnelle Angleterre crieront au paradoxe; mais qu'importe! Les faits sont là.

Le peuple français, depuis cent ans, a fait quatre révolutions; ce qui autorise les étrangers mal intentionnés ou d'esprit superficiel à le taxer de légèreté incurable, à dire qu'il est « ingouvernable ». Mais pour qui va au fond des choses, la vérité est ailleurs. Ces révolutions ont eu lieu parce que le peuple souffrait; il espérait chaque fois obtenir de ses flatteurs une amélioration de son sort, une augmentation de bien-être matériel.

Dans le même temps, la Russie ne subissait aucune autre secousse que la crise nihiliste, qui ne ressembla en rien à une révolution. Le peuple russe suivit son développement normal dans la grande voie ouverte par Alexandre II.

Eh bien, sait-on qui arriva le plus vite du lièvre ou de la tortue? Ce n'était vraiment pas la peine de se faire assommer sur tant de barricades : l'ou-

vrier russe et le paysan russe sont beaucoup plus heureux que leurs frères français.

Nous allons démontrer cette proposition à l'aide d'un ouvrage dont nous ne saurions trop recommander la lecture : *La réforme agraire et la misère en France*, par M. Fernand Maurice (1).

Ce n'est pas sortir du cadre de cette étude que de jeter un coup d'œil sur les milieux dans lesquels les ferments nihiliste et anarchiste ont pris naissance.

(1) Paris, 1887, aux bureaux du journal *La Terre aux Paysans*, 16, rue Thévenot.

IX

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET LA SOCIÉTÉ RUSSE

« La population totale de la France est de 38 millions d'habitants. Sur ce nombre, une portion considérable de femmes, de vieillards et d'enfants des deux sexes, par incapacité physique ou par situation de fortune, ne concourt en rien à la production, au développement de la richesse du pays; ceux-là vivent exclusivement du travail ou des revenus des chefs de famille. C'est la partie inactive, improductive de la nation; elle en comprend l'exacte moitié, 19 millions d'individus. »

L'autre moitié de la population se décompose de la manière suivante :

1 million et demi d'habitants (fonctionnaires civils, prêtres et retraités, militaires de tous grades) est à la charge de la nation ;

1 million d'individus n'est pas adonné à un travail productif de forces sociales (pensionnaires des hôpitaux et hospices, des prisons, vagabonds, filles publiques, etc.) ;

1 million et demi d'habitants (congrégations religieuses et oisifs vivant de leurs rentes) n'a pas à se préoccuper de la lutte pour l'existence.

« Il en est de même pour 300 mille commerçants et industriels, 200 mille grands propriétaires-cultivateurs, 100 mille riches fermiers, 50 mille individus de professions libérales, peut-être 50 mille employés supérieurs associés aux grandes affaires, ensemble 1 million 200 mille habitants, lesquels, par accumulation dans leurs mains de capitaux provenant soit d'héritages, soit de trafics subitement productifs, par la simple possession de situations sociales organiquement indispensables à la vie collective, voient venir à eux les énormes bénéfices, sont en jouissance facile et immédiate de tous les superflus.

« Pour 1 million de petits commerçants et indus-

triels, 1 million de fermiers et métayers, 1 million de petits propriétaires possédant moins de cinq hectares de terre, en tout 3 millions d'habitants, l'existence est déjà plus pénible ; dans cette catégorie, certains connaissent l'aisance ; mais le plus grand nombre doit lutter, dans la pratique courante de son travail, contre les difficultés des affaires qu'un rien paralyse...

« Pour 11 millions d'habitants, enfin, c'est-à-dire la multitude de petits employés et de commis, d'ouvriers, de journaliers, de domestiques, le gagne-pain est assuré en général, mais, pour le plus grand nombre, sans fixité ni lendemain ; à la campagne, grâce à la chaumine et au lopin de terre, la vie se traîne encore à peu près d'un bout de l'année à l'autre, les travailleurs des champs étant aussi fort sobres ; à la ville, à l'usine, à la mine, c'est l'existence avec tous les aléas du chômage et du renvoi imprévu, des maladies fréquentes, des accidents condamnant à la misère... »

Maintenant, si l'on répartit entre les catégories ci-dessus la population improductive du pays, on arrive aux résultats suivants, qui peignent assez

nettement la situation de la société française cent ans après l'« immortelle » Révolution :

Vivent de l'impôt (eux et leurs familles), 2 millions d'habitants;

Vivent de leurs revenus, 2 millions d'habitants;

Vivent de la charité publique, etc., 1 million d'habitants;

Vivent des produits de la grande industrie, du haut commerce, de la grande propriété, 3 millions d'habitants;

Vivent des produits de la petite industrie, du petit commerce, de la petite propriété, 6 millions d'habitants;

Vivent des seuls appointements et salaires des Travailleurs, 24 millions d'habitants.

La vérité sans phrases, la voilà. Il y a aujourd'hui en France plus de 12 millions de pauvres gens, ouvriers de l'industrie et de la terre, employés et commis de commerce et des administrations, fonctionnaires, modestes officiers toujours prêts à verser leur sang pour la patrie, qui ne possèdent pas beaucoup au delà de leurs appointements ou salaires pour vivre et faire vivre leurs familles; ces appointements ou salaires n'atteignent

pas 7 milliards de francs, et les bouches à nourrir dépassent le chiffre de 23 millions! La plupart des Travailleurs gagnent leur pain au jour le jour et sont sans recours contre la maladie, le chômage, les infirmités de la vieillesse.

A côté de cela, que voyons-nous?

3 millions d'habitants peuvent être considérés comme les véritables maîtres du pays; ils sont les réels possesseurs du sol, des maisons, des usines, des capitaux de circulation; c'est à eux que revient la plus grosse part des 10 milliards et plus produits par le travail de leurs salariés; et encore, entre ces 3 millions d'habitants, la répartition de la richesse est fort inégale : on peut dire qu'un million d'*individus* possèdent les trois quarts de la fortune mobilière et immobilière de la France.

Enfin, le reste de la population s'échelonne à différents degrés de bien-être et d'importance sociale.

Est-ce tout? Pas encore.

Qui paie l'impôt? Le riche? Non, c'est le pauvre. Les dépenses publiques atteignent actuellement,

dans leur ensemble, 4 milliards de francs. Les *salariés* doivent verser au fisc la plus grosse part de cette énorme somme, qui représente plus de la moitié de leurs salaires. Et cependant il faut manger...

« Est-il chose plus odieuse que l'assiette de l'impôt telle qu'elle existe en ce moment? Qu'on définisse l'impôt comme on voudra, et l'on s'aperçoit que l'impôt, sous ses formes actuelles, n'est pas défendable. Est-ce une sorte de prime d'assurance? Est-ce le paiement d'un service rendu à chacun? Est-ce un régulateur de la fortune générale et de sa répartition? Qu'on penche pour l'une ou l'autre de ces doctrines diverses, on arrive à une conclusion que le bon sens indique : « Celui qui possède beaucoup doit beaucoup payer; celui qui possède quelque chose doit payer quelque chose, et celui qui n'a rien ne doit rien payer. » Eh bien, les choses se passent d'une façon exactement contraire. Le riche paie très peu, le pauvre est écrasé; l'impôt est progressif à l'envers: Ce qu'on frappe surtout, c'est la consommation, c'est le travail. La multiplicité et la confusion des impôts sont inouïes. On croirait que la bourgeoisie dirigeante,

modifiant un vieil adage financier, a pour but de plumer la poule, même en la faisant crier. Elle est surtout soucieuse d'éviter qu'on la plume elle-même. Si bien que le fonctionnement fiscal arrive à paralyser les organes de production, à tarir les sources de la richesse, et à maintenir, en l'aggravant, l'inégalité des situations. Une sorte de prime est accordée à l'homme de loisir, qui vit sans travail; elle est prélevée sur l'homme de labeur, sur le morceau de pain qui représente son salaire » (1).

Donnons encore des chiffres, des chiffres officiels empruntés toujours au beau travail de M. Fernand Maurice. C'est une légende assez accréditée, que la Révolution de 1789 a détruit la propriété féodale, distribué la terre à ses légitimes possesseurs, ceux qui la cultivent; voyons donc ce que cette belle réforme est devenue cent ans après. Voici, à ce sujet, des données significatives :

(1) Laisant, *L'Anarchie bourgeoise*. Paris, 1887, Marpon et Flammarion.

CATÉGORIES de propriétés.	Nombre des cotes.	Superficie	
		soumise à l'impôt.	Superficie moyenne par cote.
		Hectares.	Hectares.
De 0 are à 1 hect.	8.585.323	2 574.539	0 30
De 1 hect. à 2 hect.	1.841.015	2.636 867	1 43
De 2 hect. à 5 hect.	1.894 428	6 010 847	3.17
De 5 hect. à 10 hect.	892 887	6 251 142	6 78
De 10 hect. à 30 hect.	627 860	10.281.515	16.37
De 30 hect. à 50 hect.	110 812	4 214 745	38.00
De 50 hect. à 100 hect.	73 505	5 059 817	68 83
De 100 hect. à 200 hect.	31.567	4.338.210	137.41
Au-dessus de 200 hect.	17.676	8 017.542	453.58
Totaux.....	14.074.801	49.388.304	

Est-ce là ce qu'on peut appeler : *la terre aux paysans*? Cinq hectares ne suffisent pas à nourrir une famille.

Douze millions de cotes représentent la petite propriété rurale, celle qui ne permet pas de vivre; un million et demi de cotes seulement, la propriété moyenne, qui dispense de chercher ailleurs sa subsistance.

En revanche, le quart de la France appartient à moins de 50,000 individus, et presque la moitié du territoire à 130,000.

Niera-t-on l'éloquence de ces chiffres que rend plus divergents encore, au point de vue fiscal, l'inégale répartition de l'impôt foncier?

Loin d'être progressif, cet impôt n'est même pas proportionnel. Il frappe le superflu moins que le nécessaire. Interrogez les vrais cultivateurs : tous savent très bien la chose dans ses moindres détails, la voient de leurs yeux et vous diront leur étonnement.

Ils vous demanderont aussi comment il se fait qu'ils ne puissent obtenir, malgré leur insistance, la revision du cadastre, ce cadastre établi depuis trois quarts de siècle et qui ne correspond plus, dans la plupart des cas, à la réalité des faits. Ils vous déclareront franchement qu'il est bien dur de payer beaucoup pour un champ qui a cessé de produire, surtout quand la terre du voisin, devenue bonne, continue à payer peu. Ils ajouteront que dégrever la propriété foncière pour frapper la propriété bâtie ne change rien à ces anomalies singulières; qu'en outre, c'est donner d'une main pour reprendre de l'autre. Enfin, ils avoueront ne rien comprendre à l'objection de quelques hommes séricieux, M. Cavaignac, par exemple : La revision ca-

dastrale coûterait trop cher, cent millions! « Ce chiffre est contestable; mais alors même qu'il faudrait cent millions, nous les donnerons, disent-ils, pour ce travail si nécessaire à l'équilibre de la fortune publique. Nous en avons donné bien d'autres pour le Tonkin! »

Empruntons à M. Maurice la conclusion de cet exposé rapide :

« S'il y a misère en France, c'est parce que les uns ont tout, et les autres rien; parce qu'un million d'individus, par exemple, possèdent à eux seuls 38 millions d'hectares du territoire national, de quoi faire vivre dans l'aisance, dans la tranquillité des lendemains assurés, au moins 40 millions d'habitants. Dégageons même la petite propriété, celle de 5 à 10 hectares, comptant 529 mille possesseurs de 6 millions d'hectares, et le mal nous apparaîtra dans sa cruelle réalité : nous verrons 500,000 INDIVIDUS détenir 32 MILLIONS d'hectares, cela dans des conditions où toute culture réellement productive est absolument impossible, en vertu de cet axiome élémentaire qu'on retire davantage d'un hectare bien cultivé que de deux hectares négligés.

» Il y a misère parce que les possesseurs de cette grande propriété sont pour la plupart des bourgeois des villes, des enrichis de l'industrie, du commerce, des professions libérales, des ignorants de l'agriculture et des indifférents aux choses de la terre, pour lesquels la possession du sol est affaire de placement de fonds, une industrie comme une autre, ou une question de vanité, d'ambition électorale, un luxe de représentation territoriale, un pastiche de noblesse; ils multiplient, pour leurs plaisirs et pour l'ostentation, les châteaux, les villas de plaisance, les grands parcs, les terrains de chasse, abandonnant le reste de leurs domaines à des locataires, à des fermiers dont ils exigent des redevances...

» Et ces grands propriétaires ne sont pas tous des individualités; avec eux, il y a de grosses collectivités. A côté de la famille Rothschild, qui posséderait, d'après un dire digne de foi, plus de 200 mille hectares de terre; des princes d'Orléans, auxquels on a rendu, en 1872, 24 mille hectares de bois; à côté des 9 mille hectares du domaine princier de Chantilly, et de tant d'autres dont l'étendue varie entre mille et trois mille ou quatre mille hec-

tares, il y a les biens de main-morte, il y a les 38 mille hectares *avoués* des congrégations religieuses, les 48 mille hectares des fabriques, consistoires et séminaires, les 228 mille hectares des établissements de bienfaisance, et enfin les biens communaux, les 5 millions d'hectares appartenant aux communes, laissés en friche pour la plupart... » (1).

Telle est la situation vraie. Les souffrances qu'elle engendre se devinent.

On ne sait que trop bien, à Paris, pour en avoir le spectacle continu sous les yeux, ce qu'est la misère dans les quartiers ouvriers, cette misère qui nuit tellement à la santé et au développement physique de la jeunesse, que « les conseils de revision éliminent régulièrement du service environ le quart des jeunes gens appelés à tirer au sort. »

« Quant aux prolétaires des campagnes, on refu-

(1) Superficie de la France, 53 millions d'hectares.

Partie utilisable (défalcation faite des glaciers, rochers, rivages maritimes, etc.), 49 millions 400 mille hectares.

Surface bâtie, 400,000 hectares.

Territoire agricole, 49 millions d'hectares.

serait d'ajouter foi à la description détaillée que nous pourrions faire de leur existence, même en nous autorisant des documents ministériels les moins contestables, les plus modérés d'appréciation. Que peuvent être en effet ces 250 mille maisons à *une* ouverture, les 1800 mille autres à *deux* ouvertures, les 1600 mille à *trois* ouvertures (1)? Les habitations des villages sont généralement malsaines, basses, humides, manquent d'air pur et de lumière; les logements des cultivateurs, étables et écuries ne font qu'un même corps de bâtiments, où s'entassent les hommes et les animaux, les fumiers et les détrit. La nourriture est détestable, pas toujours suffisante à réparer les forces, mal comprise et primitivement préparée.

(1) Il existe en France 9 millions de *constructions* dont voici le détail :

Maisons à une	ouverture.....	250.000
— à deux	—	1.850.000
— à trois	—	1.650.000
— à quatre	—	1.200.000
— à cinq	—	850.000
— à six et au-dessus	—	3.250.000

On compte 7,800,000 maisons *d'habitation*, sur lesquelles 4 millions ont un rez-de-chaussée seulement, 2 millions et demi un rez-de-chaussée et un étage.

Le seigle, les pommes de terre, le maïs, les châtaignes, de grossiers légumes la composent ordinairement; pas toujours du pain de froment, rarement de la viande, un aliment de luxe par excellence. »

« La situation des travailleurs, de cette multitude que le droit moderne proclame libre, mais qui est en fait esclave des nécessités les plus impérieuses, les plus brutales de l'existence », était-elle beaucoup plus mauvaise avant 89? Non.

Allons maintenant en Russie. Notre voyage sera court. Veut-on savoir d'un mot ce qui différencie la situation du paysan français et du paysan russe? Notez bien qu'en parlant de la France, nous parlons de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Italie, de tous les grands pays de l'Europe.

Tandis que le paysan français n'a pas la terre nécessaire à sa subsistance, le paysan russe est mis en possession, *de par la loi*, de l'étendue qui lui suffit pour nourrir sa famille. Telle fut la grande réforme, introduite pacifiquement par l'infortuné père de l'Empereur régnant, lorsqu'il affranchit 22 millions de serfs attachés à la glèbe.

Elle ne fit pas tant de bruit, cette belle réforme, que la Révolution française; osera-t-on dire qu'elle ne porta pas des fruits plus utiles *au peuple*?

La commune, appelée *mir*, forme la base de l'organisation sociale et politique en Russie. Elle possède un conseil élu: c'est le conseil communal ou municipal. Il jouit des mêmes attributions que nos conseils municipaux; en outre il répartit les terres entre les habitants du *mir*. Chaque commune possède un certain territoire, suffisant pour l'ensemble de ses habitants; le conseil élu en opère la répartition *gratuite*, absolument gratuite.

Ainsi les paysans d'un même village forment une vraie famille dont *tous* les membres peuvent vivre du produit de leurs champs; une petite république qui s'administre patriarcalement, sous le contrôle des agents de l'Etat.

Il y a même plus: le système de la communauté des terres, préconisé en France par l'école *communiste*, est pratiqué dans la Russie entière. Nous étonnerons plus d'un lecteur en disant que le *communisme*, le bienfaisant ou l'affreux communisme, — suivant le point de vue auquel on se place, — fleurit dans un empire soumis au régime

autocratique; c'est pourtant la vérité même; l'autocratie russe n'existe qu'en haut, la démocratie règne en bas; elles font assez bon ménage depuis plusieurs siècles. Le vieil attachement des *mir*s pour le tsar, « Empereur des paysans », est légendaire. Si des abus sont commis, la faute en est aux intermédiaires obligatoires entre le pouvoir suprême et le peuple, aux *tchinovniks* (employés); et c'est précisément de ces abus inévitables, mais parfois excessifs, que naquit le mouvement nihiliste. Dans le principe il ne s'attaqua point à l'autorité impériale, moins encore à la personne du souverain; jamais la propagande dans les campagnes ne s'exerça contre le tsar lui-même. C'eût été peine perdue.

Comment fonctionne le communisme russe? C'est excessivement simple. Le territoire dévolu à un *mir* appartient bien au *mir*, mais non pas aux paysans; ceux-ci ne sont que les usufruitiers des trois ou quatre hectares — ou davantage — qui leur sont attribués par le conseil de la commune. Pour bien marquer la chose, un roulement périodique s'opère entre les lots de chacun. Le paysan est *propriétaire* de la chaumière qu'il habite et d'un

enclos attenant; mais tous les quatre ans, ou tous les sept ans, on lui donne de nouveaux champs à cultiver. Les produits sont toujours à celui qui les a arrosés de ses sueurs; c'est la terre qui change de mains.

On doit noter ici que ce mode de culture ne donne pas toujours des résultats magnifiques; on peut même dire sans se tromper beaucoup que ces résultats sont en général très peu satisfaisants. Quoi d'étonnant si l'on ne prend pas la peine d'améliorer un champ dont on ne jouit que temporairement? Mais ce qui nous importait, dans cette étude comparative, c'est de constater que le régime agricole en Russie est beaucoup plus démocratique que le nôtre. Cette conclusion, qu'on ne saurait contester, à moins de pécher par ignorance des faits, ne manque pas d'un certain piquant.

Ajoutons que le *mir*, en sa qualité de petite république ou de grande famille comprenant un certain nombre de membres, ne reçoit des membres nouveaux qu'à la condition que le conseil communal les accepte, et pour cela il faut en premier lieu qu'il y ait des terres disponibles; il faut aussi que

le postulant fournisse des pièces authentiques établissant sa moralité, son honnêteté. S'il vient d'un autre *mir*, il doit produire un certificat de son ancien maire (car il y a des maires élus, en Russie!) et de même, pour quitter son *mir*, il faut en avoir obtenu la permission du conseil communal, c'est-à-dire prouver qu'on a réglé ses comptes, qu'on ne doit rien à personne. N'est elle pas vraiment belle, cette organisation sociale? Ah oui! la force du peuple russe est immense! Malheur à ceux qui voudront l'éprouver!

Nous savons bien qu'à côté des *mirs* — territoires indivis, réservés au peuple — la propriété particulière existe comme en France; il y a même en Russie des domaines d'une étendue colossale et très imparfaitement cultivés. Mais la réforme agraire poursuivra son cours. Dès maintenant, le paysan a de quoi travailler de ses bras, en *homme libre*, c'est-à-dire pour son propre compte; c'est là l'essentiel. Rien ne l'empêche non plus, s'il en a les moyens pécuniaires, d'acheter en dehors des *mirs* une terre qui devient alors sa propriété personnelle. Il a aussi à sa disposition les incommensurables territoires de la Sibérie méridionale, où le

sol est assez fertile pour donner deux récoltes par an. Bref, l'espace ne manque pas. Plus tard, dans cinquante ans, si la population a doublé, si ces réserves sont épuisées, il ne sera pas impossible d'accroître les territoires des *mirs* aux dépens du reliquat des grands domaines en friche; le point de départ est bon, la base actuelle de la petite propriété rurale est solide, c'est-à-dire vraiment démocratique; on peut donc envisager l'avenir avec sérénité.

Est-ce le cas en France?

De l'ouvrier russe nous dirons peu de chose; il forme une infime minorité dans la masse de la nation. L'industrie russe est peu développée encore, le nombre des grandes usines peu considérable. De crise ouvrière il n'est pas question dans ce bienheureux pays, parce qu'on n'y remarque ni concurrence effrénée, ni surproduction. On doit reconnaître aussi que les ouvriers sont mieux traités qu'en d'autres pays de l'Europe; voici, par exemple, des détails relatifs à une exploitation minière et métallurgique située dans l'Oural; nous les empruntons au « Voyage en Sibérie » de M. Boulanger.

Le district minier de Taghilsk, propriété particulière des Demidoff, a une superficie de 700 mille hectares, et emploie 15,000 ouvriers occupés l'année entière (300 jours de travail effectif, sauf pour les hauts-fourneaux). Autant que possible, ils sont payés à la tâche.

Plusieurs hôpitaux leur sont affectés. Leurs enfants reçoivent l'instruction dans six écoles spéciales, comptant 500 élèves, tant garçons que filles.

La loi défend le travail des enfants dans les mines et usines avant l'âge de quatorze ans. Elle limite à huit heures la durée maxima du travail journalier pour les enfants de quatorze à dix-huit ans.

Après trente années de services, les employés et les ouvriers ont droit à une pension de retraite. Un règlement détaillé fixe la quotité de ces pensions qui représentent, pour les ouvriers la quinzième partie de leur salaire, pour les employés le tiers de leurs appointements des cinq dernières années : ces taux sont calculés de manière à mettre la vieillesse de chacun à l'abri du besoin.

Les employés et ouvriers qui se retirent après vingt-neuf ans de services ou de travail n'ont droit

à aucune pension, sauf le cas de blessures entraînant l'incapacité de travail. L'agent ou l'ouvrier blessé grièvement est pensionné, quelle que soit la durée de ses services. S'il meurt, la veuve reçoit la moitié de la pension. En cas de mort de la veuve, cette moitié est reportée aux enfants.

Que pense-t-on de ces mesures humanitaires, qui ne furent pas prises sous le coup de la peur ? Au moins on concédera que la *barbare* Russie n'est pas inhabitable pour les classes laborieuses.

On en sera convaincu davantage si l'on veut bien se rappeler que le fond du caractère russe est la bonté. Simplicité familière chez les grands comme chez les petits. Pas de morgue, pas de fierté stupide ; et en retour nulle jalousie, nulle haine. Une anecdote authentique peint les mœurs mieux qu'un long discours ; faisons donc un nouvel emprunt au *Voyage précité* :

« Le bateau fait escale au village de Padoun... Toute la population, le pope en tête, attend au bord de l'eau, chapeau bas, et s'incline respectueusement devant le vice-empereur de la Sibérie orientale. On lui fait quelques petits discours, auxquels

il répond simplement, familièrement, distribuant en même temps les poignées de main. Un Français nouveau venu parmi les Russes eût été frappé de cette réception. Cet homme si puissant, le représentant du Tsar, se mêle à la foule des paysans, permet qu'on l'approche, qu'on le touche, qu'on lui dise n'importe quoi ; il écoute même avec patience une vieille femme qui s'est faufilée parmi les notables et lui débite hardiment une véhémence harangue, accompagnée de gestes énergiques. Que veut cette femme ? C'est une folle, me dit-on, exilée pour meurtre, et qui proteste de son innocence. Le gouverneur la laisse aller jusqu'au bout, prend la supplique qu'elle lui remet, la quitte sur un mot d'espérance... »

Un dernier souvenir. Certes, il y a des ombres au tableau que nous venons d'esquisser à grands traits ; mais où est la perfection en ce monde ? Il ne faut s'attacher qu'aux principes.

Quand les principes sont bons, l'ensemble va pour le mieux, et s'il y a des misères — ce qui est fatal, — elles sont localisées. Nous ne faisons pas allusion à la récente disette qui vient de sévir sur

vingt gouvernements de la Russie européenne ; elle ne provient nullement d'un vice capital dans l'organisation sociale ; sa cause unique a été l'insuffisance des voies de communication. La récolte ayant manqué, les céréales dont le paysan se nourrit, quand elles sont saines, n'ont pu être expédiées à temps. Nous disons simplement, pour être complètement dans le vrai, qu'un certain nombre de moujiks — 20 ou 30 mille par an, proportion infime de la masse totale — ne trouvent pas à s'occuper chez eux et vont coloniser les terres lointaines de Sibérie. En soi ce n'est pas un mal ; ces colons volontaires ne quittent pas, en somme, la « Sainte Russie », et la citation qui va suivre n'a pour but que de les peindre sur le vif. Figurez-vous que vous êtes avec la foule des « colonists » sur le pont d'un vapeur qui parcourt les fleuves sibériens :

« Peu de spectacles au monde éveillent plus de sympathique tristesse, que celui de ces malheureux paysans, à la loyale et bonne figure, s'en allant loin de leur pays avec femmes et enfants — des bébés même et des nourrissons — chercher non la fortune, mais les moyens de vivre !

« Ah ! ils ne sont pas riches, ces pauvres émi-

grants, ce qui ne les empêche pas d'avoir leur fierté d'hommes libres et de ne pas tendre la main. Ajoutez qu'ils vous regardent d'un œil où ne perce aucune jalousie : la bonté unie à la résignation. Sous ces tuniques de toile grossière qui protègent mal contre le froid de la nuit, battent des cœurs généreux. Tous ces petits ménages vivent tranquillement côte à côte, sans disputes, sans rixes, même sans conversations bruyantes. Chacun d'eux a apporté son samovar et la famille prend le thé trois fois par jour, en dévorant de gros morceaux de pain noir. Vous surprenez parfois des larmes silencieuses sur le visage des mères ; elles pleurent un enfant mort au cours de ce voyage, faute peut-être d'une bonne couverture.

« Ces braves gens, bien moins que les forçats, ne seront pas oubliés par les passagers du bord ; une abondante collecte leur permettra de continuer leur route tant bien que mal et plutôt mal que bien, jusqu'à une ville prochaine où la générosité des riches subviendra de nouveau à leurs besoins. »

Le lecteur peut maintenant se faire une idée juste du caractère russe, compatissant ou résigné,

suisant les cas, mais toujours éminemment démocratique. Ajoutez que l'amour immodéré de l'argent n'est guère connu là-bas ; on cherche sans doute la fortune pour le bien-être qu'elle procure, mais une fois qu'on la possède, on se dépêche de la dépenser. Cela se voit tous les jours. Les Russes, en général, ne savent guère compter. Nous ne disons pas ceci en manière de critique ; au contraire, nous les louons de ce dédain de la richesse ; il a de grosses conséquences sociales.

Aurons-nous les mêmes observations à faire sur la France républicaine ?

Cédons encore la plume à M. Fernand Maurice :

« Il est impossible de rien comprendre aux événements de ce siècle, si l'on ne sépare pas la nation française en deux parties nettement distinctes : la bourgeoisie et le peuple.

» ... Dans sa généralité, la bourgeoisie embrasse tous ceux qui, par leur fortune, leur fonction, leur éducation, se séparent des travailleurs manuels ; elle est, dans son essence, un composé d'intérêts et de préjugés. La bourgeoisie, telle qu'elle existe actuellement, procède directement de la Révolution de 1789 ; la grande Révolution, qui n'a pas eu tous

les résultats dont on veut bien lui faire gloire, a eu au moins pour la bourgeoisie des avantages très particuliers; celle-ci, en effet, y a nettement et carrément supplanté la noblesse; elle a chassé les personnes, mais elle a gardé pour elle les institutions du passé; frappée et séduite surtout par les dehors tout de luxe et d'apparat, de gloriole et de vanité de la vie des nobles à la cour et à Paris, elle s'est efforcée, au lendemain de son succès, de modeler son existence sur celle de la noblesse et s'est affublée de tous les travers de la caste disparue...

» La noblesse, issue de la conquête du sol, faisait reposer son pouvoir, la légitimité de ses privilèges, sur la possession du sol. La bourgeoisie, dont le grand essor de fortune date du régime des manufactures et de l'apport des capitaux sur le marché, a basé son pouvoir sur l'argent, — pouvoir bien autrement puissant, bien plus fortement organisé que celui de l'antique féodalité.

» ... La bourgeoisie a la passion de l'argent et n'estime rien plus que l'argent; elle a le préjugé de se croire distinguée, raffinée, délicate, élégante, instruite; elle dédaigne la pauvreté, la rusticité des manières, ce qu'elle appelle les petites gens... Elle

déteste se heurter à la masse, cherche à s'en tenir éloignée; elle a, partout où elle va, ses places à elle, séparées du commun, du vulgaire, réservées; elle affecte des opinions à part, d'un libéralisme ou d'un arriéré de bon goût, est éprise à la folie du titre et de la particule; à l'étudier de près, enfin, il est facile de lui reconnaître tous les travers, tous les préjugés, toutes les ridicules passions des courtisans des règnes de Louis XIV et de Louis XV; la seule différence est dans le privilège en vénération; les seigneurs du temps jadis mettaient leur supériorité dans l'ancienneté de leur noblesse; nos bourgeois la placent dans le maximum des richesses. »

Ce n'est rien encore. « Afin de satisfaire à ses ambitions, la bourgeoisie a méconnu complètement la valeur morale et sociale de l'argent... Si la loi de la vie est le travail, le but du travail est de fournir simplement aux nécessités de l'existence... La loi du travail n'est pas d'amasser la fortune... »

Or, « au lieu de produire pour la seule consommation courante, de restreindre le travail aux seuls besoins du milieu, on a produit sans raison

immédiate, uniquement pour vendre et revendre, afin de gagner de l'argent. On a multiplié les usines, et comme la consommation locale ne suffisait pas à l'épuisement de la production, on a dû « ouvrir des débouchés », forcer au loin les goûts, les préférences de populations à demi-civilisées ou sauvages, pour leur faire accepter des marchandises fabriquées sans rime ni raison...

» Cette soif du gain a eu pour les travailleurs les plus déplorables résultats. De tous les tyrans, l'argent est le plus cruel, le plus inique et le plus implacable. L'argent devenant le but suprême du travail, le travail s'est imposé dans toute sa brutale rigueur, n'a plus connu ni équité ni humanité.»

D'autre part, le capital s'accroissant en raison directe de sa masse, ce siècle a assisté à « la constitution rapide d'une oligarchie basée sur la richesse. » Cette oligarchie, non moins rapidement, s'est emparée du pouvoir, s'est organisée de manière à dicter la loi, a érigé en dogmes sociaux la légitimité de la puissance de l'argent.

« ... C'est ainsi que la bourgeoisie est devenue une classe nettement distincte, une caste, une nation dans la nation.

» Au-dessous est le peuple, le monde des travailleurs, les pauvres gens, ouvriers des villes et des campagnes, petits employés et commis, la masse sans fortune ou éducation, obligée de subvenir à son existence par un labeur opiniâtre, n'ayant en perspective qu'un salaire insuffisant, presque pas ou pas du tout assurée contre les incertitudes de l'avenir, ne pouvant qu'exceptionnellement et par un concours de chances inespérées sortir de misère.

» Entre ces deux fractions de la société française, entre la bourgeoisie et le peuple, nul contact. La bourgeoisie fait travailler le peuple, le paye et se croit quitte ; mais nul lien entre eux, nulle réciprocité d'égards, d'affection ; parfois les hautes classes, par une sorte de crainte de l'avenir ou par un faux sentimentalisme, font mine de se préoccuper de la situation des travailleurs, mais sans aucun résultat sérieux... »

Telle est la France, au moral, cent ans après 89. C'est tout juste l'inverse de la société russe : morgue d'un côté, haines de l'autre. Une toute petite partie de l'ancien Tiers-État a supplanté l'ancien

Clergé et l'ancienne Noblesse; l'autre partie, que l'on nomme depuis peu le Quatrième-État, espère des jours meilleurs... Les anarchistes, eux, ne veulent plus attendre.

Nous exprimons ici l'opinion unanime des Russes qui connaissent notre pays : parlant de cette féodalité bourgeoise dont il subit le joug depuis la Révolution de Juillet, ils disent tous en souriant :

« Vous avez la République, mais vous n'êtes pas républicains... Vous l'êtes cent fois moins que nous. »

Et les Russes ont raison (1).

(1) Extrait d'une correspondance de Pétersbourg, récemment publiée par un journal parisien :

« N'en déplaise à M. de Kératry, la Russie n'est plus à civiliser. Elle jouit d'institutions plus libérales que celles qui fleurissent en France et dont les déplorables écarts font l'étonnement des Russes. »

X

PROJET DE LIGUE POUR AIDER AU TRIOMPHE DES
REVENDICATIONS POPULAIRES

Indiquerons-nous aux membres consciencieux et intègres du Tiers-Etat — il en reste beaucoup plus que certains socialistes ne pensent — le moyen d'exercer une action efficace en vue des grands changements qui donneront au Quatrième-État sa place au soleil ?

Ici encore nous ne serons que l'interprète de nos amis du Nord. Ils jugent la France impartialement et désirent la voir forte. Un grand nombre d'entre eux viennent chaque année la visiter, l'étudient avec attention, dévorent ses journaux et sa littéra-

ture, se rendent un compte exact de sa situation morale et matérielle. Les conseils réfléchis de ces fins observateurs ne sont peut-être pas à dédaigner.

Ils proposeraient d'abord l'adoption d'une formule ancienne, mais bonne malgré sa vétusté :

TOUT POUR LE PEUPLE ET PAR LE PEUPLE

Tout par le peuple, c'est-à-dire que le Quatrième-Etat, qui représente le nombre, déciderait lui-même dans ce pays de suffrage universel, les réformes à introduire dans la Constitution et la législation.

Une Constitution ? Une législation ?

Mais oui.

M. Elisée Reclus est vraiment bien bon de rêver une Société sans lois, sans contrat, une Société dans laquelle chaque individu serait libre d'agir à sa guise, suivant ses besoins, son inspiration, son caprice...

Voici cependant un fait que le grand géographe ne saurait ignorer, — nous l'empruntons à la Russie :

Il y a quelques années, de très riches placers

d'or furent découverts dans la vallée de l'Amour, sur la rive droite de ce fleuve qui appartient à la Chine. C'était dans un pays désert, complètement inhabité à cent lieues à la ronde. La nouvelle se répandit très vite dans les provinces sibériennes ; les chercheurs arrivèrent par milliers et fondèrent une colonie. Ils ne gênaient nullement les premiers occupants du sol, puisqu'il n'y en avait aucun, et pour eux, les nouveaux venus, la place ne manquait certes pas. Eh bien, comment se fait-il que ces braves Sibériens, affranchis de toute obligation vis-à-vis de tout gouvernement établi, éprouvèrent le besoin de s'en forger un à leur usage, de promulguer pour eux-mêmes des règlements variés — un vrai petit code, — d'édicter des peines sévères contre les fraudeurs, ou les voleurs, ou les ivrognes (qui étaient publiquement fouettés à visage découvert, même en hiver, sur la glace) ; enfin de se donner un maître dans la personne d'un président élu ? Comment se fait-il que, mécontents de leur premier président qui se montrait négligent dans l'accomplissement de sa fonction, ils la lui retirèrent pour la donner à un Américain à poigne ?

Cette image en petit d'une société naissante

n'est elle pas topique? Qu'en pense M. Reclus?

Sa fin aussi mérite d'être retenue. Le service militaire n'existait point parmi ces bons travailleurs, uniquement occupés à fouiller la terre, à laver des sables, à gagner honnêtement leur vie. Or une troupe de Chinois en armes vint un beau jour les visiter, tira dessus sans crier gare, les dispersa, les mit en fuite. Des sujets du Céleste-Empire s'étaient glissés parmi les Russes, à titre de domestiques (encore une inégalité sociale qui s'était perpétuée dans la petite colonie); appréhendés par leurs compatriotes, ils furent décapités sur l'heure, avec des raffinements de cruauté inouis.

Au demeurant, que M. Reclus veuille bien relire et méditer ce passage de Montesquieu :

« Autant que le ciel est éloigné de la terre, autant le véritable esprit d'égalité l'est-il de l'esprit d'égalité extrême. Le premier ne consiste point à faire en sorte que tout le monde commande ou que personne ne soit commandé, mais à obéir et à commander à ses égaux. Il ne cherche pas à n'avoir point de maîtres, mais à n'avoir que ses égaux pour maîtres.

» Dans l'état de nature, les hommes naissent

bien dans l'égalité; mais ils ne sauraient y rester. La Société la leur fait perdre, et ils ne redeviennent égaux que par les lois » (1).

Revenons en Europe, et écoutons ce que disent les amis de la France.

« La partie saine du Tiers-Etat, celle qui n'a pas détourné à son profit le mouvement de 1789, celle qui n'a pas agioté scandaleusement, qui n'a pas amassé de fortunes monstrueuses en dépouillant impunément les simples mortels, celle qui peine, sous sa redingote noire, autant sinon plus que l'ouvrier en blouse, cette partie saine du Tiers-Etat, qui est de beaucoup la plus nombreuse, constitue avec le Quatrième-Etat un seul et même ordre de citoyens, qui tous gagnent leur vie par le TRAVAIL. Ils sont faits pour s'entendre, pour marcher la main dans la main.

» Cette entente leur permettra d'arriver très vite, et sans secousse, par le simple bulletin de vote, au commun objectif : la suppression d'abus inqualifiables dont profite une petite minorité sans scrupules.

(1) Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. VIII, chap. III.

» Et ces abus n'existant plus, un nouvel ordre de choses s'établissant sur les débris de la féodalité financière, les vautours qui vous rongent ayant rendu gorge, on verra que le mot de « Fraternité », inscrit sur vos édifices publics, cessera d'être une dérision amère.

» Pourquoi donc une semblable entente serait-elle chimérique ?

» Est-ce que les ouvriers s'imaginent sérieusement que tout est corrompu dans la bourgeoisie ? Ne voient-ils pas qu'une grande partie de celle-ci, c'est-à-dire la *petite bourgeoisie*, souffre tout autant qu'eux du régime actuel ?

» S'ils l'ignorent, c'est que la *misère en habit noir* est le plus souvent silencieuse...

» Mais il suffit d'être simplement honnête — ce qui est le cas général en ce pays — pour n'admettre jamais qu'avec la protection des lois, des fortunes individuelles se chiffrant par centaines de millions puissent s'édifier en quelques années sur les ruines de milliers de familles. Les coups de Bourse qui produisent de pareils résultats apparaissent à chacun — sauf aux intéressés — comme de gigantesques escroqueries. La Bourse elle-même, insti-

tuée comme elle l'est, offre-t-elle les caractères d'un établissement utile au pays ? (1)

» De même le bon sens public se révolte en voyant condamner à trois mois de prison un malheureux qui aura commis, souvent talonné par la faim — cette mauvaise conseillère, — un larcin sans importance, tandis que le banquier marron, après une faillite retentissante, se tirera d'affaire avec une amende dérisoire. Le premier n'est qu'un gueux ; l'autre est riche.

(1) La Bourse fut fermée en vertu du décret suivant, rendu le 27 juin 1793 par la Convention nationale :

« La Convention nationale décrète que la Bourse établie à Paris, rue Vivienne, sera provisoirement fermée, et charge son comité de commerce de lui faire, sous trois jours, un rapport pour qu'il soit prononcé définitivement et que les mesures nécessaires pour prévenir l'agiotage soient prises.

» La Convention nationale charge son comité de commerce de lui faire incessamment son rapport sur les moyens d'empêcher ou de punir les rassemblements d'agioteurs, dans quelque local qu'ils puissent choisir, autre que celui de la Bourse fermée provisoirement par décret de ce jour. »

La Bourse resta fermée jusqu'au 13 nivôse an IV : à cette date, le Directoire exécutif arrêta, sur le rapport du ministre des finances, que la Bourse serait rouverte.

On sait ce que valait le gouvernement du Directoire, illustré par Barras et popularisé par la *Fille de Madame Angot*.

» De même il est inadmissible que, dans l'association du capital et du travail, l'ouvrier des usines n'ait aucune participation aux bénéfices nets, ou bien, dans d'autres cas, que le prolétaire ne soit point, comme l'employé de l'Etat ou de certaines grandes compagnies, assuré d'une pension pour ses vieux jours; inadmissible aussi que le petit cultivateur, écrasé d'impôts, ne possède plus la terre qui devrait le nourrir...

» Vraiment ne craint-on point que Jacques Bonhomme ne ressuscite un jour, avec l'assurance cette fois de n'être plus combattu, comme jadis, par le petit bourgeois et l'ouvrier des villes? »

Ainsi s'expriment de vrais apôtres de la démocratie.

Ils ajoutent :

« Au reste, que les châtelains se rassurent : un égal partage du sol ne fait pas question. Mais qu'ils daignent réfléchir à ces lignes de Montesquieu :

» Quelques législateurs anciens, comme Lycurgue et Romulus, partagèrent également les terres. Cela ne pouvait avoir lieu que dans la fondation d'une république nouvelle ou bien lorsque l'ancienne

était si corrompue, et les esprits dans une telle disposition, que les pauvres se croyaient obligés de chercher, et les riches obligés de souffrir un pareil remède.

» ... On ne peut pas établir un partage égal des terres dans toutes les démocraties. Il y a des circonstances où un tel arrangement serait impraticable... On n'est pas toujours obligé de prendre les voies extrêmes. Si l'on voit que dans une démocratie ce partage, qui doit maintenir les mœurs, n'y convienne pas, il faut avoir recours à d'autres moyens » (1).

Abrégeons : ainsi font les Russes, courtoisement.

.....

» Il nous peine de poursuivre cette critique désolante, d'abord parce qu'elle est désolante, puis parce qu'elle est banale, si banale que nous n'apprenons rien à personne. Mieux que cela, nous ferons rire quelques-uns. N'est-il pas de bon ton, dans les milieux fort selectes, de traiter de *pru-*

(1) Montesquieu, liv. V, chap. v.

dhommesque l'accouplement des mots : *féodalité financière*? S'insurger contre l'accaparement, c'est de la prudhommerie. Autant vaudrait s'appliquer à changer le cours des saisons.

» Pourtant, M. Prudhomme lui-même ne peut s'empêcher de songer mélancoliquement — surtout s'il y a été pris — à la plus grande flibusterie des temps anciens et modernes. Dans les milieux selectes dont il vient d'être question, croit-on vraiment supportable que l'énorme somme de 600 millions de francs (c'est à peu près le chiffre officiel de la commission d'enquête envoyée sur les lieux) ait été détournée de la construction du canal de Panama? Tout le monde le sait, tout le monde le dit à haute voix, mais les coupables restent impunis. Mieux que cela, ils sont comblés d'honneurs, et la petite épargne, les petits porteurs de titres, rentiers infimes, employés retraités, ouvriers, propriétaires microscopiques, etc., se lamentent en vain : *vox clamantis in deserto*... C'est ceci, par exemple, qui fait l'émerveillement de la Russie entière!

» Toutefois, ils n'oublient pas... Ils se souviennent que Colbert a bien fait restituer la valeur de plusieurs milliards aux grands voleurs de son temps,

financiers, fermiers-généraux, accapareurs et autres : cela sous le règne de Louis XIV, le roi absolu, le *Roi-Soleil*! Et ils espèrent toujours, malgré l'indifférence déconcertante des Chambres françaises...; déconcertante, car enfin vous avez des lois, des lois qui restent lettre morte... (1)

» Utopies! dira-t-on; radotages surannés!

» Il y a gros à parier que les Messieurs du Tiers qui lâcheront cette exclamation ironique, ont quelque bonne raison de ne vouloir rien changer à ce qui existe.

» Ou bien vos députés qui mènent grand tapage autour de leurs projets de réformes, criant très haut que tout va pour le mieux sous le meilleur des parlementarismes, ne s'aperçoivent pas, les malheureux, que toutes leurs lois ne sont que des émoullients inefficaces; depuis vingt ans, ces profonds politiques, si l'on nous passe cette expression triviale, ont *tourné autour du pot*. Un chancre, dont la Russie ne souffre pas comme vous, — la Russie autocratique, — dévore le flanc de la France

(1) A-t-on remarqué que Colbert n'a pas sa statue à Paris? Il a bien sa rue; mais quelle rue!

républicaine ; où est la majorité qui portera le bistouri dans cette effroyable plaie ?

» Combien de vos « honorables » ont présents à l'esprit ces préceptes du Maître que nous ne cessons de citer :

« L'amour de la république, dans une démocratie, est celui de l'égalité et aussi de la frugalité.

» L'amour de l'égalité borne l'ambition au seul désir, au seul bonheur de rendre à sa patrie de plus grands services que les autres citoyens. Ils ne peuvent pas lui rendre tous des services égaux ; mais ils doivent tous également lui en rendre. En naissant on contracte envers elle une dette immense dont on ne peut jamais s'acquitter :

» Ainsi les distinctions y naissent du principe de l'égalité, lors même qu'elle paraît ôtée par des services heureux, ou par des talents supérieurs.

» L'amour de la frugalité borne le désir d'avoir à l'attention que demande le nécessaire pour sa famille, et même le superflu pour sa patrie. Les richesses donnent une puissance dont un citoyen ne peut pas user pour lui, car il ne serait pas égal. Elles procurent des délices dont il ne doit pas jouir

non plus, parce qu'elles changeraient l'égalité tout de même.

» Aussi les bonnes démocraties, en établissant la frugalité domestique, ont-elles ouvert la porte aux dépenses publiques, comme on fit à Athènes et à Rome » (1).

» Pourquoi vos grands admirateurs des « immortels principes » oublient-ils les suivants :

« Dans les républiques, où les richesses sont également partagées, il ne peut point y avoir de luxe, — car le luxe n'est fondé que sur les commodités qu'on se donne par le travail des autres ; — et, comme cette égalité de distribution fait l'excellence d'une république, il suit que, moins il y a de luxe dans une république, plus elle est parfaite. Il n'y en avait point chez les premiers Romains, il n'y en avait point chez les Lacédémoniens ; et dans les républiques où l'égalité n'est pas tout à fait perdue, l'esprit de commerce, de travail et de vertu fait que chacun y peut et que

(1) Montesquieu, *Esprits des Loix*, liv. V. chap. III.

chacun y veut vivre de son propre bien, et que par conséquent il y a peu de luxe.

» A mesure que le luxe s'établit dans une république, l'esprit se tourne vers l'intérêt particulier. A des gens à qui il ne faut rien que le nécessaire, il ne reste à désirer que la gloire de la patrie et la sienne propre. Mais une âme corrompue par le luxe a bien d'autres désirs ; bientôt elle devient ennemie des lois qui la gênent... Quand par une impétuosité générale, tout le monde se porte à la volupté, que devient la vertu ? » (1)

— Et encore :

« Toute inégalité dans la démocratie doit être tirée de la nature de la démocratie et du principe même de l'égalité » (2).

— Et enfin :

« Quoique dans la démocratie l'égalité réelle soit l'âme de l'Etat, cependant elle est si difficile à établir qu'une exactitude extrême à cet égard ne

(1) Montesquieu, liv. VII, chap. II.

(2) Montesquieu, liv. V, chap. VII.

conviendrait pas toujours. Il suffit que l'on établisse un cens qui réduise ou fixe les différences à un certain point ; après quoi, c'est à des lois particulières à égaliser, pour ainsi dire, les inégalités, par les charges qu'elles imposent aux riches, et le soulagement qu'elles accordent aux pauvres. Il n'y a que les richesses médiocres qui puissent donner ou souffrir ces sortes de compensations ; car, pour les fortunes immodérées, tout ce qu'on ne leur accorde pas de puissance et d'honneur, elles le regardent comme une injure (1). »

— Pourquoi vos députés ont-ils perdu de vue ces pronostics sinistres, confirmés par l'histoire de toutes les républiques :

« Lorsque dans un gouvernement populaire les lois ont cessé d'être exécutées, comme cela ne peut venir que de la corruption de la République, l'Etat est déjà perdu.

» ... Les politiques grecs qui vivaient dans le

(1) Montesquieu, liv. V, chap. V.

gouvernement populaire ne reconnaissent d'autre force qui pût la soutenir que celle de la *vertu* », c'est-à-dire « du renoncement à soi-même, de l'amour des lois et de la patrie... » Cet amour, demandant une préférence continuelle de l'intérêt public au sien propre, donne toutes les vertus particulières ; elles ne sont que cette préférence.

» Lorsque la vertu politique cesse, l'ambition entre dans les cœurs qui peuvent la recevoir..., le trésor public devient le patrimoine des particuliers, la République est une dépouille et sa force n'est plus que le pouvoir de quelques citoyens et la licence de tous (1). »

Les Russes concluent en ces termes :

« Nous le disons en toute franchise : la majorité rêvée dans votre Parlement, la majorité vraiment réformatrice ne pourra sortir que d'une alliance des éléments honnêtes de cette nation qui forment encore, Dieu merci ! par leur nombre et leur puissance, la nation elle-même.

» Or, les citoyens du Tiers qui se préoccupent du

(1) Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. III et IV.

triomphe *pacifique* de la justice, ont un moyen bien simple de se compter et d'agir avec un élan irrésistible : ce serait d'entrer dans les rangs d'une Ligue placée sous le patronage d'hommes notoirement connus pour leurs vertus civiques, et que nous appellerions tout simplement :

Ligue du Tiers-Etat pour aider au triomphe des revendications populaires.

» Ainsi, quantité d'honnêtes gens, écœurés de cette comédie humaine dont Balzac n'est plus là pour faire le tableau, indignés de voir la terre et la fortune de la France réparties comme elles le sont, navrés des colossales escroqueries financières qui s'étalent cyniquement au grand jour, furieux aussi de constater qu'à côté d'une foule d'oisifs (1) les classes laborieuses — dont ils font partie — supportent à peu près tous le poids d'un budget de

(1) « Selon fit un crime de l'oisiveté, et voulut que chaque citoyen rendit compte de la manière dont il gagnait sa vie. En effet dans une bonne démocratie, où l'on ne doit dépenser que pour le nécessaire, chacun doit l'avoir ; car de qui le recevrait-on ? »

(Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. V, Chap vi).

quatre milliards, lésés enfin dans tous leurs sentiments généreux et patriotiques comme dans leurs intérêts légitimes, — tous ces membres du Tiers-travailleurs au même titre que leurs frères du Prolétariat, s'uniraient à ceux-ci pour le triomphe prochain de leur cause, qui est *Une*.

» Voilà l'idée :

» A vous de la reprendre, de l'appliquer sans retard, si elle est jugée viable.

» Elle est jugée telle par nous autres Russes.

» Nous sommes bien loin de dire, comme lord Salisbury, « qu'il est des cas où une minorité a le droit de braver un Parlement et des lois, car on n'est pas tenu de supporter davantage la tyrannie d'un Parlement qu'on n'était tenu jadis de souffrir la tyrannie d'un roi » (1).

» Nous demandons, au contraire, que cette minorité, qui est majorité dans votre pays, devienne aussi par les voies légales et pacifiques majorité dans les conseils de la nation.

» Les élections générales de 1893 approchent.

» Souhaitons que, par l'union des vraies forces

(1) Discours prononcé devant la *Preamrose-Ligue* en mai 1892, au sujet du *Home rule*.

sociales, cet anniversaire d'une année sanglante marque chez vous la victoire définitive du Droit.

» Souhaitons pour cela que cette union puisse se faire, et que bien loin de voir un piège dans notre tentative, les chefs autorisés du Quatrième-Etat se souviennent qu'en 89, si le Tiers a pu surgir du néant, lui qui, d'après l'immortel pamphlet de Sieyès, était Tout, c'est que des hommes désintéressés, appartenant aux ordres privilégiés de l'époque, Clergé et Noblesse, Sieyès tout le premier, l'abbé Sieyès, se sont alliés à lui, lui sont venus en aide.

» Aujourd'hui, cent ans après, une alliance semblable, acceptée loyalement de part et d'autre, jurée sur le salut et l'honneur de la Patrie, emporterait toutes les Bastilles qui sont encore debout.»

LE MAL N'EST QUE SUPERFICIEL

Telles sont les vues humanitaires de personnages bien désintéressés, mais qui chérissent la France.

Les temps ont-ils changé ? Faut-il désespérer de revoir une nuit du 4 août, même un 14 juillet pacifique et légal ?

Des pessimistes le pensent. Nous ne nous résignons pas à partager leur opinion. Tel est aussi le sentiment moscovite.

« Dans une république, quand l'exemple de la corruption part d'en haut et se répand en bas, tout est perdu. » (Montesquieu, liv. V, chap. II.)

On a raison de citer comme l'expression d'une

éternelle vérité, ces paroles du grand écrivain; nous voulons croire qu'on a tort de les appliquer à la France d'aujourd'hui.

La France n'est pas gangrenée dans ses couches profondes, comme l'écume qui a remonté à la surface.

Le même Montesquieu dit ailleurs : « Dans une république, il est rare que la corruption commence par le peuple. » (Liv. V, ch. II.)

Le peuple français, la classe des travailleurs, petits bourgeois et prolétaires, est foncièrement honnête, intègre, comme l'est aussi le peuple russe, comme le sont tous les grands peuples.

La vermine n'est jamais que superficielle. Un solide nettoyage suffit à la faire disparaître.

De même, il serait bien aisé de supprimer les causes démoralisatrices, d'enlever les ombüches perfidement placées sous les pas du citoyen confiant; par exemple, n'en déplaise aux sportsmen à courte vue, ce funeste jeu de courses dont le résultat le plus triste n'est pas de ruiner les petits ménages. Dans le même ordre d'inventions diaboliques, se place certaine littérature dont les produits quotidiens ne dessèchent pas seulement le cerveau,

le salissent. Comment voulez-vous qu'un pauvre joueur, d'autant plus enragé que mille fois pour une il ignore totalement le turf, ou qu'un amateur élégant de nouvelles décolletées, songe aux affaires du pays? La cote, le résultat des courses, les alléchants journaux fin de siècle : c'est bien plus à la mode, bien plus drôle.

Mais qui a fait cette mode...?

Heureuse Russie qui n'a pas les oreilles assourdies, les yeux et le cœur souillés, et qui n'en possède pas moins d'excellents chevaux, des hommes fort spirituels...

O fortunatos nimium sua si bona norint...

Pourquoi n'aurions-nous pas ce bonheur?

Pourquoi, sur ce sol gaulois que l'étranger menace, de plus nobles soucis n'empliraient-ils pas les esprits?

Pourquoi donc, à l'appel des braves gens comme il s'en trouve en si grand nombre dans les milieux éclairés, ne verrions-nous pas l'union se faire avec les autres braves gens qui forment la masse de la nation?

L'histoire n'est qu'un *recommencement*, a dit

quelqu'un ; or, méditez ce qu'un biographe de Sieyès (Chapuy-Montlaville, 1839) écrivait de l'accueil fait au petit pamphlet qui sonna le glas de la première Révolution :

« L'impression fut profonde. Les citoyens le commentaient, l'exaltaient. On s'abordait en se disant : « Avez-vous lu Sieyès ? Eh bien ! c'est ce que vous pensez ! C'est admirable, révélateur ! C'est ce que je pense, ce que nous pensons tous... »

« Deux, trois, quatre éditions ne suffirent pas ; on le demanda de toutes parts, trente mille exemplaires furent lus chacun par cent personnes. Plusieurs eurent les honneurs d'une lecture publique ; on s'assemblait pour écouter cette parole. On en était avide. Elle traduisait si bien ce que chacun sentait en soi, que d'aucuns, en vérité, s'en croyaient les auteurs. Sieyès avait touché la fibre chez tous ; il était arrivé tout-à-coup à la vérité pure ; d'un revers de sa main, il avait brisé le bois-seau. Ce pamphlet a été lu ou entendu, en quelques semaines, sans exagération, par plusieurs millions d'hommes. »

Et que disait Sieyès ?

« 1° Qu'est-ce que le Tiers-État ? — Tout.

» 2° Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? — Rien.

» 3° Que demande-t-il ? — A être quelque chose. »

De nos jours ces questions se transforment de la manière suivante :

1° Qu'est-ce que la classe des Travailleurs ? — Tout.

2° Qu'a-t-elle dans la répartition des produits du Travail ? — Rien.

3° Que demande-t-elle ? — A avoir quelque chose.

LE PAMPHLET DE SIEYÈS

C'est une mine bien précieuse, ce pamphlet qui fit l'admiration de nos pères. Il y a beau temps que les fils ne lisent plus cette prose-là.

Sieyès? qu'est-ce que c'est que ce monsieur? Encore un qui n'a pas sa statue, pas plus que Colbert...

Ne craignons pas de fouiller d'une main peut-être indiscreète dans ce document historique; il est de par le monde des politiciens qui, pour avoir appris quelque chose, ont tout oublié; ce sera donc plaisant de les mettre face à face avec les vraies

doctrines de la Révolution qu'ils célèbrent chaque jour.

Choisissons au hasard; glanons.

Nous sommes toujours l'écho d'entretiens suggestifs avec des penseurs russes. En somme, cette brochure est une œuvre impersonnelle. De là sa vraie valeur.

Sieyès dit :

« A-t-on remarqué que, dès que le gouvernement devient le patrimoine d'une classe particulière, il s'enfle bientôt hors de toute mesure, les places s'y créent, non pour le besoin des gouvernés, mais pour celui des gouvernants? »

Vrai après comme avant 1789 (1).

Autres questions insidieuses :

« Quelle société que celle où le travail fait déroger? où il est honorable de consommer et humili-

(1) « Etudions de près les origines de la formule anarchiste : « Pas de gouvernement du tout! » et nous serons conduits à dire : « Le moins de gouvernement possible. » (Laisant, *L'Anarchie bourgeoise*. Paris, 1887, Marpon et Flammarion.)

liant de produire, où les professions pénibles sont dites *viles*, comme s'il pouvait y avoir autre chose de vil que le vice, et comme si c'était dans les classes laborieuses qu'il y a le plus de cette vileté, la seule réelle!

» ... Dans toutes les affaires qui surviennent entre un privilégié et un homme du peuple, celui-ci n'est-il pas assuré d'être impunément opprimé, précisément parce qu'il faut recourir, s'il ose demander justice, à des privilégiés?...

» ... Pourquoi les suppôts de la police et de la justice n'exercent-ils qu'en tremblant leurs fonctions envers le privilégié, envers celui-là même qui est pris en flagrant délit, tandis qu'ils traitent avec tant de brutalité le pauvre qui n'est encore qu'accusé?

» ... Pourquoi les privilégiés, après les crimes les plus horribles, échappent-ils presque toujours à la peine, et dérobe-t-on ainsi à l'ordre public les exemples les plus efficaces? »

On croirait que ces lignes furent écrites hier.

Mettez en parallèle l'amusant crayon que voici :

« L'égalité de M. de Rothschild et d'un chiffonnier me paraît l'une des bonnes plaisanteries de

notre fiction gouvernementale. Relativement à leur avoir, l'un paye au moins *mille* d'impôts (c'est le chiffonnier) contre l'autre *un* (c'est M. de Rothschild); le fils de l'un servira cinq ans dans l'armée et sera envoyé au Tonkin — heureux s'il en revient; — le fils de l'autre servira un an, moyennant la somme modeste de 4,500 francs, aura équipages, domestiques et logement en ville, daignera parfois inviter à dîner son colonel. Si, d'après ces seules indications, le chiffonnier n'est pas bien convaincu qu'il est l'égal du fameux banquier, je l'engage à lui chercher chicane et à se présenter devant les tribunaux pour s'en assurer; il y a des juges à Paris, et ils se chargeront de montrer à ce manant ce qu'est l'égalité devant la loi (1). »

Revenons à Sieyès.

« Je sais qu'il est des individus, en trop grand nombre, que les infirmités, l'incapacité, une paralysie incurable, ou le torrent des mauvaises mœurs rendent étrangers aux travaux de la société. L'exception et l'abus sont partout à côté de la règle, et

(1) Laisant, ouvr. cité.

surtout dans un vaste empire. Mais l'on conviendra que moins il y a de ces abus, mieux l'Etat passe pour être ordonné. Le plus mal ordonné de tous serait celui où non seulement des particuliers isolés, mais une classe entière de citoyens mettrait sa gloire à rester immobile au milieu du mouvement général, et saurait *consumer la meilleure part du produit, sans avoir concouru en rien à le faire naître*. Une telle classe est assurément étrangère à la nation par sa *fainéantise*. »

C'est cependant toujours exact. Comme dit l'adage vulgaire : Plus ça change, plus c'est la même chose.

Voyez maintenant dans son berceau la bourgeoisie actuelle :

« On sait combien les hommes, en général, sont faciles à se plier à toutes les habitudes qui peuvent leur devenir utiles. Ils s'occupent constamment d'améliorer leur sort; et, lorsque l'industrie personnelle ne peut avancer par les voies honnêtes, elle se jette dans de fausses routes... Parmi nous, la classe la plus habile du Tiers-Etat est forcée, pour obtenir son nécessaire, de s'exercer à la flat-terrie et de se vouer aux services des hommes puis-

sants... Cette malheureuse partie de la nation en est venue à former comme une grande antichambre, où sans cesse occupée de ce que disent ou font ses maîtres, elle est toujours prête à tout sacrifier aux fruits qu'elle se promet du bonheur de plaire. A voir de pareilles mœurs, comment ne pas craindre que les qualités les plus propres à la défense de l'intérêt national ne soient prostituées à celle des préjugés, chez ces hommes qui, nés avec beaucoup d'esprit et peu d'âme, sont aussi avides de fortune, de pouvoir et des caresses des grands, qu'incapables de sentir le prix de la liberté.»

Le prix de la liberté? Connaissons pas. Parlez-nous du cours de la rente.

Mais pénétrons dans le sanctuaire des lois, — le temple où elles se fabriquent. Quelle idée s'en faisaient nos excellents grands-pères?

« Attachons-nous à comprendre clairement quel est l'*objet* ou le *but* de l'assemblée représentative d'une nation; cet *objet* ne peut pas être différent de celui que se proposerait la nation elle-même, si elle pouvait se réunir et conférer dans le même lieu.

» Qu'est-ce que la volonté d'une nation? C'est le résultat des volontés individuelles, comme la nation est l'assemblage des individus. Il est impossible de concevoir une association légitime qui n'ait pas pour objet la sécurité commune, la liberté commune, enfin la chose publique. Sans doute chaque particulier se propose, en outre, des fins particulières; il se dit: A l'abri de la sécurité commune, je me livrerai tranquillement à mes projets personnels, je suivrai ma félicité comme je l'entendrai, assuré de ne rencontrer de bornes légales à mes désirs que celles que la société me prescrira pour l'intérêt commun, auquel j'ai part, et avec lequel mon intérêt particulier a fait une alliance si utile.

» Mais conçoit-on qu'il puisse y avoir dans l'assemblée générale un membre assez insensé pour oser tenir ce langage: « Vous voilà réunis, non pour délibérer sur nos affaires communes, mais pour vous occuper des miennes en particulier, et de celles d'une petite coterie que j'ai formée avec quelques-uns d'entre vous? »

Naïf abbé! Ces choses-là ne se disent pas, elles se sifflent.

Sieyès formulait aussi des conseils prophétiques sur l'organisation de la représentation nationale ; il ne voulait pas que les députés fussent immédiatement et indéfiniment rééligibles ; ou alors, disait-il, ce serait créer une petite oligarchie d'individus et de familles qui monopoliserait à son profit le gouvernement de la France... Cette crainte était-elle assez fondée ?

« Ce serait bien mal connaître les hommes, que de lier la destinée des sociétés à des efforts de vertu. (Oh ! oui.) Il faut que dans la décadence même des mœurs publiques, lorsque l'égoïsme paraît gouverner toutes les âmes, l'assemblée d'une nation soit tellement constituée, que les intérêts particuliers y restent isolés, et que le vœu de la pluralité y soit toujours conforme au bien général.

» ... Remarquons dans le cœur des hommes trois espèces d'intérêt : 1^o celui par lequel les citoyens se ressemblent ; il présente la juste étendue de l'intérêt commun ; 2^o celui par lequel un individu s'allie à quelques autres seulement ; c'est l'intérêt de corps ; et enfin, 3^o celui par lequel chacun s'isole, ne songeant qu'à soi ; c'est l'intérêt personnel.

» L'intérêt par lequel un homme s'accorde avec tous ses coassociés est évidemment l'*objet* de la volonté de tous, et celui de l'assemblée commune.

» Chaque votant peut apporter à l'assemblée ses deux autres intérêts ; soit. Mais d'abord, l'intérêt personnel n'est point à craindre ; il est isolé. Chacun a le sien. Sa diversité est son véritable remède.

» La grande difficulté vient donc de l'intérêt par lequel un citoyen s'accorde avec quelques autres seulement. Celui-ci permet de se concerter, de se lier ; par lui se combinent les projets dangereux pour la communauté ; par lui se forment les ennemis publics les plus redoutables. L'histoire est pleine de cette triste vérité.

» Qu'on ne soit donc pas étonné si l'ordre social exige avec tant de rigueur de ne point laisser les simples citoyens se disposer en *corporations*, s'il exige même que les *mandataires du pouvoir public*, qui seuls, par la nécessité des choses, doivent former de véritables *corps*, renoncent, tant que dure leur emploi, à être élus pour la représentation législative.

» Ainsi, et non autrement, l'intérêt commun est assuré de dominer les intérêts particuliers.

» A ces seules conditions, nous pouvons nous rendre raison de la possibilité de fonder les associations humaines sur l'avantage général des associés, et par conséquent nous expliquer la *légitimité* des sociétés politiques.

» Ainsi, et non autrement, on arrive à la solution de notre problème, et l'on s'explique comment, *dans une assemblée nationale, les intérêts particuliers doivent rester isolés, et le vœu de la pluralité doit y être toujours conforme au bien général.*

» En méditant ces principes, on sent avec force la nécessité de constituer l'assemblée représentative sur un plan qui ne lui permette pas de se former un esprit de corps, et de dégénérer en aristocratie. De là ces maximes fondamentales, que le corps des représentants doit être *régénéré* par tiers *tous les ans*; que les députés qui finissent leur temps *ne doivent être de nouveau éligibles* qu'après un intervalle suffisant pour laisser au plus grand nombre possible de citoyens la facilité de prendre part à la chose publique, qui ne serait plus si elle pouvait être regardée comme la chose propre à un certain nombre de familles, etc., etc.

» ... Le mandataire du pouvoir actif ne doit être ni électeur, ni éligible pour la représentation législative... Il ne cesse pas, pour cela, d'être un vrai citoyen; il l'est, comme tous les autres, par ses droits individuels; et les fonctions nécessaires et honorables qui le distinguent, loin de détruire en lui le civisme, sont au contraire établies pour en servir les droits.

» ... Je sais que de pareils principes vont paraître *extravagans* à la plupart des lecteurs. La vérité doit paraître aussi étrange au préjugé, que celui-ci peut l'être pour la vérité. Tout est relatif. Que mes principes soient certains, que mes conséquences soient bien déduites, il me suffit. »

Sieyès ajoutait :

« Au moins, dira-t-on, ce sont là des choses absolument *impraticables* par le temps qui court. »

Quelques mois plus tard, en cette même année 1789, ces choses *impraticables* devenaient des réalités. Malheureusement, les maximes posées à cette époque furent transgressées plus tard; de là vint que la démocratie ne s'améliora guère. « La véritable démocratie est impossible chez un peuple

nombreux, mais la fausse démocratie n'est, hélas ! que trop possible ; elle réside dans une caste qui prétend avoir par droit de naissance, ou à tout autre titre aussi ridicule et aussi indépendant de la procuration des peuples, les pouvoirs que le corps des citoyens exercerait dans une véritable démocratie. »

Dans la phrase suivante, remplacez le mot « monarchique » par le mot « républicain », et vous verrez qu'elle prend tout de suite un air de nouveauté :

« Elle est, cette fausse démocratie, avec tous les maux qu'elle traîne à sa suite, dans un pays que l'on dit, que l'on croit monarchique, mais où une caste privilégiée s'est attribué le monopole du gouvernement, des pouvoirs et de toutes les places. C'est là cette *démocratie féodale* que vous avez à redouter... »

Démocratie féodale, féodalité aristocratique ou bourgeoise ; c'est tout un.

Elle était, en 1789, fondée sur la naissance ; en 1889, elle est fondée sur l'argent.

Seulement, avant 1789, cette féodalité aristocratique était inscrite dans la loi ; elle menait tout

« Otez de nos annales quelques années de Louis XI, de Richelieu, et quelques momens de Louis XIV, où l'on ne voit que despotisme tout pur, vous croirez lire l'histoire d'une arisocratie *aulique*. C'est la cour qui a régné et non le monarque. C'est la cour qui fait et défait, qui appelle et renvoie les ministres, qui crée et distribue les places, etc.

» ... Aussi le peuple s'est-il accoutumé à séparer, dans ses murmures, le monarque des moteurs du pouvoir. Il a toujours regardé le roi comme un homme si sûrement trompé, et tellement sans défense au milieu d'une cour active et toute-puissante, qu'il n'a jamais pensé à lui imputer tout le mal qui s'est fait sous son nom. »

En 1889, la féodalité financière n'est reconnue par aucun code ; bien au contraire. Elle n'en est pas moins souveraine maîtresse. Qu'a gagné le peuple à ce changement ? L'illusion de l'égalité, de la liberté, de la fraternité ; des droits théoriques, platoniques, et pas grand'chose de plus. Est-ce pour si peu qu'a été faite la Révolution ? Les questions de justice sociale, d'équitable répartition du bien-être, y ont-elles été étrangères ? Non.

Du moins on le croit en Russie ; nous ne faisons

que traduire la pensée des Russes qui aiment la France et la voudraient heureuse...

Un mot encore.

Sieyès a demandé que chaque ordre de l'État eût des représentants pris dans son propre sein ; en d'autres termes, que le Tiers ne pût être représenté par des membres du clergé et de la noblesse. C'est ainsi, en effet, qu'aux États-Généraux de 1789, le tiers-état formait à lui tout seul la majorité de l'Assemblée. Aujourd'hui, les Ordres ont disparu ainsi que les anciens privilèges ; l'égalité politique a été proclamée, et cependant combien la classe des travailleurs, celle des citoyens *qui produisent*, c'est-à-dire la vraie nation, compte-t-elle de représentants au Parlement ?

La pratique s'éloigne fort de la théorie ; les privilèges de l'ancien régime monarchique ont fait place à des inégalités nouvelles et d'autant plus choquantes qu'elles ne sont pas inscrites dans la loi ; l'étiquette a été changée, voilà tout.

Car, dans le fait, l'aristocratie de la naissance, qui avait au moins les mains propres, a été remplacée par l'aristocratie financière, qui les a presque

toujours sales..., qui même n'est pas exempte d'un certain esprit de cosmopolitisme absolument contraire à l'idée de Patrie...

Nous arrivons à la thèse de M. Drumont, le Français le plus estimé, le plus admiré, le plus applaudi dans la société russe.

XIII

LA PATRIE POUR LE NIHILISTE ET POUR L'ANARCHISTE

Dans le parallèle que nous traçons de l'anarchisme et du nihilisme, nous avons à dessein omis un trait saillant, caractéristique : il s'est trouvé des anarchistes pour crier : A bas la patrie ! A bas les frontières ! Jamais il n'est venu à l'idée d'un nihiliste de pousser le même cri sacrilège : A bas la Russie !

Les socialistes russes ont — ou avaient — pour leur pays un amour profond. On peut même dire que chez eux la passion du bien public était poussée trop loin, puisqu'elle leur détraquait la cervelle. Mais tous leurs actes, voire leurs crimes, avaient

pour objectif la grandeur de la « Sainte Russie ».

Il y a plus : c'est peut-être dans leurs rangs que l'on trouve le plus grand nombre de *chauvins*. On n'a pas peur en Russie, peur de rien, même de l'Allemagne; on y pense qu'ayant fait reculer le grand Napoléon, l'aigle impériale moscovite n'a pas à redouter le drapeau des Hohenzollern.

Si cette règle souffre des exceptions, ce n'est pas, à notre connaissance, parmi les plus ardents champions du libéralisme.

Il sera sans doute intéressant de résumer ici différents entretiens que le hasard des voyages nous a permis d'avoir avec plusieurs d'entre eux :

« Nous serons peut-être, disaient-ils, surpris dans les premières batailles, par un ennemi plus vite mobilisé et concentré, mais toujours nous aurons derrière nous des espaces sans limites pour parer aux coups du sort; nous lutterons jusqu'à notre dernier homme et notre dernier kopek. »

Vainement vous répliquez; jugeant les choses avec plus de sang-froid :

« Prenez bien garde ! Le plan des coalisés n'est pas de poursuivre indéfiniment vos armées vain-

cues (si elles le sont, comme vous l'admettez volontiers) dans les premiers grands chocs et battant en retraite. Les alliés auront pour tactique de se fortifier sur le terrain conquis, d'où il sera presque impossible de les déloger. Ainsi l'immensité des distances ne serait pas pour les généraux russes l'auxiliaire sur lequel ils comptent. La guerre de Crimée est une image de la guerre future : l'insuccès primitif du siège de Sébastopol a fait le succès de la campagne. La place eût été prise dans les premiers mois, l'assaut du 8 juin eût réussi, et le théâtre des hostilités se trouvait transporté bien loin dans l'intérieur : c'était alors une réédition de la guerre de 1812, avec la probabilité des mêmes conséquences. Au lieu de cela, toutes les forces vives de l'Empire sont venues s'user *par paquets* au fond de la Crimée, et la longueur des parcours, jointe au mauvais état des routes, a tourné au désavantage de la Russie. Ainsi arriverait-il encore dans une guerre russo-allemande : les Prussiens se fortifiant dans les provinces baltiques et en Pologne, les retours offensifs des armées russes se heurteraient à des camps retranchés, s'épuiseraient en d'interminables sièges. »

Ces considérations n'ébranlent pas du tout la confiance de ces bons patriotes qui ne croient à la nécessité d'aucune alliance pour la Russie, — voire l'alliance française; et leur réponse, bien qu'un peu spéceieuse, ne saurait être contredite. La voici :

« De toutes les puissances européennes, la Russie seule peut vivre très longtemps — un siècle, s'il le faut — dans l'état de guerre, parce qu'elle ne possède pas encore une importante industrie, qu'elle est un peuple agriculteur et que les immenses réserves de la Sibérie l'assurent d'avoir toujours un peu de pain. Du pain noir et de l'eau claire, c'est tout ce qu'il faut au soldat russe pour accomplir des prodiges. L'Allemagne, au contraire, l'Autriche ne supporteraient pas deux ans les charges d'une mobilisation générale, sans être ruinées de fond en comble et littéralement affamées; oh! alors, ce serait la vraie guerre, celle que nous comprenons, où l'on fait tuer la moitié de son armée pour rester maître du terrain avec l'autre moitié; et finalement ces orgueilleux Prussiens imploreraient de nous la paix, subiraient toutes nos conditions. »

Ainsi s'expriment des nihilistes.

Telles sont aussi les idées qui hantent l'immense

majorité des Russes, même les plus pacifiques; elles se réveillent brusquement et jaillissent comme par explosion, au milieu de la conversation la plus calme, dès que vous mettez en doute la toute-puissance, l'invincibilité du colosse du Nord.

Ces sentiments chevaleresques se rencontrent aussi bien dans la société civile que dans l'armée active, cette autre « grande muette »; ainsi, parmi les Russes, les uns se feront hacher, parce que c'est leur métier, sans ostentation, sans forfanterie; les autres, — la masse de la nation — se condamneront au pain noir à perpétuité, pour sauver la patrie. Voilà une race! A telle enseigne qu'avec de pareils hommes, fussent-ils nihilistes, prêcher la *nécessité* d'une alliance politique quelconque, c'est perdre absolument son temps et ses discours. L'utilité d'une action commune, dans certaines éventualités, nos très loyaux amis la reconnaissent volontiers; sa *nécessité*, jamais.

Concluons: l'étude du nihilisme nous conduit fort loin des théories de certains anarchistes, si loin qu'on peut se demander si cette extraordinaire divergence de vues sur un point tellement capital

ne cache pas un mystère...; d'autant mieux qu'en Allemagne une telle divergence ne se manifeste pas. Il n'y a qu'une voix, dans la patrie du maréchal de Moltke et de Frédéric le Grand, pour proclamer que tout le monde, sans exception aucune, y fera son devoir au jour du péril *national*, c'est-à-dire, suivant l'aimable expression du prince de Bismarck, réduira Français et Russes en *chair à pâté*.

Quoiqu'il en soit, ne cherchons pas à approfondir. Mieux vaut, à notre sens, dans cette étude de *faits* que chacun appréciera à sa manière, nous abstenir de conjectures. Abordons plutôt le problème par une autre face, et toujours en observateur qui cherche à juger une époque.

XIV

ÉNIGMES POLITIQUES

Sait-on ce qui caractérise tout particulièrement cette fin de siècle si fertile en surprises ?

C'est que sur le terrain de la politique étrangère, une série d'obstacles a été placée, et continue à être placée, en travers du chemin de deux peuples qui désirent s'allier en vue du maintien de la paix européenne.

Qui a semé, qui sème ces multiples embûches ?

Ici nous devons, bien qu'ils paraissent à première vue sortir de notre cadre, énumérer des incidents d'ordre diplomatique dont l'importance n'échap-

pera à personne. Ces incidents, qu'on ne peut nier, forment un ensemble documentaire qu'il est utile de consulter pour apprécier sainement les troubles de l'heure présente.

Au mois de juillet dernier, une escadre française s'est rendue dans les eaux russes de la Baltique, à Cronstadt.

Quelques mois auparavant, l'ambassadeur de France qui avait préparé cette visite, M. Lefebvre de Laboulaye, fut rappelé *sur sa demande*, mais à son grand chagrin, pour un motif futile que nous ferons connaître, si on le désire.

Toujours impassible, toujours muet comme un Sphinx, sans communiquer son projet à âme qui vive, même au grand-amiral, son propre frère le grand-duc Alexis, l'Empereur Alexandre III alla de sa personne au devant de l'amiral Gervais, et suivi de sa famille, de ses ministres, de sa Cour, monta sur le pont du *Marengo*, où il fit jouer et entendit, tête découverte, la *Marseillaise*!

Quelques jours plus tard, à Péterhof, à des ouvertures discrètes concernant l'entente si nécessaire à l'équilibre européen, il fut répondu de Paris

par l'offre d'un traité d'alliance défensive... contre la Chine!

Au mois d'octobre suivant, un emprunt russe fut émis sur le marché parisien. La maison Rothschild crut devoir s'en *désintéresser*. L'emprunt échoua.

Quelques semaines après, à la fin de novembre, le ministre russe des Affaires étrangères, M. de Giers, vint rendre visite à l'Élysée et au quai d'Orsay. Ce voyage était le troisième qu'un Chancelier de Russie fit à Paris, *depuis que la Russie existe*. C'est assez dire qu'il avait un objet tout autre que de visiter nos boulevards. M. de Giers échoua. Prenant congé des ministres français qu'on croit indispensables à l'alliance franco-russe, et questionné aimablement sur la date prochaine de son retour, ce vieillard de 71 ans répondit non moins aimablement :

« Je n'étais pas venu à Paris depuis trente-quatre ans ; si dans trente-quatre ans je suis encore de ce monde, nous verrons... » (1)

(1) Paroles prononcées au déjeuner qui eut lieu à l'ambassade de Russie le jour du départ de M. de Giers.

Pendant ce déjeuner le ministre russe n'adressa pas la parole aux ministres français.

Et maintenant, y a-t-il un traité? C'est le cri qui s'échappe de toutes les poitrines, dans le pays de Jeanne d'Arc comme chez nos amis du Nord. Lisez ces quelques pages, récemment adressées de Pétersbourg à un journal parisien (la *France nouvelle*) :

Saint-Pétersbourg, 19 mars 1892.

« Il se produit en ce moment, aussi bien dans l'opinion publique que dans la presse et les sphères officielles, une réaction dont nous avons signalé les premiers symptômes au lendemain de Cronstadt.

» Les démonstrations tumultueuses d'affection réciproque dont les Russes et les Français ont récemment donné le spectacle à l'Europe ébahie, font place aujourd'hui à des réflexions plus sensées, plus vraies surtout, parce qu'elles ont pour pierre de touche les intérêts positifs des deux nations.

» Faire enrager les Allemands n'est pas un plaisir vulgaire, nous l'avouons franchement, et Français et Russes s'en sont donné à cœur-joie. Mais cette distraction, tout agréable qu'elle soit, doit

avoir un but sérieux et pratique qu'on a eu, ce nous semble, le tort de trop négliger.

» En réalité, les grands problèmes intérieurs et extérieurs que la France et la Russie avaient à résoudre avant Cronstadt, sont restés les mêmes. Rien n'a été fait pour en faciliter la solution, et cela se conçoit, car si les Russes et les Français nourrissent à l'égard des Allemands des sentiments absolument dépourvus de cordialité, on est bien obligé de reconnaître que l'entente entre la Russie et la France deviendrait problématique le jour où l'une de ces puissances voudrait, en ce qui la concerne, poursuivre le but intéressé qui dicte ses aspirations nationales.

» Si la restitution de l'Alsace-Lorraine est au premier plan des revendications françaises, on ne saurait nier que la Russie, fidèle à ses traditions historiques, ne peut avoir qu'un objectif : les clés de la mer Noire avec Constantinople comme point d'appui.

» Que la question d'Alsace-Lorraine intéresse peu la Russie, c'est incontestable. Mais il est douteux que la France abdique sans scrupule l'ancienne devise du *Gesta Dei per Francos* qui marque

bien sa prépondérance en Orient, et laisse la Russie prendre tranquillement la clef des Dardanelles.

» Le monde officiel russe confirme très bien l'impossibilité d'une solution. C'est pourquoi la croyance en un traité d'alliance offensive et défensive, a ici très peu de partisans. Un traité défensif peut avoir été conclu; cela, en somme, n'engage à rien. Au dernier moment, après l'incident qui aura allumé la guerre, chacun des alliés pourra discuter les causes qui l'ont amenée, et, au gré de ses intérêts, blâmer ou approuver l'action entamée par l'autre.

» Un traité offensif, ouvertement dénoncé aux Chambres françaises, aurait eu une toute autre portée. Il aurait indiqué un accord parfait, qui n'existe pas, entre la France et la Russie, sur chacun des points diamétralement opposés qui sont en quelque sorte le pivot de la politique de ces deux puissances.

» ... Au fond, quel changement important les démonstrations des deux peuples ont-elles amené dans la politique générale? Aucun. Chacune des puissances garde sa position, qui est une faiblesse.

» Que demain, le gouvernement allemand offre

spontanément à la France de lui rendre ses deux provinces, il est certain que pas une baïonnette française ne s'opposera à l'envahissement des provinces baltiques. Qu'il offre, au contraire, à la Russie de lui céder le grand-duché de Posen et de lui laisser carte blanche en Orient, il est douteux qu'un seul Cosaque soit mobilisé pour venir au secours de la France envahie.

» ... Telle est en peu de mots l'opinion dominante. Il était bon de la signaler, parce que, si pour beaucoup les manifestations populaires ont quelque valeur, pour ceux qui pensent et qui raisonnent, elles ne sont que la brise qui agite les cimes feuillues de la forêt, sans les mettre pour cela à l'abri de la grêle et de la foudre. »

Seconde lettre russe :

Saint-Pétersbourg, 7 avril 1892.

« La réalité d'une alliance franco-russe fait toujours ici l'objet de commentaires aussi passionnés que contradictoires. La Triplice s'étant affirmée au plein jour, les adversaires et les partisans de cette alliance, destinée à lui servir de contre-poids, ne

comprennent pas pourquoi on s'obstine à la tenir dans l'ombre, si réellement elle existe.

» La vérité pour beaucoup est que, si les deux peuples sont en parfaite communion d'idées, il n'en est pas de même des fonctionnaires, qui tiennent les ficelles de la politique. Il y a longtemps que ces fonctionnaires dont la montre s'est arrêtée pour les uns au lendemain du traité de Berlin, pour les autres à l'heure précise du traité de Francfort, auraient dû disparaître de la scène politique et passer la main à des successeurs en harmonie avec l'esprit du jour.

» En thèse générale, on peut affirmer que tous les chefs de mission dont la nomination remonte au ministère de M. Jules Ferry, sont des opportunistes militants; or, l'opportunisme a de tous temps été l'adversaire le plus redoutable d'une alliance entre la Russie et la France. »

Tout ceci, hélas! n'est que trop vrai; des Russes qui savent ces choses, pourront nous les conter un jour dans une publication spéciale.

Ils pourront faire voir, pièces en main, qu'un pouvoir mystérieux, occulte, irresponsable, règne

dans les hautes sphères de notre diplomatie, et non pas seulement dans les sphères diplomatiques: il faut dire dans toutes les branches possibles de l'administration. C'est comme si nous étions, tous tant que nous sommes, mortels inintelligents, sous l'influence d'un génie malfaisant, mais d'ordre supérieur, qui nous suggérerait fautes sur fautes.

Consignons encore quelques-uns de ces jolis exploits:

En 1885, la France était représentée à Saint-Petersbourg par un ambassadeur, le général Appert, qui jouissait d'une particulière faveur auprès du souverain. Brusquement il fut rappelé, si bien que l'empereur, outré, refusa en termes assez vifs d'agrèer son successeur éventuel; l'ambassade resta vacante environ neuf mois. L'occasion était belle pour l'Allemagne; heureusement le vieux Guillaume I^{er} voulait mourir tranquille.

En 1892, la France possède à Pétersbourg un attaché militaire qui a su, depuis dix ans de séjour en Russie, s'y faire une situation tout à l'avantage de son pays; au point que l'an dernier la *Gazette de Cologne* tonnait contre « le major Moulin, considéré par les officiers russes comme un des leurs ».

Cela ne pouvait durer ainsi. On va donc le rappeler pour lui donner d'office, à Castres ou à Tarbes, un commandement que sollicite vainement, depuis un temps immémorial, M. le général Brugère.

En 1886 — au commencement de l'hiver qui précéda l'incident Schnœbelé — arrive au quai d'Orsay un ministre patriote : savez-vous ce qu'il y trouva ? Ici cédon la plume à un autre diplomate, délégué aux Affaires étrangères sous le gouvernement de la Défense nationale, le comte de Chaudordy (1) :

» Au moment de l'entrée de M. Flourens au ministère des Affaires étrangères, écrivait M. de Chaudordy, lord Lyons venait aux réceptions hebdomadaires du ministre, mais il ne se prêtait à aucune conversation sur les difficultés existantes. Un ami fut prié de le questionner à ce sujet. *Avec la netteté et la loyauté qui étaient dans ses habitudes, l'ambassadeur d'Angleterre expliqua que son gouvernement jugeait inutile de causer à Paris de ses affaires avec la France, puisque celle-ci les avait entièrement confiées au gouvernement prussien.*

(1) *La France en 1889.*

» Cette réponse, communiquée à M. Flourens, ne fut pas pour lui une révélation. Il avoua qu'à son arrivée au ministère *on lui avait fait part de cette combinaison en essayant de lui en démontrer les avantages.* »

A ce moment même où M. de Moltke préparait une nouvelle invasion, des loges maçonniques françaises, au nombre de 363, sont consultées sur la question de savoir si l'Alsace-Lorraine doit toujours être revendiquée comme terre de France, ou s'il faut accepter le fait accompli. 320 et quelques répondent qu'il faut abandonner la Lorraine et l'Alsace. Pourquoi cette réponse et pourquoi la question ? D'où venait la question, d'où venait-elle ?

En 1889, une mission religieuse russe débarque à Sagallo, se rendant en Abyssinie. Un amiral français reçoit l'ordre de la bombarder, tue ou blesse des femmes et des enfants... Pourquoi ? Qui trompa le ministre français, M. Goblet, au point de lui arracher un ordre sanguinaire qui fit bondir d'indignation toute la Russie ?

Dans l'hiver de 1891, une disette affreuse éprouve la région du Volga; elle sévit sur une population de 30 millions d'âmes. Ce fut bien autre chose que les incendies d'Anvers ou les inondations de Murcie. Les États-Unis de l'Amérique du Nord s'émurent; ils envoyèrent des vaisseaux chargés de blés. Que fit la France? Rien. Cela quatre mois après Cronstadt. Pourquoi cette abstention — non du pays lui-même qui eût des deux mains donné ses réserves de céréales, — mais des indispensables organisateurs d'une pareille manifestation? Les voix isolées n'eurent pas d'écho. Pourquoi?

Arrêtons ici cette nomenclature de faits trop douloureux, que nous allons tâcher d'interpréter, toujours avec les lumières de libéraux russes.

Que l'éminent procureur du Saint-Synode, M. Pobédonotsef, si nos constatations lui tombent sous les yeux, veuille bien les méditer. Peut-être éprouvera-t-il ensuite une moindre répulsion pour la France républicaine, mais en définitive aryenne, chrétienne comme la Russie.

—XV

LA FINANCE JUIVE COSMOPOLITE

Il y aura bientôt dix-neuf siècles que le Christianisme a fait son apparition dans le monde.

Après des luttes terribles, d'épouvantables persécutions, il a fini par triompher; le paganisme a disparu de l'Europe, le Judaïsme s'est dispersé par toute la Terre. Durant une longue suite de générations, on peut dire que les Juifs, condamnés par le Christ, ont été les esclaves et le rebut des nations.

Adonnés au commerce et pratiquant l'usure (1),

(1) Extrait de l'Ancien-Testament, Deutéronome, chap. xxiii, versets 19 et 20 (Loi de Moïse) :

19. Vous ne prêterez à usure à votre frère ni de l'argent, ni du grain, ni quoi que ce soit;

20. Mais seulement aux étrangers.

« les Juifs, enrichis par leurs exactions, étaient pillés par les princes avec la même tyrannie : chose qui consolait les peuples et ne les soulageait pas. Ce qui se passa en Angleterre donne une idée de ce qu'on fit dans les autres pays. Le roi Jean ayant fait emprisonner les Juifs pour avoir leur bien, il y en eut peu qui n'eussent au moins quelque œil crevé... Un d'eux, à qui on arracha sept dents, une chaque jour, donna dix mille marcs d'argent à la huitième... Les rois, ne pouvant fouiller dans la bourse de leurs sujets, à cause de leurs privilèges, mettaient à la torture les Juifs, qu'on ne regardait pas comme citoyens.

» Enfin il s'introduisit une coutume qui confisqua tous les biens des Juifs qui embrassaient le christianisme ; bientôt après, on les fit brûler lorsqu'ils ne voulurent pas se convertir.

» Cependant on vit le commerce sortir du sein de la vexation et du désespoir. Les Juifs, proscrits tour à tour de chaque pays, trouvèrent le moyen de sauver leurs effets... Ils inventèrent les lettres de change : et par ce moyen le commerce put éluder la violence, et se maintenir partout ; le négociant le plus riche n'ayant que des biens invisibles,

qui pouvaient être envoyés partout, et ne laissaient de trace nulle part. » (1)

Les tortures infligées à la race sémitique — légitimement ou non, mais prédites par la Bible (2), — durèrent plus de mille ans.

(1) Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. XXI, chap. xx.

(2) A plusieurs reprises, dit la Bible, le Seigneur s'irrita contre son peuple, déclarant qu'il avait « la tête dure ».

Voici un aperçu des menaces qu'il lui fit faire par Moïse :
Verset 15. Si vous ne voulez point écouter la voix du Seigneur votre Dieu, et que vous ne gardiez et ne pratiquiez pas toutes ses ordonnances, toutes les malédictions fondront sur vous et vous accableront.

16. Vous serez maudits dans la ville et vous serez maudits dans les champs.

37. Vous serez plongés dans une extrême misère, le jouet et la fable de tous les peuples chez lesquels le Seigneur vous aura emmenés.

64. Le Seigneur vous dispersera parmi tous les peuples, d'une extrémité de la terre à l'autre...

65. Au milieu de ces peuples, vous ne trouverez aucun repos, et vous ne trouverez pas seulement où poser en paix la plante de votre pied. Car le Seigneur vous donnera un cœur agité de crainte; des yeux languissants, et une âme toute consumée par la douleur.

66. Votre vie sera comme en suspens devant vous; vous tremblerez nuit et jour, et vous ne croirez pas à votre vie.

67. Vous direz le matin : Qui me donnera de voir le soir ?

En 1789, changement à vue, — et c'est ce changement même que le vénérable chef de la religion orthodoxe ne pardonne pas à la France d'avoir inauguré.

La Révolution française proclama les Droits de l'homme; dans un but noble et généreux, elle accorda aux Israélites les droits de tous les citoyens. Les autres gouvernements, sauf celui de Russie, suivirent cet exemple.

On sait si le Judaïsme, en ce dix-neuvième siècle, a pu rattraper le temps et le terrain perdu, non au point de vue religieux, — quelque peu suranné, — mais dans le domaine de la finance et de la politique. Partout, sauf en Russie, tenant en main le *nerf de la guerre*, il a acquis une telle prépondérance qu'on pourrait sans se tromper beaucoup le déclarer *Maître absolu de la situation européenne*; s'il ne l'est pas en droit constitutionnel, peut-être l'est-il en fait; s'il ne règne pas ostensiblement, peut-être gouverne-t-il, par des moyens discrets, monar-

et le soir : Qui me donnera de voir le matin ? tant votre cœur sera saisi d'épouvante et tant la vue des choses qui se passeront devant vos yeux vous effraiera.

(Paroles de Moïse, *Deutéronome*, chap. xxviii.)

chies et républiques. En tout cas, il ne semble pas exagéré de dire, dans le langage des mathématiciens, qu'il représente un *Potentiel* énorme parmi les forces sociales qui vivifient et mettent en mouvement l'organisme de l'Humanité. Il est permis de croire que ce Potentiel dominant a peu à peu ramené à lui, plié sous lui, par douces raisons et persuasion aimable, d'autres forces moins énergiques, moins indépendantes, bien que parfois associées (la Franc-Maçonnerie, par exemple), pour leur imprimer sa propre direction et les faire concourir à la poursuite d'un but commun.

On peut même remarquer que les paroles du Christ, condamnant ses bourreaux à errer sur la terre *sans avoir de patrie*, ont donné à ceux-ci un caractère que tant de siècles de souffrances douèrent d'une trempe à l'épreuve de tous les succès : de telle sorte qu'au moment de leur émancipation, ils possédaient une arme qui a singulièrement facilité leur *revanche*.

Cette revanche, ils l'ont prise, et bien prise.

Nous n'apprécions pas, nous constatons, laissant aux historiens ou aux savants de l'avenir le soin de déterminer la progression *géométrique* dont les

termes rapidement croissants définissent les étapes d'une fortune partie de rien pour s'élever si vite à un chiffre formidable. Ces savants rappelleront à leurs contemporains le célèbre problème du jeu d'échecs; ils prouveront aussi qu'à partir d'un certain niveau, le moulin attire sous ses roues, sans travail ni effort, sur un simple signe du meunier, toute l'eau de la rivière.

Quelle doit donc être aujourd'hui, suivant la loi de nature, l'aspiration des anciens proscrits, devenus les maîtres?

Nous ne voulons pas croire que leur objectif soit, comme beaucoup l'affirment, de détruire les chrétiens qu'ils ont asservis, « de les faire battre entre eux » pour le simple plaisir de les diminuer encore; mais on peut à coup sûr leur prêter, comme à tout le genre humain, l'instinct de la conservation: devenus très puissants, très riches, grâce à leur admirable entente, ils désirent maintenir leur richesse et leur puissance.

Or, le Christianisme, sous la forme de l'Orthodoxie, n'a plus en Europe qu'un seul boulevard, la forteresse moscovite. Bien qu'entamée déjà — for-

tement entamée dans les hauteurs — elle résiste encore à l'assaut judaïque; elle riposte par un feu en règle.

Donc, rien d'étonnant si le Judaïsme inquiété dans son développement, maltraité même dans sa possession, essaye d'emporter cette citadelle gênante, et s'efforce d'associer à ce qu'il considère comme un acte de légitime défense toutes les forces vives dont il peut plus ou moins disposer.

Rien de surprenant non plus s'il cherche à grouper ces forces, — et, en première ligne, les haines de races et de classes sociales, ou les rivalités d'intérêts nationaux, — de manière à s'assurer le triomphe final: une victoire russe mettrait dans le plus grand péril ses positions conquises une à une depuis un siècle.

Enfin, rien que de naturel s'il fait fort habilement des efforts désespérés pour détacher la France catholique de la Russie orthodoxe. C'est bien dans la logique des choses. Il faut que les Russes soient terrassés.

Telle s'annonce la prochaine reprise d'un duel politico-religieux, auprès duquel toutes les que-

relles *entre nations chrétiennes* ne furent avant 89, c'est-à-dire avant la création de l'oligarchie financière cosmopolite, que litiges familiaux : litiges qui ont pu être très graves, et néanmoins dont l'importance relative doit se classer dans le deuxième ou le troisième ordre.

Il s'agit véritablement d'une *croisade contre la Russie*.

La vérité entière se trouve dans cette formule, qui donne la clef d'une foule d'énigmes inquiétantes et en apparence indéchiffrables.

Les sujets russes, même libéraux, même teintés de nihilisme, la comprennent très nettement et s'étonnent vivement de la grande « naïveté » des Français républicains. Le mot est d'eux.

Certes ils ne demandent point qu'on s'en prenne aux petits, aux malheureux, aux faibles, à ceux qui sont inoffensifs : car il y a des honnêtes gens partout. Mais ils ne peuvent comprendre qu'une soi-disant république tolère les agissements des grands et des puissants, surtout lorsque le malheur public est l'enjeu de la partie engagée, et ils se félicitent que leur gouvernement, soucieux des intérêts de la classe laborieuse, prenne des mesures pré-

servatrices pendant qu'il en est temps encore.

La religion, d'après eux, ne fait pas question (1) ; il s'agit d'une mesure de salut général. Une *nation anonyme* pénètre les autres nations sans se laisser pénétrer par elles : insignifiante comme nombre (en France elle ne compte pas plus de 80,000 membres), elle a acquis en moins de cent ans, dans la personne de quelques chefs, une telle puissance financière, et par là politique, qu'on peut la dire l'arbitre du monde.

Ce formidable syndicat, à cheval sur Paris, Vienne, Berlin, Londres, etc., est véritablement le

(1) Les Israélites de Russie possèdent des synagogues splendides et ne sont nullement gênés dans l'exercice de leur culte.

Nous reconnaissons qu'à d'autres points de vue ils sont placés hors du droit commun ; mais enfin les mesures prises le sont dans l'intérêt de la masse des habitants, pour la sauvegarde du prolétaire trop confiant — ouvrier et surtout paysan. On ne pourrait blâmer que les vexations inutiles, s'il s'en produisait.

Il faut reconnaître aussi que dans plus d'un village, tout ce que gagne le pauvre *moujik* passe au moyen de l'usure en des mains parfaitement chrétiennes. La langue russe a un mot spécial pour désigner les *judaisants*.

maître de la paix et de la guerre, en dedans comme en dehors de toutes les frontières.

Abuse-t-il de sa force pour drainer à outrance le fruit des sueurs chrétiennes ? Le fait est là, patent, indéniable : d'où viennent tant de milliards si vite entassés dans ses caisses ?

En abuse-t-il au point de souffler secrètement, à l'aide d'habiles auxiliaires, la guerre civile ou la guerre étrangère ?

Ici arrêtons-nous : ce crime ne nous est pas prouvé. Mais ajoutons bien vite que l'attitude générale des princes de la finance et leur ligne de conduite au point de vue du maintien de leur suprématie résultent simplement de la nature des choses, et cela doit suffire pour éveiller les craintes. On ne peut tolérer un Etat dans l'Etat, et moins encore au-dessus de l'Etat.

Nous émettons ce jugement au point de vue dogmatique, sans nous préoccuper de l'estime que méritent ou ne méritent pas tels ou tels personnages plus ou moins milliardaires ; nous comprenons très bien qu'on varie d'opinion sur le patriotisme des nababs en question ; et par exemple, il ne nous

surprend pas qu'un écrivain sincère, comme M. Dugué de la Fauconnerie, déclare « ne pas faire la guerre au baron Alphonse de Rothschild » ; nous lui concédons le droit de juger à sa manière des faits déterminés, et de penser que l'influence du Crésus moderne « s'est généralement exercée de la façon la plus heureuse pour la banque et pour le pays » ; mais où cet écrivain mérite l'approbation de tout homme qui raisonne, c'est quand il ajoute :

« Seulement je ne voudrais pas que cette influence puisse, faute de précautions de notre part, tomber du jour au lendemain entre les mains de gens qui, par leur origine et le souci de leurs propres affaires, pourraient être entraînés à se faire les défenseurs d'intérêts moins... français ! » (1).

(1) *Éclair* du 13 mai. — A propos du renouvellement du privilège de la Banque de France.

Nous devons mentionner ici les paroles prononcées par M. Littertale, directeur de la Banque d'Angleterre, au sujet d'un envoi d'or de 75 millions consenti par la Banque de France au moment de l'affaire Baring : « *Ce n'est pas à la France que nous devons ce service, c'est à l'influence de lord Rothschild ici présent et de sa famille en France.* »

On sait que M. Alphonse de Rothschild est régent de la Banque de France.

Toute la question est là, diplomatiquement présentée. Quand il s'agit, en 1872, de la libération du territoire, M. Thiers s'adressa au baron de Rothschild qui consentit à se charger de l'emprunt ; et l'emprunt réussit. Le compte des millions, des centaines de millions que valut au banquier juif cette opération patriotique, s'il a dans la pratique une grosse importance, apparaît comme secondaire sous le rapport sociologique. Le sociologue doit se demander : si les offres du gouvernement avaient été repoussées, que serait-il advenu ? Ce qui serait advenu ? L'emprunt n'eût pu se faire, il n'eût pas eu lieu, l'occupation allemande se serait prolongée. Or une telle conséquence est-elle, théoriquement au moins, tolérable ?

Inversement, si une puissance de la Triple-Alliance éprouve des besoins d'argent à la veille de graves événements, et si le baron de Rothschild a des raisons majeures — religieuses par exemple, — de lui ouvrir ses guichets, l'or français partira pour Vienne... Ceci encore ne peut se souffrir.

En matière si grave — puisqu'il s'agit du salut même de la patrie, — le passé, fût-il sans reproche, ne peut répondre de l'avenir. La prépotence

absolue, dans le domaine financier, est une institution que n'avaient certes pas rêvée les libéraux de 89. Et nous accordons volontiers à M. Pobédonotsef que la Russie n'a pas eu tort de fermer ses portes au courant des idées libérales, mais quelque peu naïves, de nos arrière-grands-pères, puisqu'elle a ainsi évité une domination peu réjouissante... D'autant moins tort que l'empire russe pouvait sembler une nouvelle *Terre promise*... A lui seul il renferme plus de juifs que tout le reste de l'univers (1) : ce qui fait qu'au rebours de ce qu'on voit en France, le conflit y est plus aigu, le danger plus grand en bas de l'échelle sociale.

(1) D'après des documents allemands joints à l'atlas de Justus Perthes (édition de 1889), la race sémitique ne compte de nos jours que sept millions de représentants sur toute la surface du globe. Cela fait à peine un demi pour cent de la population totale, évaluée à 1,500 millions d'êtres humains. A elle seule l'Europe renferme 6 millions et demi d'Israélites (1.9 pour cent), répartis à peu près de la manière suivante :

Allemagne	564.000	(1.2	pour 100).
Suisse	7.400	(0.3	—).
Autriche-Hongrie	1.644,000	(4.3	—).
Italie	38.000	(0.1	—).
France	50.000	(0.1	—).
Angleterre	50.000	(0.1	—).

On conçoit maintenant qu'il était impossible d'achever cette étude comparée du nihilisme russe et de l'anarchie cosmopolite, sans dire quelques mots de cet autre élément de trouble social, mille fois plus redoutable que la mélinite et la panclastite, qui fait sauter de temps à autre, non les maisons, mais les banques, si riches soient-elles, qui les paralyse souvent et les terrorise toujours, qui même a le pouvoir de faire échec aux gouvernements (1).

Hollande	82.000	(2.0	pour 100).
Belgique	3.000	(0.05	—).
Danemark.	4.000	(0.2	—).
Suède.	3.000	(0.04	—).
Roumanie.	400.000	(7.4	—).
Serbie.	3.500	(0.2	—).
Bulgarie.	18.500	(0.6	—).
Grèce.	6.000	(0.3	—).

Le total ci-dessus, complété par l'appoint des peuples non mentionnés dans cette liste, atteint 3 millions d'individus.

Les 3 millions et demi qui parfont le chiffre de 6 millions et demi se trouvent — ou se trouvaient — en Russie, et encore dans la Russie européenne, car l'empire tout entier renferme une population juive évaluée à 4 millions d'âmes.

(1) En juin 1887, peu de temps après l'incident Schnœbelé, une très importante lettre d'affaires fut adressée par le Comptoir d'Escompte de Paris à un Français de passage à Saint-Petersbourg. Elle se terminait par une phrase dont voici le sens exact, sinon les termes mêmes :

Nous en avons parlé en distinguant soigneusement ce qui est certain, évident comme la lumière du jour, de ce qui peut sembler conjectural et hypothétique.

C'est maintenant au lecteur à se faire une opinion sur la corrélation des causes qui contribuent dans leur ensemble à ce malaise général dont souffre l'Europe, et sur les remèdes capables de ramener le calme dans les esprits, le bien-être dans les chaudières.

Nous n'avons pas noirci un tableau déjà trop noir ; la chimère de l'égalité des biens n'a pas hanté notre cerveau, troublé notre jugement. Nous savons ce qu'en dit Montesquieu :

« Il est bien entendu au reste, et je vous prie de le dire expressément à Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances de Russie, qu'il n'entre pas dans les habitudes du Comptoir d'Escompte de se mettre en concurrence avec la maison de MM. de Rothschild, et qu'en conséquence si MM. de Rothschild ont eu ou doivent avoir des vues sur l'opération dont il s'agit, les propositions contenues dans la présente dépêche doivent être considérées comme nulles et non avenues. »

M. Deufert-Rochereau voyait juste...

« Lorsque la démocratie est fondée sur le commerce, il peut fort bien arriver que des particuliers y aient de grandes richesses, et que les mœurs n'y soient pas corrompues. C'est que l'esprit de commerce entraîne avec soi celui de frugalité, d'économie, de modération, de travail, de sagesse, de tranquillité, d'ordre et de règle. Ainsi, tandis que cet esprit subsiste, les richesses qu'il produit n'ont aucun mauvais effet ». (*Esprit des Lois*, liv. V, chap. vi).

Mais nous savons aussi ce qu'ajoute le grand penseur :

« Le mal arrive lorsque l'excès des richesses détruit cet esprit de commerce : on voit tout-à-coup naître les désordres de l'inégalité, qui ne s'étaient pas encore fait sentir.

» Pour maintenir l'esprit de commerce, il faut que les lois, par leurs dispositions, *mettent chaque citoyen pauvre dans une assez grande aisance pour pouvoir travailler comme les autres, et chaque citoyen riche dans une telle médiocrité qu'il ait besoin de son travail pour conserver ou pour acquérir* ». (Id., *ibid.*).

XVI

LE CHRISTIANISME

Il faut bien voir que le mal dont les Etats de l'Europe sont tous plus ou moins rongés, loin d'être un accident passager, tient à des causes anciennes, lointaines : injustices et abus criants, violation flagrante des Principes. Prononcer de beaux discours sur les bienfaits de la Révolution, parler toujours au peuple de ses fameuses *conquêtes*, c'est de la badauderie — ou de l'habileté. La plaie n'en subsiste pas moins, visible à l'œil nu, mortelle peut-être. On pouvait croire encore, il y a quelques années, que l'étiquette républicaine suffirait à la guérir ; de sorte que des gens d'esprit disaient avec

raison : « Si la République n'existait pas, il faudrait l'inventer ». A coup sûr elle fut un calmant ; sans opposer une véritable digue au flot montant des revendications sociales, elle l'arrêta pour un temps par de belles promesses. Le résultat obtenu ainsi peut se définir d'un mot :

La situation en France est bien des fois moins grave qu'en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Italie, et que partout, sauf en Russie où règne une paix profonde (1) ; la Russie et la France, placées aux antipodes sous le rapport des apparences politiques, possèdent un équilibre social infiniment meilleur que celui de tant de pays soumis au régime monarchique constitutionnel.

Mais tout passe en ce bas monde, même les illusions d'un peuple bon enfant comme le nôtre. Alors son réveil est terrible. Si la Russie est assurée de jouir d'une longue période de paix intérieure, il est devenu prudent, en notre pays plus avancé en âge, de ne plus jouer avec le feu... Les harangues pathétiques, bourrées de phrases creuses,

(1) Les récents troubles de Lodz n'infirmement pas ce dire. Lodz est une ville polonaise située près de la frontière occidentale, à deux pas de la Prusse.

sinon risibles, n'avancent pas les choses ; il faut des actes...

Eh ! mon Dieu ! comme au fond le problème est simple ! Il semble qu'on l'embrouille à plaisir. On disserte à perte de vue sur les mérites ou les inconvénients du socialisme d'Etat, de la liberté individuelle : expressions vides de sens, tout simplement. Ni la liberté complète de l'individu, ni l'ingérence incessante du gouvernement, ne se conçoivent dans une société bien organisée ; ce qu'il faut, sans qu'il soit besoin d'un formidable arsenal de lois et de règlements, c'est que l'Etat protège les faibles, contienne les puissants, et dès ce jour qu'il applique les lois existantes. Le péril est en haut comme en bas. Il menacerait d'emporter la République elle-même, si les représentants des droits *et des devoirs* de la collectivité n'avaient sérieusement... Nous les prions de souffrir ces dernières citations de Montesquieu :

« Si une république est petite, elle est détruite par une force étrangère ; si elle est grande, elle se détruit par un vice intérieur... Le mal est dans la

chose même... (*Esprit des Lois*, liv. IX, chap. I.)
Ailleurs (livre VIII, ch. XVI) :

« Il est de la nature d'une république qu'elle n'ait qu'un petit territoire; sans cela elle ne peut guère subsister. Dans une grande république, il y a de grandes fortunes, et par conséquent peu de modération dans les esprits : il y a de trop grands dépôts à mettre entre les mains d'un citoyen; les intérêts se particularisent; un homme sent d'abord qu'il peut être heureux, grand, glorieux, sans sa patrie; et bientôt, qu'il peut être seul grand sur les ruines de sa patrie.

« Dans une grande république, le bien commun est sacrifié à mille considérations; il est subordonné à des exceptions; il dépend des accidents. Dans une petite, le bien public est mieux senti, mieux connu, plus près de chaque citoyen; les abus y sont moins étendus, et par conséquent *moins protégés.* »

Enfin nous souhaitons vivement, pour plusieurs motifs, que les mesures édictées par notre Parlement

donnent complètement tort, une fois par hasard, à l'appréciation suivante du grand philosophe :

« Il y a grande apparence que les hommes auraient été à la fin obligés de vivre toujours sous le gouvernement d'un seul, s'ils n'avaient imaginé une manière de constitution qui a tous les avantages intérieurs du gouvernement républicain et la force extérieure du monarchique. Je parle de la république fédérative.

« Cette forme de gouvernement est une convention par laquelle plusieurs corps politiques consentent à devenir citoyens d'un Etat plus grand qu'ils veulent former. C'est une société de sociétés qui en font une nouvelle qui peut s'agrandir par de nouveaux associés, jusqu'à ce que sa puissance suffise à la sûreté de ceux qui se sont unis.

« ... Cette sorte de république peut se maintenir dans sa grandeur sans que l'intérieur se corrompe... Celui qui voudrait usurper ne pourrait guère être également accrédité dans tous les États confédérés... Si quelques abus s'introduisent quelque part, ils sont corrigés par les parties saines... Composé de petites républiques, cet État jouit de la bonté du gouvernement intérieur de chacune; et, à l'égard

du dehors, il a, par la force de l'association, tous les avantages des grandes monarchies » (1).

Nous formulons aussi le vœu que les hommes de bon sens veuillent bien se souvenir qu'autant vaudrait nier — comme le fit un mathématicien facétieux — la bataille d'Austerlitz, que de douter une seule minute du rôle qu'a joué le Christianisme dans le monde romain : en dehors de nos sphères politiques qu'aveuglent plus ou moins la passion ou l'intérêt du moment, dans les milieux savants où l'on écrit et parle à tête reposée, tout le monde sait bien que l'éclosion des idées semées par Jésus-Christ, — homme ou Dieu, peu importe, en tout cas Dieu fait homme — fut le signal d'une révolution sociale dont le besoin se faisait terriblement sentir... Les Juifs de l'époque le comprirent si bien qu'ils pendirent à leur mode, c'est-à-dire crucifièrent l'initiateur de la *religion* nouvelle, cela sans motif légal : car Ponce-Pilate s'en *lava les mains*.

Dix-neuf siècles plus tard, par suite d'un faux coup de barre donné au gouvernail politique, la

(1) Montesquieu, livre IX, chap. 1^{er}.

situation de la Société est redevenue analogue, les mêmes excès se commettent en haut, les mêmes souffrances se voient en bas. En même temps, les Sémites ont repris l'influence qu'ils avaient au début de l'ère chrétienne. Coups de bourse, d'un côté; coups de dynamite, de l'autre. Cela pourrait mal finir pour les faux amis du peuple. Voilà peut-être pourquoi ceux qui ne tiennent pas — au fond — à un changement, s'efforcent par divers moyens de déchristianiser la France.

Cela se dit tout haut à Pétersbourg.

Voilà aussi pour quel motif tout ce qu'il y a d'aryens en ce pays, d'aryens indépendants, non gangrenés, non inféodés à la finance cosmopolite, doit se serrer les coudes en face du péril national; libres-penseurs ou pratiquants, il n'importe; la liberté de conscience n'a rien à voir dans cette question qui est tout entière civile, politique, sociale.

Ah! comme le pape Léon XIII l'a nettement comprise! et comme il l'a posée, aussi clairement que sa haute et difficile situation le lui permettait, sur son vrai terrain! Ne voit-on pas que cet homme de génie — oui, de génie — n'a fait en somme que

repandre avec courage la tradition et le programme de Jésus-Christ? Lançant d'abord cette admirable Encyclique sur la condition des classes ouvrières, il ordonne aux riches de leur venir en aide. Bientôt il s'aperçoit qu'il a fait fausse route; la charité, pour plusieurs raisons, est un remède impuissant; le peuple ne demande pas des aumônes; il revendique ses droits (1). Aussitôt changement de front subit, qui a fait frissonner d'épouvante tant de prélats timorés. Le Souverain-Pontife, par une autre Encyclique, commande à tous les fidèles, c'est-à-dire aux anciens défenseurs de la monarchie ou de l'empire, de déposer les armes, de se rallier sans arrière-pensée au gouvernement républicain. Il réédite ainsi la grande parole tombée, il y a dix-neuf siècles, de la bouche de Jésus: « *Mon royaume n'est pas de ce monde.* »

Et pourquoi Léon XIII oriente-t-il ainsi les destinées de l'Eglise catholique? Croit-on qu'il ait péché par excès de tendresse pour les imperfec-

(1) Sans doute Léon XIII trace d'une main magistrale les devoirs des gouvernements envers les faibles et les opprimés; mais que peuvent ses conseils, puisqu'ils manquent de sanction?

tions du régime actuel? Tout au contraire. Il a vu que le clergé français, en se mêlant au tumulte des partis politiques, manquait à sa mission; défendant le trône en même temps que l'autel, il devenait suspect au peuple, et partant incapable d'opposer une efficace résistance aux gens, conscients ou non, qui veulent démolir Dieu pour mettre à sa place... le Veau d'or!

Comment finira cette lutte sourde, dont les secrets transpirent bien imparfaitement, entre le chef suprême d'une religion et ses lieutenants? On dit que Léon XIII chérit beaucoup la France; mais les années sont là et le grand âge du Pontife permet-il d'espérer que Sa Sainteté triomphe à temps? Il est toutefois en son pouvoir de briser toutes les résistances, dans le présent et même dans l'avenir: le Concordat peut être modifié. En France comme en Russie, les évêques sont des fonctionnaires: or, avez-vous jamais ouï dire que les métropolitains de Pétersbourg, de Moscou, de Kiev, soient partis en guerre contre l'empereur, aient fait dans leurs mandements la critique du Pouvoir civil? L'audacieux, si haut placé fût-il, eût promptement

disparu... dans les profondeurs de la Sibérie.

Nous ne désirons point que nos évêques récalcitrants soient déportés nulle part. Mais, puisqu'ils ne veulent rien comprendre, qu'ils s'en aillent ! Et rentrés dans la vie privée, ils parleront, agiront à leur guise. Oui, un rajeunissement des cadres du clergé, un *coup de balai* donné à Rome même, hâteraient singulièrement le retour de la paix sociale.

Sous l'impulsion directe de son Fondateur, le Christianisme a vaincu déjà les classes dirigeantes du monde romain ; elles avaient atteint le dernier degré de puissance et de corruption. Le Christianisme prit en main la cause du Peuple, qui souffrait en ce temps-là comme il souffre aujourd'hui ; il fut l'école du socialisme le plus pur. Ramené à ses premiers principes, il triomphera encore avec l'aide des bons citoyens, libres-penseurs ou non, mais honnêtes — ce qui est l'essentiel, dans ce monde et même dans l'autre.

Telle est du moins l'opinion des Russes, sans distinction de castes, qui nous jugent bien plus sagement à distance que nous ne saurions nous juger nous-mêmes. En s'exclamant tout haut sur l'aveu-

glement fantastique du bon peuple français, — qui certes est loin d'avoir la finesse du slave, — ils espèrent qu'à la fin des fins ce peuple honnête, brave, travailleur, mais non moins naïf, voudra bien y voir clair. On l'allège bon an mal an de la somme rondelette d'un milliard de francs « dont il n'aurait que faire — paraît-il — faute de placements sûrs ». Ce renseignement assez curieux vient de banquiers qui s'y connaissent... pour cause. Le lapin écorché vif finira peut-être par ouvrir l'œil.

Gardons ce consolant espoir de nos amis de Russie, sans oublier le proverbe :

Aide-toi, le ciel t'aidera.

XVII

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

Aidons-nous... il en est temps, l'orage gronde...

« Pour qu'une révolution produise toutes ses conséquences, il faut que les souffrances qui irritent les cœurs et arment les bras soient portées à leur plus haute intensité et soient éprouvées à la fois, au même degré, par toutes les catégories de malheureux » (1).

L'Europe entière, la Russie à part, est à la veille d'en arriver là. En Russie, nation agricole, la terre ne manque pas au paysan. Dans les autres pays, le

(1) F. Maurice, ouv. cité.

paysan, ne pouvant plus vivre aux champs, a émigré vers les villes. Ce mouvement d'émigration se chiffre, en France, dans ces cinquante dernières années, par sept millions d'individus, le tiers de la population rurale.

Or, qu'est-il arrivé? La fièvre industrielle, la soif de l'argent, qui caractérisent ce siècle, ont engendré la surproduction des usines; aujourd'hui, les débouchés manquent, et ils manqueront de plus en plus, par la simple raison que les peuples jeunes entendent se suffire à eux-mêmes et que la clientèle des races d'outre-mer, jaunes ou noires, annamite, soudanaise, arabe ou madécasse, est un décevant mirage, signalé en temps utile, mais en vain, hélas! par les patriotes clairvoyants. L'usine, qui ne pouvait hier nourrir l'ouvrier dans des conditions satisfaisantes, ne pourra plus du tout le nourrir demain. Ainsi la crise sociale, bien loin de s'atténuer avec le temps, ira en s'aggravant de plus en plus jusqu'à une explosion finale qui emportera les classes dirigeantes, à moins que celles-ci n'aient la sagesse de prendre une vigoureuse initiative pour faire cesser des maux vraiment intolérables.

Fonder, sur le conseil de Russes éminents, une

Ligue pour aider au triomphe des revendications populaires, ce serait convier à une tâche de justice et de réparation tout ce qui est resté pur dans l'ancien Tiers-État; ce serait faire œuvre d'apaisement.

Les remèdes à employer sont simples, très simples; il suffit, pour les comprendre, d'avoir un peu de netteté dans l'esprit; pour les appliquer, d'aimer la France plus que soi-même, — ce qui est le devoir de tout bon citoyen.

N'allons pas plus loin. Si cette Ligue se constitue, elle verra bien ce qu'il faut dire et proposer au Peuple, juge souverain, — et excellent juge, a dit Montesquieu, — de ce qui lui convient ou ne lui convient pas.

Le peuple français ne perdra pas de vue le grand exemple de son ami du Nord, resté fidèle à ses antiques coutumes, à ses mœurs patriarcales et champêtres, à la charrue, à l'*izba*.

La bourgeoisie française — ploutocratie à part — n'oubliera pas non plus que le grand seigneur russe n'a jamais craint de se salir la main en pressant celle du *moujik*.

Enfin, si les résistances viennent, contre toute

attente, de Travailleurs égarés dans des rêves, oubliés des difficultés *pratiques* et de la force que donne l'association, nous leur rappellerons le mot par lequel Sieyès, à la fin de son pamphlet, secouait la torpeur de nos grands-pères : « Vous ne voulez pas guérir? Restez donc malades. »

Et quelle serait l'issue fatale de cette maladie? Une guerre civile, greffée sur une guerre étrangère; une lutte fratricide, épouvantable, qui se terminerait par l'avènement du despotisme d'un seul. Ainsi finissent toutes les révolutions dans lesquelles on se lance sans un plan bien combiné, ou, comme disait Louis Blanc, « en poussant des cris inconus ».

Après ce drame sanglant, qu'aurait gagné le Peuple? Rien. Au milieu des ruines amoncelées, ses souffrances matérielles seraient plus intolérables que jamais.

Mais le bon sens français n'est pas tellement obscurci qu'on ne puisse considérer ces éventualités comme irréalisables. Mettez-vous donc d'accord, ouvriers et paysans, prolétaires du troisième et du quatrième État; sachez ce que vous voulez d'un

commun accord et ne voulez que des choses raisonnables, c'est-à-dire possibles sans secousse; hélas! il n'y en a que trop : refonte totale du système d'impôt, en vertu de la formule : *Celui qui n'a rien ne doit rien payer*; dégrèvement complet de la petite propriété, limitation des heures de travail, participation aux bénéfices, caisses de retraite pour la vieillesse alimentées à l'aide de lois somptuaires, et tant d'autres réformes fondées sur l'amour de son prochain et de son pays!

Confiez vos intérêts à des hommes nouveaux, comme le demandait Sieyès, à des amis du peuple qu'aucune compromission, monarchique ou autre, n'attardera un seul jour à d'obscures ou byzantines discussions; et enfin, dans la situation inquiétante de l'Europe, en face d'ennemis jurés qui sont peut-être à la veille de fondre sur nos frontières, ayez tous ce double cri de ralliement :

« Vive la Patrie française! Vive la Russie! »

FIN

Paris, 20 mai 1892.

XVIII

POST-SCRIPTUM

20 mai-1^{er} juin.

20 mai, 1^{er} juin. — Les dix jours qu'a demandés l'impression de cet écrit ont vu des manifestations infiniment regrettables, blâmées énergiquement par Elisée Reclus, un sage au fond...

La réunion anarchiste du 28 mai a prouvé qu'à Paris même deux mille « compagnons » au moins approuvent Pini et Ravachol dans tous leurs actes et sont prêts à pratiquer le vol et l'assassinat, comme d'autres se servent du bulletin de vote. M. Michel Zévaco y a pris la parole pour soutenir

la théorie exposée dans une lettre un peu antérieure ; cette lettre est un document.

En voici donc les principaux passages :

Nous entrons en pleine période révolutionnaire ; il semble que les dernières catastrophes où doit fatalement s'engloutir une société basée sur la *propriété*, mère du vice, du crime et du mensonge, soient imminentes. Tout se disloque à vue d'œil. Cette situation a pour premier résultat de classer définitivement les hommes en partisans ou ennemis de *l'autorité*, unique protectrice de la propriété.

Il en résulte que les actes du compagnon Ravachol, les persécutions qui les ont suivis ont plus que triplé le nombre des anarchistes : en effet, tout ce qui était sincèrement révolutionnaire, sans oser pousser jusqu'à l'anarchie, a senti — comme moi, par exemple — que l'heure des hésitations était passée, qu'il fallait décidément adopter la théorie libertaire avec toutes ses conséquences. En outre, une foule de braves gens que l'apparente inertie des anarchistes paralysait sont carrément venus à l'anarchie dès qu'ils l'ont vue agir.

Cette heure décisive, qui est peut-être la plus grave, la plus solennelle du siècle, les faux révolutionnaires l'ont tout naturellement choisie pour s'évader de la révolution : les grands pontifes du collectivisme, du marxisme et autres despotismes maquillés de vermillon,

voyant la révolte se dresser debout, menaçante, lui ont jeté l'anathème. Chaque moellon détérioré leur a arraché des larmes. Ils ont poussé des cris épouvantables en parlant « d'innocentes victimes » eux qui, tous les ans, vont porter des couronnes au mur sanglant ! Jésuites de robe rouge et jésuites de robe noire ont fait chorus. Et nous avons encore dans l'oreille les paroles de M. Guesde confiant au plus réactionnaire des organes que « les anarchistes sont tous des fumistes, des fous ou des policiers. »

Dans ce concert de malédictions, le nom de Pini a été prononcé. Pour les braves révolutionnaires en chambre qui hurlent en petit comité leur pitoyable *Delenda Carthago*, et qu'il faut détruire la société *par tous les moyens*, Pini est un vulgaire voleur. Pourquoi ? Parce que, selon leurs recommandations, il a détruit la société tant qu'il a pu, comme il a pu !

Voleur ? Soit ! Il n'a toujours pas essayé de voler la confiance du peuple et de piper des votes à grand renfort de phrases creuses, de pincés-monseigneur politiques et de rossignols socialistes !

En cette occurrence, il fallait montrer au public Pini tel qu'il est. Il fallait dire comment cet homme, dont le courage et l'énergie sont exceptionnels, qui est honnête, au point de mettre d'accord ses paroles et ses actes, avait besoin de beaucoup d'argent pour sa vaste propagande de révolté ; et que cet argent, il devait le prendre, il l'a pris où il se trouve : dans les coffres des riches.

Il fallait dire que Pini, ayant des sommes considérables à sa disposition, ne s'en est jamais servi pour la satisfaction de ses jouissances, qu'il a tout employé à faire le bien, à lancer des manifestes, à créer des journaux. Tout cela ressortait limpide de l'histoire même de sa vie, vie toute de dévouement, admirable vie d'un homme qui entreprenait seul une lutte géante contre une société armée jusqu'aux dents, risquait le bain pour arracher des malheureux à la misère, déjeunait d'une salade ou d'un oignon cru à côté des billets de banque destinés à subventionner la fabrication d'une lampe de mineurs dont l'adoption eût sans doute épargné à l'humanité les catastrophes des mines de Saint-Etienne et d'Anderlues ! Voilà l'existence que j'ai racontée, parce qu'elle comporte de merveilleux enseignements.

Le récit d'une existence pareille était bon à mettre sous les yeux de la masse, autant pour fermer la bouche aux aboyeurs que pour donner un coup de pioche dans un préjugé, faire comprendre ce que c'est que le vol anarchiste.

Qu'est-ce donc, enfin, que cette théorie du vol, si décrite, et qui n'en a pas moins fait de si nombreux adeptes ?

L'anarchie, malgré les airs de conspiratrice que veulent lui donner les jocrisses du gouvernement, n'a rien à cacher ; il vaut donc mieux dire ce qu'il en est.

Le droit au vol, c'est tout simplement le droit à la

vie, ce fameux droit à la vie proclamé par les plus modérés des socialistes, reconnu par tous les philosophes, même avant l'apparition des formules du *struggle for life*.

De deux choses l'une : ou nous reconnaissons aux possesseurs de richesses le droit de nous tuer, nous, les gueux, ou nous leur déniions ce droit. Le possédant est l'employeur. Il peut donner ou refuser le travail, c'est-à-dire qu'il peut condamner à mort une foule de gens. Quelle mort ! La mort par la faim.

Si nous leur reconnaissons ce droit, il vaut mieux nous suicider tout de suite. Si nous ne le reconnaissons pas, nous proclamons la légitimité du vol.

Voyons : que voulez-vous que fasse un individu qui n'a pas d'ouvrage, qui a mis au Mont-de-Piété tout ce qu'il possédait, a vendu les reconnaissances, a épuisé son crédit partout et n'a pas d'ami qui veuille lui prêter dix sous ?

S'il se tue, c'est un imbécile : il faut pourtant qu'il vive. Donc, il faut qu'il vole. Devra-t-il se contenter de voler un pain pour donner raison au Claude Gueux de Hugo ? Mais alors, il faudra donc qu'il recommence à risquer sa liberté à chaque repas ?

Ces messieurs des révolutions *futures* — toujours futures pour eux ! — disent bien qu'il faudra *exproprier*, mais en masse. C'est, parbleu, qu'ils peuvent attendre. L'homme qui a faim ne peut pas attendre, lui !

Elevons un peu la question. On peut avoir besoin

d'argent, tout en n'ayant pas faim, — comme Pini. Devra-t-on, faute d'argent, ne rien entreprendre, renoncer à toute une œuvre, abandonner une propagande nécessaire ?

Ah ! non, mille fois non ! Il n'y a qu'à imiter les bourgeois qui volent des millions et des milliards. Seulement, les anarchistes y mettent plus de crânerie : ils n'ont pas le code pour eux !

Non seulement ils n'ont pas le code pour eux, ils n'auront pas non plus la masse de la nation, le peuple des campagnes.

Si le paysan est effrayé par la menace d'un bouleversement, la crainte d'un inconnu sanglant, il ne voudra rien changer à ce qui existe ; et sans le paysan, que ferez-vous de bon ? Rien.

La Révolution sociale sera pacifique ou elle ne sera pas.

Déjà la dynamite n'a que trop parlé.

Des hommes de cœur et d'expérience ne demanderont pas mieux que de travailler au bien du Peuple.

Accordez-leur un peu de crédit, souvenez-vous des regrets du parti nihiliste après la mort d'Alexandre II, et tenez-vous tranquilles.

TABLE DES CHAPITRES

I. — Objet de cette étude.	7
II. — Quelques mots sur les déportés politiques en Sibérie.	11
III. — Confession d'un nihiliste	17
IV. — Facilité de détruire les derniers restes du nihilisme.	73
V. — Résumé des deux chapitres précédents : Comment le mouvement nihiliste a pu être arrêté net	81
VI. — Comparaison des mouvements nihiliste et anarchiste	85
VII. — Puissance de l'anarchie cosmopolite.	95
VIII. — Remède à opposer au virus anarchique	101
IX. — La société française et la société russe.	109

X. — Projet de ligue pour aider au triomphe des revendications populaires.	139
XI. — Le mal n'est que superficiel.	159
XII. — Le pamphlet de Sieyès.	165
XIII. — La Patrie pour le nihiliste et pour l'anarchiste.	181
XIV. — Enigmes politiques.	187
XV. — La Finance juive cosmopolite.	199
XVI. — Le Christianisme.	215
XVII. — Résumé et conclusion.	227
XVIII. — Post-scriptum.	233

ENVOI FRANCO AU REÇU DU PRIX

(TIMBRES OU MANDAT)

URBAIN GUÉRIN

L'ÉVOLUTION SOCIALE

DEUXIÈME ÉDITION

Un volume in-18 jésus, à 3 fr. 50

Cet ouvrage fait penser. Il est suggestif. C'est un inventaire aussi complet que précis de notre époque.

(*Le Monde*, 17 avril 1891.)

L'auteur fait tour à tour passer sous les yeux du lecteur l'évolution sociale et politique que nous accomplissons, l'agitation intellectuelle qui a créé les grands courants de la pensée moderne, la banqueroute des idées révolutionnaires, enfin les traits principaux de la société française.

(*L'Autorité*, 20 mai 1891.)

Le cadre de l'auteur est vaste et il est remarquablement rempli.

(*Le Polybiblion*, septembre 1891.)

Le livre de M. Guérin mérite une lecture attentive.

(*La Cité*, 23 mars 1891.)

L'éditeur Savine, qui s'est fait une spécialité d'imprimer des ouvrages consacrés à la critique sociale, n'a pas, depuis longtemps, imprimé un livre plus sain, plus vigoureux.

(*Le Matin*, 16 mars 1891.)

FRANÇOIS BOURNAND

LES SŒURS DES HOPITAUX

Un volume in-18 jésus, à 3 fr. 50

Un énergique plaidoyer en faveur des Sœurs des hôpitaux.

(*Le Polybiblion*, septembre 1891.)

Le livre est intéressant toujours. L'auteur a eu la bonne idée de consulter sur la question des Sœurs nos hommes en vue dans les lettres, dans la politique ou ailleurs. Une longue préface de J. de Biez donne au livre son lustre suprême. Le célèbre ami de Drumont nous y montre l'esprit laïque s'acharnant sur le christianisme social et déracinant dans les âmes l'esprit chrétien qui a fait la France. Cette préface est un pur chef-d'œuvre.

(*La Légitimité*, 26 avril 1891.)

C'est le livre le plus complet sur la question des Sœurs. Tout le dossier y est.

(*Le Lillois*, 7 juin 1891.)

M. François Bournand a écrit sur les *Sœurs des Hôpitaux* un livre qui constitue pour ainsi dire le dossier de la question.

(*Univers*, 11 juin 1891.)

A. HAMON ET G. BACHOT

L'AGONIE D'UNE SOCIÉTÉ

DEUXIÈME ÉDITION

Un volume in-18 jésus, br., à 3 fr. 50

Les auteurs visent à démontrer que la société actuelle « composée de classes dirigeantes affamées de lucre, asservies à la haute finance juive », est une société mal organisée, agonisante et qui doit bientôt périr.

(*Journal des Débats*.)

C'est une œuvre surtout documentaire; c'est un livre parfaitement utile.

(G. MEUSY. *L'Intransigeant*.)

Malgré ses lacunes et en tenant compte du pessimisme des auteurs, le livre est instructif.

(E. CORNUT. *Etudes philosophiques et religieuses*.)

Ce tableau est animé, terrible, navrant, et il est bien fait pour vulgariser la conclusion révolutionnaire par laquelle les auteurs n'ont pas hésité à clôturer leur œuvre.

(M. ZÉVACO. *L'Égalité*.)

Les documents ne manquent pas dans ce réquisitoire développé avec l'accent de la conviction la plus sincère.

(*Samedi-Revue*.)

Il est certain qu'on dévore ces pages avec un plaisir infini.

(*L'Observateur français*.)

C'est une œuvre délicate que seules des âmes fières pouvaient mener à bonne fin.

(*L'Étendard*, de Montréal.)

AUGUSTE CHIRAC

L'AGIOTAGE

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

TROISIÈME ÉDITION

Deux volumes in-18 jésus, à 7 fr.

L'auteur se propose de faire, à grand renfort d'anecdotes scandaleuses et de noms propres, « l'histoire de tous les tripotages financiers qui ont, depuis dix-huit ans, mis à sec l'épargne publique et fait le vide dans les caisses de l'Etat. » Il suffit d'un mot pour définir le caractère de cette compilation : c'est pour la France financière le pendant de la *France Juive*, de M. E. Drumont. (*Journal des Débats*, 2 juillet.)

Un pamphlet sanglant, mais aussi un ouvrage documentaire intéressant et instructif. (*Indépendance Belge*, 29 juillet.)

Deux volumes dont on peut dire qu'ils sont redoutables. (*Gazette de France*, 11 juillet.)

Le livre montre, dans une argumentation serrée et inflexible, jusqu'à quel cynisme imprévoyant peuvent aller les classes dirigeantes improvisées et sans éducation préalable. Il révèle la situation intolérable faite aux *petits* par la coterie juive qui draine le capital national, sans le moindre souci des intérêts des travailleurs... Je ne puis, d'ailleurs, ni ne veux analyser ici ces deux volumes, bondés de faits et saisissants d'actualité douloureuse. (*Observateur Français*, 21 juillet.)

Pamphlet en deux gros volumes, où sont impitoyablement étalés, chiffres en main, les tripotages financiers qui ont scandalisé, depuis dix-huit ans, la morale publique. (*Nouvelle-Revue*, 1^{er} août.)

La grande volerie agioteuse s'étant perpétuée et même étendue sous la troisième République, Toussenel et Duchêne devaient avoir des continuateurs et les ont eus en la personne d'Auguste Chirac et d'Edouard Drumont. Du moment où les agissements des monopoleurs et des accapareurs financiers constituent un véritable danger public et se traduisent en spoliations mongoles, nous avons voulu appeler l'attention du public démocratique sur ces livres vengeurs. (*L'Homme libre*, 2 août.)

EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE

LE CLERGÉ

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

PAR

FRANÇOIS BOURNAND

Ancien Vice-Président du Cercle catholique de Saint-Roch.

Un volume in-18 jésus, à 3 fr. 50

ÉVÊCHÉ
DE SÉEZ

Sées, le 28 février 1890.

Cher Monsieur,

J'ai pris connaissance avec un grand intérêt de votre ouvrage intitulé : *Le Clergé sous la troisième République*; il sera justement apprécié par tous les cœurs catholiques et français, il restera comme un stigmate au front des lâches persécuteurs de la justice et du droit : *Livre d'or pour les honnêtes gens, livre d'infamie pour tous les partisans de la Franc-Maçonnerie juive* qui déshonore aujourd'hui la noble France et la conduit inévitablement à sa ruine. Puisse votre voix justement indignée être entendue, réveiller enfin tant de consciences si déplorablement endormies; c'est le vœu le plus ardent que forme mon cœur de catholique et de Français.

Agrérez, cher Monsieur, l'hommage de mon entier dévouement.

† FRANÇOIS-MARIE,
Evêque de Sées.

A. HAMON ET G. BACHOT

LA FRANCE

POLITIQUE ET COMMERCIALE

Deux volumes in-18 jésus, à 7 fr.

Deux volumes de faits soulignés par des réflexions, un résumé formidable d'une année *fin de siècle* magistralement présenté par deux écrivains de sens et de talent.

(*Gazette de France*, 22 juillet 1891.)

Ils notent jour par jour les événements, clouent d'une plume âpre au pilori les injustices, les lâchetés quotidiennes, enferment dans l'implacable histoire les faits si facilement oubliés par les insoucieux Aryas. C'est un livre nécessaire.

(*Paris Moderne*, 9 avril 1891.)

Il y avait une place à prendre. J'aurai donné une idée exacte de cet ouvrage en disant qu'il renferme tout ce que les journaux ont publié de remarquable ou simplement d'intéressant. L'ouvrage est appelé à rendre d'inappréciables services à tous ceux qui s'intéressent aux affaires du pays.

(*Le Radical*, 4 avril 1891.)

Résumé fidèle des faits politiques et économiques saillants de l'année.

(*La Révolte*, 26 septembre 1891.)

A. HAMON ET G. BACHOT

MINISTÈRE ET MÉLINITE

TROISIÈME MILLE

Un volume in-18 jésus, à 3 fr. 50

MM. Hamon et Bachot ont rassemblé tous les documents relatifs au procès Turpin-Triponé... Ils ont ajouté à ces pièces un grand nombre des fameuses lettres qui faisaient originairement partie du volume de M. Turpin.

(*Le Radical*, 15 septembre 1891.)

Les documents abondent dans cet ouvrage.

(*Le Polybiblion*, décembre 1891.)

Un bon livre, un livre à lire et à garder.

(*L'Eclair*, 4 août 1891.)

Ministère et Mélinite sur lequel, en vertu de je ne sais quel ordre venu j'ignore d'où, il semble de bon goût et de bon ton de faire le silence... est tout doucement en train de se frayer large chemin... Lisez ce livre : il est l'œuvre de citoyens et de patriotes, au sens révolutionnaire du mot... Ils attendent le jour de l'immanente justice.

SÉVERINE.

(*La Presse*, 19 août 1891.)

Il pourrait s'appeler le livre des trahisons.

(*Guerre aux Abus*, 6 août 1891.)

Nous croyons que ce bouquin, dont on nous remet les bonnes feuilles, cruellement documentées, est appelé à un retentissement plus grand encore que l'œuvre de Turpin.

(*La France Nouvelle*, 4 août 1891.)

LES INTÉRÊTS CATHOLIQUES

EN 1891

Un volume in-18 jésus, à 3 fr. 50

Ce livre très documenté, rempli de remarques intéressantes appuyées de piquantes anecdotes, examine la politique concordataire sous les divers régimes.

(L'Observateur Français, 8 juin 1891.)

L'auteur anonyme des *Intérêts catholiques en 1891* prétend démontrer par les faits, depuis le commencement du siècle, que les catholiques ne gagneraient rien à une restauration monarchique.

(La France Nouvelle, 28 juillet 1891.)

L'auteur, très convaincu et très éloquent, voudrait voir les catholiques au pouvoir. Ils n'y arriveraient pas en monarchie avec le comte de Paris. Ils doivent tirer parti de la démocratie et les évêques sont invités, eux qui ont autrefois « organisé la barbarie », à organiser cette démocratie.

(Le Soir, 28 septembre 1891.)

L'auteur, que l'on nous assure être un vaillant de la presse catholique, y a résumé beaucoup d'idées avec une sincérité et une ardeur peu communes. Sans partager toutes ses appréciations, je n'hésite pas à dire que son ouvrage, plein de remarques importantes, est digne d'attirer l'attention de tous ceux que préoccupe notre avenir religieux.

(Observateur, 20 juin 1891.)

AUGUSTE CHIRAC

L'AGIOTAGE

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

TROISIÈME ÉDITION

Deux volumes in-18 jésus, à 7 fr.

L'auteur se propose de faire, à grand renfort d'anecdotes scandaleuses et de noms propres, « l'histoire de tous les tripotages financiers qui ont, depuis dix-huit ans, mis à sec l'épargne publique et fait le vide dans les caisses de l'Etat. » Il suffit d'un mot pour définir le caractère de cette compilation : c'est pour la France financière le pendant de la *France Juive*, de M. E. Drumont.

(Journal des Débats, 2 juillet.)

Un pamphlet sanglant, mais aussi un ouvrage documentaire intéressant et instructif.

(Indépendance Belge, 29 juillet.)

Deux volumes dont on peut dire qu'ils sont redoutables.

(Gazette de France, 11 juillet.)

Le livre montre, dans une argumentation serrée et inflexible, jusqu'à quel cynisme imprévoyant peuvent aller les classes dirigeantes improvisées et sans éducation préalable. Il révèle la situation intolérable faite aux *petits* par la coterie juive qui draine le capital national, sans le moindre souci des intérêts des travailleurs... Je ne puis, d'ailleurs, ni ne veux analyser ici ces deux volumes, bondés de faits et saisissants d'actualité douloureuse.

(Observateur Français, 21 juillet.)

Pamphlet en deux gros volumes, où sont impitoyablement étalés, chiffres en main, les tripotages financiers qui ont scandalisé, depuis dix-huit ans, la morale publique.

(Nouvelle-Revue, 1^{er} août.)

La grande volerie agiotaise s'étant perpétuée et même étendue sous la troisième République, Toussenel et Duchêne devaient avoir des continuateurs et les ont eus en la personne d'Auguste Chirac et d'Edouard Drumont. Du moment où les agissements des monopoleurs et des accapareurs financiers constituent un véritable danger public et se traduisent en spoliations mongoles, nous avons voulu appeler l'attention du public démocratique sur ces livres vengeurs.

(L'Homme libre, 2 août.)

LA HAUTE BANQUE

ET

LES RÉVOLUTIONS

Un volume in-18 jésus à 3 francs 50

(ENVOI FRANCO AU REÇU DU PRIX, TIMBRES OU MANDAT-POSTE)

Le grand charme de la *Haute Banque et les Révolutions* est surtout dans l'historique abondant, spirituel, implacable des voleries financières et des escroqueries politiques des carnassiers de la Bourse.

(Revue socialiste.)

Charge à fond de train contre les banquiers.

(Le Matin.)

Il en ressort l'impression non pas seulement de l'influence toujours croissante des financiers dans ce pays, ce qui n'est que trop évident, mais du péril que cette toute-puissance nous fait courir, si nous ne nous décidons à faire une dernière révolution pour l'extirper.

(Le Radical.)

Cet ouvrage est une satire qui s'appuie sur des faits et dans laquelle l'auteur s'attaque courageusement à des personnes aujourd'hui très puissantes... Ce qu'on appelle la féodalité financière a exercé une action très souvent funeste.

(Le Siècle.)

Cet ouvrage a sa place marquée dans toutes les bibliothèques.

(L'Intransigeant.)

OU EST L'ARGENT ?

Un vol. in-18 jésus à 3 fr. 50

(ENVOI FRANCO AU REÇU DU PRIX, TIMBRES OU MANDAT-POSTE)

Voilà M. Auguste Chirac, un habile manieur de chiffres, qui pose une question insidieuse : *Où est l'argent ?* Or, l'argent dont il est question dans ce travail est celui qui est représenté par les billets de la Banque de France. Selon M. Chirac, il paraîtrait que l'encaisse métallique de notre premier établissement financier ne serait pas du tout celui qu'accusent les bilans.

(Revue des livres nouveaux.)

Nous engageons nos lecteurs à étudier ce livre.

(Banque publique.)

Livre bourré de chiffres dont l'objet est de « dénoncer la disparition du numéraire français et de démontrer que la Banque de France dissimule un déficit de caisse dépassant un milliard. »

(Débats.)

Uniquement composé de chiffres et de documents, mis à la portée des moins habiles en calcul, ce livre est des plus intéressants et des plus capables de faire penser.

(Univers.)

Véritable travail de bénédictin.

(La Question sociale.)

Il me semble impossible qu'on traite des accusations pareilles par le mépris... On a beau être fin de siècle, c'est vexant tout de même d'être traité de voleur pendant 300 pages.

(Le Carillon.)

L'AGONIE D'UNE SOCIÉTÉ

DEUXIÈME ÉDITION

Un volume in-18 jésus, br., à 3 fr. 50

Les auteurs visent à démontrer que la société actuelle « composée de classes dirigeantes affamées de lucre, asservies à la haute finance juive », est une société mal organisée, agonisante et qui doit bientôt périr.

(*Journal des Débats.*)

C'est une œuvre surtout documentaire; c'est un livre parfaitement utile.

(G. MEUSY. *L'Intransigeant.*)

Malgré ses lacunes et en tenant compte du pessimisme des auteurs, le livre est instructif.

(E. CORNUT. *Etudes philosophiques et religieuses.*)

Ce tableau est animé, terrible, navrant, et il est bien fait pour vulgariser la conclusion révolutionnaire par laquelle les auteurs n'ont pas hésité à clôturer leur œuvre.

(M. ZÉVACO. *L'Egalité.*)

Les documents ne manquent pas dans ce réquisitoire développé avec l'accent de la conviction la plus sincère.

(*Samedi-Revue.*)

Il est certain qu'on dévore ces pages avec un plaisir infini.

(*L'Observateur français.*)

C'est une œuvre délicate que seules des âmes fières pouvaient mener à bonne fin.

(*L'Etendard*, de Montréal.)

p. 89. Opone de ingonville.

p. 69. 94, 105, 115, 121, 122

141. 199 (with) 2-6 (pencil) - written for
arrangement

Admission 107

MÈME LIBRAIRIE

Envoi franco contre mandat ou timbres-poste

LOUIS GASTINE		EUGÈNE LOUDUN	
<i>Patria</i>	3 50	<i>Les Suicidés</i>	3 50
<i>Le Mal du Cœur</i>	3 50	MARCEL LUGUET	
AUGUSTE GAUD		<i>Élève-Martyr</i> , 2 ^e édition.....	3 50
<i>Crocoche de-Fer</i> , 2 ^e édition.....	3 50	<i>En guise d'amant</i> , 2 ^e édition.....	3 50
BARON DE GAUGLER		<i>Tendresse</i>	3 50
<i>L'Enfant du Temple</i>	3 50	GEORGES DE LYS	
JEAN GORSAS		<i>L'Idylle à Sedon</i>	3 50
<i>Talleyrand, Mémoires, Lettres inédites et Papiers secrets</i> , 4 ^e mille.	3 50	LUCIEN MACAIGNE	
GEORGES GOURDON		<i>Maître Letyssier</i>	3 50
<i>Les Villageoises</i> , 2 ^e édition.....	3 50	<i>Un Héritage</i>	3 50
<i>Le Sang de France</i> (Préface de Pierre Loti).....	3 50	MAHÉ DE LA BOURDONNAIS	
RÈMY DE GOURMONT		<i>Mémoires historiques</i>	4 "
<i>Sixtine</i>	3 50	CHARLES MALATO	
FÉLIX GRAS		<i>Révolution Chrétienne et révolution sociale</i>	3 50
<i>Le Romancero provençal</i>	4 "	LOUIS MALOSSE	
EUGÈNE GUÉNIN		<i>La Chanson des choses</i>	3 50
<i>La Russie</i>	3 50	AUGUSTE MARIN	
URBAIN GUÉRIN		<i>L'Étoile des Baux</i>	3 50
<i>L'Évolution sociale</i>	3 50	JOSEPH MAIRE	
GUY-VALVOR		<i>Les Topasines</i>	3 50
<i>Une Fille</i>	3 50	PAUL MARGUERITTE	
<i>L'Oiseau bleu</i>	3 50	<i>Tous quatre</i>	3 50
<i>Sadi</i> , 2 ^e édition.....	3 50	<i>Maison ouverte</i>	3 50
A. HAMON et GEORGES BACHOT		<i>La Confession posthume</i>	3 50
<i>L'Agonie d'une Société</i> , 2 ^e édition...	3 50	CHRISTOPHE MARLOWE	
<i>La France politique et sociale</i> (1890)		<i>Théâtre</i> , préface de Richepin.....	3 50
2 vol.....	7 "	HENRI MAZEL	
<i>Ministère et mélinite</i>	3 50	<i>Le Nazaréen</i>	3 50
JULES HOCHÉ		CH. MERKI et J. COURT	
<i>Le Vice sentimental</i>	3 50	<i>L'Éléphant</i>	3 50
<i>Causes célèbres de l'Allemagne</i>	3 50	XAVIER MERLINO	
<i>Féféé</i>	3 50	<i>L'Italie telle qu'elle est</i>	3 50
HENRIK IBSEN		GASTON MÉRY	
<i>Théâtre. (Revenants, Maison de Poupée)</i>	3 50	<i>L'École où l'on s'amuse</i> , 2 ^e édition.	3 50
<i>Le Canard sauvage (Rosmersholm)</i>	3 50	HENRI MONET	
<i>Hedda Gabler</i>	3 50	<i>René Pierson</i>	3 50
<i>La Dame de la mer (Un ennemi du peuple)</i>	3 50	<i>La Martinique</i>	5 "
LAISNEL DE LA SALLE		PIERRE MONFALCONE	
<i>Souvenirs d'un grenadier</i>	3 50	<i>Monte-Carlo intime</i>	3 50
CAMILLE LEMONNIER		GEORGES MOORE	
<i>Un Mâle</i>	3 50	<i>Confessions d'un jeune Anglais</i>	3 50
<i>Noëls flamands</i>	3 50	LOUIS MOROSTI	
<i>Les Peintres de la vie</i>	3 50	<i>Les Problèmes du paupérisme</i>	3 50
<i>Ceux de la Glèbe</i>	3 50	FÉLIX NARJOUX	
JEAN LOMBARD		<i>Francesco Crispi</i> , 2 ^e édition.....	3 50
<i>L'Agonie</i> (Rome III ^e siècle), 2 ^e édition	3 50	<i>Français et Italiens</i>	3 50
<i>Byzance</i> (VIII ^e siècle), 2 ^e édition...	3 50	CH. NAUROY	
<i>Un Volontaire de 1792</i>	3 50	<i>Révolutionnaires</i>	3 50
<i>Lois Majourès</i>	3 50	L. NEMOURS GODRÉ	
JACQUES LE LORRAIN		<i>Les Cyniques</i> , 2 ^e édition.....	3 50
<i>Nu</i>	3 50	<i>Daniel O'Connell</i> , sa vie, son œuvre.	3 50
<i>Le Roussset</i>	3 50	FRANÇOIS DE NION	
		<i>L'Usure</i>	3 50
		<i>La Peur de la mort</i>	3 50